

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 567

[2003/200080]

19 DECEMBRE 2002. — Décret relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la Directive 98/30/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « gaz » : tout produit combustible qui est à l'état gazeux à la température de 15 degrés Celsius et à la pression absolue de 1,01325 bar;

2° « gaz naturel » : tout produit combustible gazeux d'origine souterraine constitué essentiellement de méthane, y compris le gaz naturel liquéfié, en abrégé : « G.N.L. », et à l'exception du grisou;

3° « gaz issu de renouvelables » : gaz issu de la transformation de sources d'énergie renouvelables, soit par fermentation, soit par traitement thermochimique;

4° « site » : lieu d'exploitation ou de résidence délimité par des voiries publiques ou des limites de propriété disposant d'un ou plusieurs points de fourniture et qui est exploité ou occupé par la même personne;

5° « sources d'énergie renouvelables » : toute source d'énergie visée à l'article 2, 4°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

6° « cogénération de qualité » : cogénération définie à l'article 2, 3°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

7° « réseau de distribution » : ensemble d'infrastructures, de moyens de stockage et de canalisations connectées ou interconnectées et gérés à des fins de distribution de gaz;

8° « distribution » : l'activité ayant pour objet la transmission du gaz, par la voie de réseaux de distribution, aux fins d'approvisionnement de clients finals situés dans une zone géographiquement délimitée;

9° « propriétaires du réseau » : les propriétaires des infrastructures, moyens de stockage et canalisations constituant le réseau de distribution;

10° « gestionnaire du réseau » : le ou les gestionnaires des réseaux de distribution de gaz désignés conformément aux dispositions du chapitre II;

11° « utilisateur du réseau » : toute personne physique ou morale qui alimente le réseau de distribution ou est desservie par celui-ci;

12° « services auxiliaires » : services nécessaires à l'exploitation du réseau de distribution;

13° « conduite directe » : toute canalisation pour la transmission de gaz à partir d'un producteur ou à destination d'un client final qui ne fait pas partie physiquement du réseau de distribution de gaz et qui est la propriété de l'utilisateur du réseau qu'elle relie;

14° « client » : tout client final, fournisseur ou intermédiaire;

15° « client final » : toute personne physique ou morale achetant du gaz pour son propre usage;

16° « client éligible » : tout client qui a, en vertu de l'article 27 ou en vertu du droit d'une autre Région ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, le droit de conclure des contrats de fourniture de gaz avec un fournisseur ou intermédiaire de son choix et, à ces fins, le droit d'obtenir un accès au réseau de distribution aux conditions énoncées à l'article 26;

17° « client captif » : client final qui n'a pas le droit de conclure des contrats de fourniture de gaz avec un fournisseur ou intermédiaire de son choix;

18° « client résidentiel » : client dont l'essentiel de la consommation de gaz est destiné à l'usage domestique;

19° « client protégé » : client final repris dans une catégorie visée à l'article 33 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et pouvant bénéficier de mesures sociales relatives au secteur gazier;

20° « tarif social » : tarif spécifique applicable aux clients protégés et déterminé par l'autorité compétente;

21° « guidance sociale énergétique » : toute mesure d'accompagnement d'un ménage socialement en difficulté qui vise à réduire ses consommations et factures énergétiques, à l'exclusion d'investissements matériels;

22° « fournisseur » : toute personne physique ou morale qui vend du gaz à des clients finals;

23° « intermédiaire » : toute personne physique ou morale qui achète du gaz en vue de la revente à un autre intermédiaire ou à un fournisseur;

24° « entreprise liée » : toute société liée à une autre société au sens de l'article 11 du Code des sociétés;

25° « règlement technique » : règlement technique pour la gestion du réseau de distribution de gaz et l'accès à celui-ci, établi en application de l'article 14;

26° « plan d'adaptation » : plan envisageant les transformations liées à la structure existante du réseau de distribution de gaz, établi en application de l'article 16, § 1^{er};

27° « plan d'extension » : plan envisageant les extensions (compléments à la structure du réseau) du réseau, établi en application de l'article 16, § 3;

28° « décret électricité » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

29° « loi » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz et au statut fiscal des producteurs d'électricité;

30° « directive 98/30 » : la directive 98/30/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel;

31° « ministre » : le ministre wallon qui a l'Energie dans ses attributions;

32° « CWAPE » : Commission wallonne pour l'énergie visée au chapitre XI du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité tel que complété par le présent décret;

33° « comité » : Comité énergie institué par l'article 51 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité tel que complété par l'article 44 du présent décret;

34° « comité de contrôle » : Comité de contrôle de l'électricité et du gaz visé aux articles 170 à 172 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifiés par l'arrêté royal n° 147 du 30 décembre 1982;

35° « CREG » : Commission de régulation de l'électricité et du gaz constituée par l'article 23 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et l'article 15 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz et du statut fiscal des producteurs d'électricité.

CHAPITRE II. — Désignation des gestionnaires de réseaux

Art. 3. Tout gestionnaire du réseau de distribution de gaz est propriétaire ou titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures, moyens de stockage et canalisations constituant le réseau pour lequel il postule la gestion.

Art. 4. La gestion du réseau de distribution de gaz est assurée par un ou plusieurs gestionnaires des réseaux de distribution désignés conformément aux dispositions suivantes.

Art. 5. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est une personne morale de droit public.

Il peut notamment prendre la forme d'une intercommunale. Dans cette hypothèse, l'article 13, alinéa 2, du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes ne s'applique pas pour ce qui est de l'activité « gestion du réseau de distribution », dans toute matière pouvant mettre en cause soit l'indépendance du gestionnaire du réseau par rapport aux producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, soit l'accès au réseau.

Par dérogation à l'article 15, § 2, dudit décret, toute modification statutaire exige la majorité simple des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale du gestionnaire du réseau, en ce compris la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux et provinciaux.

§ 2. Le gestionnaire du réseau a son siège social, son administration centrale et son siège d'exploitation en Région wallonne. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition pour autant que le gestionnaire en question ait exercé l'activité de distribution sur ledit réseau lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 6. Au minimum 51 % des parts représentatives du capital du gestionnaire du réseau représentant l'activité de distribution sont détenues par les communes et, le cas échéant, les provinces. Les statuts du gestionnaire du réseau ne peuvent prévoir aucun plafond en ce qui concerne la détention des parts représentatives du capital par les communes et les provinces.

Art. 7. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau ne peut réaliser des activités de production, d'importation ou de vente de gaz autres que les ventes nécessitées par son activité de coordination en tant que gestionnaire du réseau.

Le gestionnaire du réseau ne peut s'engager dans des activités de fourniture aux clients éligibles, ni dans la fourniture d'autres services sur le marché du gaz qui ne sont pas directement liés à l'exécution des tâches visées à l'article 12.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire du réseau peut :

1° à la demande des communes, fournir du gaz aux clients captifs;

2° s'engager dans des activités de production, de stockage et de fourniture de gaz issu de renouvelables.

Dans l'hypothèse où le gestionnaire du réseau réalise une activité visée à l'alinéa précédent, les parts mentionnées à l'article 6 représentent l'ensemble de ces activités. Celles-ci font l'objet d'une comptabilité séparée.

§ 3. Le gestionnaire du réseau peut réaliser d'autres activités non directement liées au secteur gazier.

Dans cette hypothèse, les différentes activités visées à l'alinéa précédent sont mentionnées dans les statuts du gestionnaire du réseau de distribution comme secteurs d'activité distincts disposant d'organes consultatifs spécifiques au secteur, composés en fonction des parts représentatives de ce secteur ainsi que d'une comptabilité distincte.

Art. 8. Un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture sera désigné par le fournisseur d'une catégorie de clients captifs répondant aux conditions d'éligibilité prescrites par l'article 27, aux fins d'assurer l'approvisionnement de ces clients finals tant que ceux-ci n'ont pas choisi un autre fournisseur. Le Gouvernement détermine la procédure et les conditions de cette désignation en veillant à ce que la liberté de choix soit effectivement organisée au profit du client devenu éligible.

Art. 9. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir du gaz au tarif social au client protégé répondant aux conditions d'éligibilité prescrites par l'article 27 du présent décret.

Art. 10. § 1^{er}. Sur la base des conditions visées aux articles précédents et de la capacité technique et financière du candidat garantissant la bonne réalisation des missions du gestionnaire de réseau, le Gouvernement désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires des réseaux correspondant à des zones géographiquement distinctes et sans recouvrement.

Si le réseau de distribution en question est la propriété, en tout ou en partie, d'une ou plusieurs communes et/ou provinces, la désignation est faite sur proposition de celles-ci.

A défaut de proposition des communes et/ou provinces dans les trois mois qui suivent la date de publication d'un avis du ministre au *Moniteur belge*, le Gouvernement désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires de réseaux.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est désigné pour un terme renouvelable de vingt ans maximum. Sa désignation prend fin en cas de dissolution, scission ou fusion. Toutefois, en cas de fusion entre gestionnaires de réseaux, la désignation perdure pour le terme supérieur des mandats octroyés.

Le Gouvernement peut, après avis de la CWAPE, révoquer le gestionnaire du réseau pour cause de manquement grave à ces obligations en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution. Le Gouvernement arrête la procédure de désignation, renouvellement et révocation.

§ 3. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau est proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement peut autoriser la commune à procéder à ses frais à l'expropriation pour cause d'utilité publique du réseau de distribution situé sur son territoire et nécessaire à la réalisation de la mission du gestionnaire de réseau de distribution proposé par celle-ci.

La commune enclavée est la commune dont le réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire du réseau de toutes les communes limitrophes.

La procédure d'extrême urgence instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction d'autoroutes est applicable aux expropriations visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 9 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, une commune associée à une intercommunale assurant la gestion du réseau de distribution peut, outre les cas visés à l'article 9 susmentionné, se retirer avant le terme de l'intercommunale lorsqu'elle remplit les conditions visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}. Dans cette hypothèse, nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. La commune est tenue de réparer le dommage, évalué à dire d'experts, que son retrait cause aux autres associés.

Art. 11. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 5 à 10, le Gouvernement peut autoriser un producteur ou un fournisseur de gaz issu de renouvelables, qui ne serait pas compatible avec le gaz naturel distribué sur le réseau du gestionnaire du réseau, à gérer un réseau de distribution de gaz issu de renouvelables. Dans cette hypothèse, les différentes activités sont mentionnées dans les statuts du gestionnaire du réseau de distribution de gaz issu de renouvelables comme secteurs d'activité distincts. Ce producteur de gaz ne sera pas considéré comme gestionnaire de réseau au sens des articles 3 à 10.

§ 2. Dès lors que le gaz issu de renouvelables est compatible avec le gaz naturel distribué sur le réseau, les dispositions de l'article 14 du présent décret sont applicables.

Si le gaz issu de renouvelables est incompatible, la CWAPE établit un règlement technique en concertation avec le gestionnaire du réseau de gaz issu de renouvelables, pour la gestion et la sécurité de celui-ci.

CHAPITRE III. — *Gestion des réseaux de distribution*

Art. 12. § 1^{er}. La gestion des réseaux de distribution est assurée par le ou les gestionnaires désignés en exécution de l'article 10.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est responsable de l'exploitation, de l'entretien et du développement du réseau pour lequel il a été désigné, y compris de ses interconnexions avec d'autres réseaux gaziers, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement.

A cet effet, pour la partie du réseau qui le concerne, le gestionnaire du réseau est notamment chargé des tâches suivantes :

- 1° l'amélioration, le renouvellement et l'extension du réseau, notamment dans le cadre du plan d'adaptation, en vue de garantir une capacité adéquate pour rencontrer les besoins;
- 2° la gestion des prélèvements et injections sur le réseau;
- 3° assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau et veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables en vue, notamment, d'assurer une sécurité technique optimale visant l'élimination des fuites de gaz et des explosions;
- 4° le comptage des prélèvements et injections aux points de connexion avec d'autres réseaux, aux points de cession aux clients et aux points d'échange auprès des producteurs de gaz;
- 5° la réalisation des obligations de service public qui leur sont imparties notamment en vertu de l'article 32.

Art. 13. § 1^{er}. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement définit les mesures suivantes en vue d'assurer l'indépendance et l'impartialité de la gestion du réseau :

- 1° les règles relatives à la composition et au fonctionnement des organes de gestion du gestionnaire du réseau visant à éviter que des producteurs, des fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires ne puissent exercer, seuls ou de concert, une influence notable sur la gestion de ce réseau;
- 2° les exigences en matière d'indépendance du personnel, visé à l'article 17, du gestionnaire du réseau à l'égard des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, notamment du point de vue financier;
- 3° les précautions à prendre par le gestionnaire du réseau en vue de préserver la confidentialité des informations personnelles et commerciales dont le gestionnaire du réseau a connaissance dans l'exécution de ses tâches;
- 4° des mesures visant à éviter toute discrimination entre des utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau et, en particulier, toute discrimination en faveur des associés du gestionnaire du réseau ainsi que des entreprises liées à ces associés ou au gestionnaire de ce réseau.

§ 2. Le gestionnaire d'un réseau de gaz issu de renouvelables n'est pas concerné par les dispositions visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 14. En concertation avec les gestionnaires de réseaux, la CWAPE propose un règlement technique unique pour la gestion et l'accès aux réseaux de distribution. Le règlement technique est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. Il définit notamment :

- 1° les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau d'installations de production, de simple connexion ou d'interconnexion, ainsi que les délais de raccordement;
- 2° les exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau et pour les conduites directes;
- 3° la procédure et les règles complémentaires concernant la demande d'accès au réseau introduite par les fournisseurs et intermédiaires, en ce compris les délais dans lesquels le gestionnaire du réseau doit répondre aux demandes d'accès au réseau;
- 4° les règles opérationnelles auxquelles le gestionnaire du réseau est soumis dans sa gestion technique des injections et prélèvements et dans les actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement ainsi que des mesures à prendre en vue d'assurer une sécurité technique optimale visant l'élimination des fuites de gaz et des explosions;
- 5° les services auxiliaires que le gestionnaire du réseau doit mettre en place;
- 6° les informations et données à fournir par les utilisateurs du réseau au gestionnaire de ce réseau;
- 7° les informations à fournir par le gestionnaire du réseau aux gestionnaires des autres réseaux du gaz avec lesquels ledit réseau est interconnecté, en vue d'assurer une exploitation sûre et efficace, un développement coordonné et l'interopérabilité des réseaux interconnectés;
- 8° la priorité à donner au gaz issu de renouvelables, ainsi qu'au gaz fatal pour autant qu'ils soient compatibles avec le gaz du réseau.

Art. 15. Chaque année, le gestionnaire du réseau procure à la CWAPE toutes les données comptables relatives aux coûts de raccordement et d'utilisation du réseau dont il assure la gestion, aux coûts liés aux services auxiliaires qu'il fournit, ainsi que, le cas échéant, aux activités visées à l'article 7, § 2.

Le gestionnaire du réseau publie chaque année les tarifs en vigueur sur le réseau pour lequel il a été désigné, en ce compris les tarifs relatifs aux services auxiliaires.

Art. 16. § 1^{er}. En concertation avec la CWAPE, les gestionnaires des réseaux de distribution établissent chacun un plan d'adaptation du réseau dont ils assument la gestion. Le plan d'adaptation est soumis à l'approbation du Gouvernement. A défaut de décision dans les trois mois, le plan est réputé adopté.

Le plan d'adaptation couvre une période de cinq ans, il est adapté au fur et à mesure des besoins et au moins tous les deux ans pour les cinq années suivantes, selon la procédure prévue au premier alinéa. Le plan d'adaptation contient une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution, avec indication des hypothèses sous-jacentes, et énonce le programme d'investissements que le gestionnaire du réseau s'engage à exécuter en vue de rencontrer ces besoins.

§ 2. Si la CWAPE, après consultation du gestionnaire du réseau, constate que les investissements prévus dans le plan d'adaptation ne permettent pas au gestionnaire du réseau de rencontrer les besoins en capacité de manière adéquate et efficace, le ministre peut enjoindre au gestionnaire du réseau d'amender ce plan en vue de remédier à cette situation dans un délai raisonnable. Cet amendement est effectué selon la procédure prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. En concertation avec la CWAPE, les gestionnaires des réseaux de distribution établissent chacun le plan d'extension du réseau dont ils assurent la gestion et déterminent les zones prioritaires de développement en tenant compte notamment des plans de secteur, des plans communaux d'aménagement et des schémas de structure. Le plan d'extension est soumis à l'approbation du Gouvernement. A défaut de décision dans les trois mois, le plan est réputé adopté.

Le plan d'extension couvre une période de trois ans, il est adapté tous les ans pour les trois années suivantes, selon la procédure prévue au premier alinéa. Le plan d'extension contient une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution du réseau concerné, avec indication des hypothèses sous-jacentes, et énonce le programme d'investissements que le gestionnaire du réseau s'engage à exécuter en vue de rencontrer ces besoins.

Art. 17. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau dispose de personnel propre qui réalise lui-même ou confie à un expert indépendant des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires les tâches stratégiques et confidentielles, en tout cas, le contrôle de la comptabilité, le relevé des compteurs et le traitement des données en résultant, ainsi que les contacts avec les producteurs raccordés ou souhaitant se raccorder audit réseau. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement peut déterminer d'autres tâches stratégiques et confidentielles.

§ 2. Les membres des organes du gestionnaire du réseau, son personnel ainsi que l'expert indépendant sont soumis au secret professionnel; ils ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions auprès du gestionnaire du réseau dans le cadre de l'exécution des tâches visées à l'article 12, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et sans préjudice des communications aux autres gestionnaires de réseaux, régulateurs du marché et au ministre, qui sont expressément prévues ou autorisées par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

§ 3. Le gestionnaire du réseau définit la procédure et les conditions d'engagement de son personnel propre. Ces dispositions sont approuvées par l'autorité de tutelle compétente.

CHAPITRE IV. — Droits et obligations des gestionnaires de réseaux de distribution

Section 1^{re}. — Notification et permission de voirie

Art. 18. § 1^{er}. Tout gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'exécuter sur, sous ou au-dessus du domaine public, tous les travaux nécessaires à l'établissement, au fonctionnement et à l'entretien des installations de distribution de gaz, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

§ 2. La Région, les provinces et les communes ont le droit de faire modifier l'implantation ou le tracé des installations de distribution de gaz établies sur leur domaine public, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Les modifications ainsi apportées sont réalisées aux frais du gestionnaire dudit réseau de distribution de gaz lorsqu'elles sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site, soit dans l'intérêt d'un service public ou des cours d'eau, canaux et voies publiques, soit en raison de changements apportés aux accès des propriétés situées en bordure de la voie publique. Dans les autres cas, elles sont à la charge de la Région, de la province ou de la commune, qui peuvent alors exiger un devis préalable et, en cas de désaccord sur le prix des travaux à exécuter, procéder elles-mêmes à cette exécution.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque des modifications sont imposées par la Région wallonne, sur son domaine et dans le cadre de ses compétences, au gestionnaire du réseau, les frais de travaux sont à charge de la Région wallonne. Lorsque des personnes morales de droit privé sont membres du gestionnaire du réseau, les frais de travaux ne sont à charge de la Région wallonne qu'à la condition que le gestionnaire du réseau s'engage à attribuer la totalité de la compensation prise en charge par la Région wallonne aux personnes de droit public qui la composent.

Art. 19. § 1^{er}. Pour réaliser les travaux relatifs à l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, le gestionnaire du réseau en question notifie au propriétaire du domaine public concerné lorsque celui-ci est membre du gestionnaire du réseau. Une copie de la notification est adressée au ministre.

Le Gouvernement détermine la procédure de notification, notamment la forme de la déclaration et les documents l'accompagnant.

§ 2. Lorsque le gestionnaire du réseau envisage de réaliser des travaux visés au paragraphe 1^{er} sur, sous ou au-dessus du domaine public qui n'est pas propriété d'un membre du gestionnaire du réseau, le gestionnaire en question introduit une demande de permission de voirie auprès du propriétaire du domaine public concerné. En cas de refus du propriétaire du domaine public, le gestionnaire du réseau peut introduire un recours auprès du ministre.

Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi de la permission de voirie, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur, ainsi que la procédure et les modalités de recours auprès du ministre et la redevance à payer pour l'examen du dossier.

Art. 20. Tout gestionnaire du réseau doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes pour occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

Pour l'année n et pour une commune donnée, le montant de la redevance visée à l'alinéa précédent est établi selon la formule suivante :

$$R = M \times \text{kWhGR} \times (0,6 K + 0,4 L)$$

où :

1° M = un montant fixe compris entre 0,05 et 0,25 eurocent par kWh, déterminé chaque année par le Gouvernement;

2° kWhGR = le volume total de gaz injecté dans le réseau en question diminué du gaz transféré sur un autre réseau pour l'année n - 1;

3° K = le nombre de kWhgaz relevés par le gestionnaire de réseau pour le territoire de la commune divisé par kWhGR;

4° L = la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire du réseau situées sur le territoire de la commune au cours de l'année n - 1 divisée par la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire du réseau en question pour l'année susmentionnée.

Lors de l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, la redevance est acquittée aux communes par le gestionnaire du réseau à partir de l'exercice d'imposition de l'année suivant l'année de notification ou permission visée à l'article 19.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de perception de la redevance et le recours du gestionnaire du réseau ainsi que de la commune.

Section 2. — Déclaration d'utilité publique

Art. 21. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, après enquête, déclarer qu'il y a utilité publique à établir des installations de distribution de gaz sous, sur ou au-dessus des terrains privés non bâtis.

Cette déclaration d'utilité publique confère au gestionnaire du réseau de distribution au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux propriétaires et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1^{er} est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité peut faire l'objet d'un paiement unique, auquel cas elle tient lieu d'indemnité forfaitaire; elle est également payable sous la forme d'une redevance annuelle à régler par anticipation.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1^{er}, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2° le mode de calcul des redevances visées au paragraphe 2, ainsi que leur mode d'indexation.

Art. 22. L'occupation partielle du domaine public ou privé doit respecter l'usage auquel celui-ci est affecté. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations de distribution de gaz ou à leur exploitation.

Le propriétaire du fonds privé grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement, informer le ministre qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter le terrain occupé. Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire du réseau, les dispositions de l'article 25 trouvent application.

Le Gouvernement peut déterminer les droits et obligations du locataire éventuel du fonds privé dans le cadre de la vente de ce fonds.

Art. 23. § 1^{er}. Les infrastructures de réseau doivent être déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le ministre peut octroyer un délai supplémentaire au gestionnaire du réseau pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des infrastructures de réseau, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des infrastructures de réseau est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont tenues de prévenir par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, afin d'éviter de déplacer les infrastructures, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le ministre. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire du réseau, les dispositions de l'article 25 trouvent application.

Art. 24. Le gestionnaire du réseau de distribution est tenu à réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit du fait de l'utilisation du fonds grevé de la servitude; les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce titulaire; elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

Art. 25. Le gestionnaire du réseau de distribution au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre au nom de la Région, mais à ses frais, les expropriations nécessaires. La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations.

CHAPITRE V. — Accès aux réseaux

Art. 26. § 1^{er}. L'accès aux réseaux de distribution est réglementé. Les producteurs, fournisseurs et clients éligibles ont un droit d'accès aux réseaux existants aux tarifs publiés conformément à l'article 15.

§ 2. Les gestionnaires des réseaux ne peuvent refuser l'accès à leur réseau respectif que dans les cas suivants :

1° si la sécurité du réseau est menacée;

2° si le gestionnaire du réseau concerné ne dispose pas de la capacité technique nécessaire pour assurer la transmission sur son réseau;

3° si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions prévues dans le règlement technique;

4° si l'accès au réseau concerné entrave l'exécution d'une obligation de service public dans le chef du gestionnaire dudit réseau.

La décision de refus doit être dûment motivée et notifiée au demandeur. Cette décision peut être soumise à la conciliation ou à l'arbitrage visé à l'article 48 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 27. § 1^{er}. Les catégories suivantes sont immédiatement déclarées clients éligibles :

- 1° les clients finals qui produisent de l'électricité;
- 2° les clients finals qui se fournissent auprès d'un fournisseur de gaz issu de renouvelables pour le volume fourni;
- 3° les clients finals dont la consommation annuelle est supérieure à 12 GWhgaz par site.

§ 2. Compte tenu de l'évolution de l'ouverture des marchés du gaz dans les autres Etats membres de l'Union européenne et les Régions limitrophes, après avis de la CWAPE, le Gouvernement définit de nouveaux seuils d'éligibilité.

§ 3. La CWAPE contrôle le respect des conditions de l'éligibilité des clients visés aux paragraphes précédents dans le respect des modalités prescrites par le Gouvernement.

Art. 28. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement peut limiter ou interdire l'accès au réseau pour des importations de gaz en provenance d'autres Etats membres de l'Union européenne et destinées à des clients éligibles établis en Région wallonne, pour autant que le client, s'il était établi dans l'Etat membre d'origine, n'ait pas la qualité de client éligible en vertu de la législation de cet Etat.

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles conduites directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par le ministre après avis de la CWAPE. Le Gouvernement détermine les droits et obligations du titulaire de l'autorisation.

§ 2. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement fixe les critères et la procédure d'octroi des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, ainsi que la redevance à payer pour l'examen du dossier.

Toutefois, cette autorisation est conditionnée par le refus d'accès au réseau, l'absence d'une offre d'utilisation du réseau à des conditions économiques et techniques raisonnables ou à l'entrave de l'exécution d'une obligation de service public visée à l'article 32, 1°.

§ 3. Le titulaire d'une autorisation visée au paragraphe 1^{er} est soumis aux dispositions du chapitre IV.

CHAPITRE VI. — *Fournisseurs et intermédiaires*

Art. 30. § 1^{er}. Les communes sont seules autorisées à fournir du gaz aux clients captifs établis sur leur territoire. Elles peuvent néanmoins s'associer pour remplir cette mission ou confier cette tâche au gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Tout fournisseur de gaz aux clients éligibles est soumis à l'octroi d'une licence préalable délivrée par le ministre pour une durée indéterminée.

§ 3. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement définit les critères d'octroi, de maintien, de révision ou de retrait de la licence visée au paragraphe 2. Ces critères portent notamment sur :

- 1° l'honorabilité et l'expérience professionnelle, les capacités techniques et financières et la qualité de l'organisation garantissant la bonne réalisation des missions du fournisseur;
- 2° l'autonomie juridique et de gestion du demandeur à l'égard des gestionnaires des réseaux, à l'exception des gestionnaires de réseaux de gaz issu exclusivement de renouvelables;
- 3° le respect des obligations de service public visées à l'article 33.

§ 4. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement fixe :

1° la procédure d'octroi et de retrait de la licence visée au paragraphe 2, notamment la forme de la demande, l'instruction du dossier, les délais dans lesquels le ministre doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2° les conditions de renonciation, le sort de la licence en cas de modification de contrôle, de fusion ou de scission du titulaire de la licence et, le cas échéant, les conditions à remplir et les procédures à suivre pour le maintien ou la révision de la licence dans ces cas. En cas de fusion entre fournisseurs titulaires de licences, la licence est automatiquement accordée à l'entité fusionnée.

Art. 31. Toute activité d'intermédiaire doit faire l'objet d'une déclaration préalable au ministre. Cette déclaration mentionne :

- 1° les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du déclarant;
- 2° s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social, les statuts et, le cas échéant, les documents attestant des pouvoirs du ou des déclarants.

CHAPITRE VII. — *Obligations de service public*

Art. 32. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement impose aux gestionnaires de réseaux des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et contrôlables visant notamment :

- 1° la sécurité, la régularité et la qualité des fournitures de gaz;
- 2° des mesures à caractère social, dont les mesures d'accompagnement à prendre lorsqu'un client final est en défaut de paiement envers son fournisseur, et l'obligation de placer chez un client protégé un compteur à budget;
- 3° en matière de protection de l'environnement, notamment :
 - a. l'élaboration des plans d'extension visés à l'article 16, § 3;
 - b. l'obligation d'intégrer dans le plan d'extension toute extension du réseau de gaz demandée par un ou plusieurs fournisseurs, tant que ces investissements sont économiquement justifiés sur la base des données transmises par ces fournisseurs. Un investissement est considéré comme économiquement justifié lorsque le taux de rentabilité est supérieur ou égal au taux de rémunération nette des capitaux investis acceptés par la CREG dans la détermination du coût d'utilisation du réseau.

Le Gouvernement détermine la forme et les modalités d'introduction de la demande d'extension du réseau visée à l'alinéa 1^{er}, le délai de réponse à charge du gestionnaire du réseau concerné par la demande et les procédures de recours possibles dans le chef du ou des fournisseurs contre la décision du gestionnaire du réseau.

Le gestionnaire de réseau est habilité à constituer une provision comptable pour couverture des charges futures liées aux extensions précitées sans compromettre la compétitivité du tarif d'utilisation du réseau de distribution; l'utilisation de cette provision comptable pourra être intégrée comme une diminution de charge dans le calcul du taux de rentabilité précité; le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de constitution et d'utilisation de cette provision, ainsi que son plafond.

Lorsque l'investissement n'est pas reconnu comme économiquement justifié, les clients ou tout autre partenaire ayant un intérêt dans cette extension de réseau peuvent proposer leur contribution financière pour que le projet devienne économiquement justifié.

La CWAPE est l'organe d'évaluation pour apprécier le caractère économiquement justifié d'une extension du réseau;

c. l'obligation de procéder au raccordement standard gratuit pour tout client résidentiel à la demande d'un fournisseur pouvant produire un contrat de fourniture avec ce client.

On entend par raccordement standard la conduite de liaison, limitée à 8 mètres à partir du réseau, entre la canalisation principale et l'installation intérieure du client, telle que définie dans le règlement technique;

d. la priorité à donner au gaz issu de renouvelables pour autant qu'il soit compatible avec le gaz du réseau;

e. l'information et la sensibilisation relatives à la consommation d'énergie en vue d'inciter à l'utilisation rationnelle du gaz, ainsi que l'obligation de proposer des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie pour la clientèle résidentielle des fournisseurs;

4° en matière de collecte de données, les consommations de gaz transitant sur leur réseau.

Art. 33. Après avis de la CWAPE, le Gouvernement impose aux fournisseurs et intermédiaires des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et contrôlables, notamment :

1° en matière de régularité, qualité et facturation des fournitures de gaz;

2° en matière de protection de l'environnement, notamment l'obligation d'achat prioritaire, aux conditions du marché et dans la limite des besoins de leurs clients finals, de gaz issu de renouvelables, disponible sur le réseau auquel est raccordé son client;

3° des obligations visant plus spécifiquement des mesures sociales, notamment l'obligation d'accepter comme client à des conditions non discriminatoires tout client résidentiel qui en ferait la demande, la fourniture de gaz aux clients protégés au tarif social;

4° l'information et la sensibilisation relatives à la consommation de gaz en vue d'inciter à son utilisation rationnelle, ainsi que, pour la clientèle résidentielle, l'obligation de recourir à des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie;

5° dans la mesure où le fournisseur a demandé une extension de réseau telle que prévue à l'article 32, 3°, a., du présent décret, la transmission de données permettant au gestionnaire du réseau d'évaluer si l'investissement est économiquement justifié, notamment les contrats de fourniture conclus avec les futurs clients concernés.

CHAPITRE VIII. — *Promotion du gaz issu de renouvelables*

Art. 34. Pour encourager la production de gaz issu de renouvelables produit en Région wallonne, le Gouvernement peut introduire une procédure d'aide à la production en faveur des producteurs de gaz issu de renouvelables.

Le Gouvernement détermine annuellement, après avis de la CWAPE, le montant à accorder à chaque kWh de gaz produit à partir de sources d'énergie renouvelables. Ce montant peut varier selon la source d'énergie renouvelable et la technologie utilisées.

Aucune aide à la production ne peut être accordée pour du gaz issu de renouvelables qui donnerait droit, en aval, à un mécanisme de promotion de l'électricité verte, tel que décrit à l'article 37 du décret du 12 avril 2001.

Art. 35. La production de gaz issu de renouvelables est soumise à l'octroi d'une licence délivrée par le ministre.

Le Gouvernement définit les critères et la procédure d'octroi, de révision et de retrait de la licence. Ces critères portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité de gaz réellement produite.

CHAPITRE IX. — *Commission wallonne pour l'énergie*

Art. 36. § 1^{er}. La CWAPE est investie d'une mission de conseil auprès des autorités publiques en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du marché régional du gaz, d'une part, et d'une mission générale de surveillance et de contrôle de l'application des décrets et règlements y relatifs, d'autre part. Entre autres, la CWAPE :

1° donne des avis motivés et soumet des propositions dans les cas prévus par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;

2° d'initiative ou à la demande du ministre ou du Gouvernement, effectue des recherches et des études relatives au marché du gaz;

3° contrôle le respect par le gestionnaire du réseau des dispositions des articles 12 et 13, ainsi que de leurs arrêtés d'exécution;

4° élabore le règlement technique en concertation avec les gestionnaires des réseaux et en contrôle l'application;

5° contrôle l'exécution du plan d'adaptation et du plan d'extension par les gestionnaires des réseaux;

6° contrôle le respect des conditions de l'éligibilité des clients visés à l'article 27;

7° contrôle le respect des conditions des autorisations délivrées pour la construction de nouvelles canalisations directes en vertu de l'article 29;

8° contrôle et évalue l'exécution des obligations de service public visées aux articles 32 et 33;

9° contrôle le respect des mesures visées au chapitre VIII du présent décret;

10° coopère avec les régulateurs du marché du gaz;

11° coopère avec le comité de contrôle, en vue de permettre au comité de contrôle de vérifier l'absence de subsides croisés entre catégories de clients;

12° détermine les informations à fournir par le gestionnaire du réseau au comité de contrôle, à la CWAPE et au ministre, en vue notamment de l'élaboration des bilans énergétiques;

13° exécute toutes autres missions qui lui sont confiées par des décrets, arrêtés ou règlements en matière d'organisation du marché régional du gaz.

Dans les cas où le présent décret ou ses arrêtés d'exécution prescrivent l'avis de la CWAPE, celle-ci peut soumettre des propositions de sa propre initiative.

§ 2. La CWAPE soumet chaque année au Gouvernement un rapport sur l'exécution de ses missions et l'évolution du marché régional du gaz. Le ministre communique ce rapport au Conseil régional wallon. Il veille à une publication appropriée du rapport.

CHAPITRE X. — *Fonds énergie**Section 1^{re}. — Fonds énergie*

Art. 37. Le Gouvernement crée un fonds budgétaire, dénommé Fonds énergie, au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Les recettes du Fonds sont affectées, sur la base d'un programme d'action approuvé par le Gouvernement, à la réalisation des missions suivantes :

1° financement des dépenses de la CWAPE;

2° prise en charge de tout ou partie des surcoûts déterminés conformément aux orientations du Gouvernement et liés aux obligations de service public relatives à la protection de l'environnement, conformément à l'article 34, 2°, *d.*, du décret électricité et à l'article 33, 4°, du présent décret;

3° études et actions de sensibilisation relatives à la maîtrise de la demande énergétique en Région wallonne;

4° primes et mesures destinées à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

5° études et actions visant à promouvoir les filières production de gaz et d'électricité recourant aux énergies renouvelables et aux installations de cogénération de qualité;

6° aide à la production d'électricité verte et de gaz issu de renouvelables;

7° guidance sociale énergétique;

8° remboursement de la dette due au fournisseur et correspondant à la fourniture minimale garantie en cas de décision de remise de dette par la commission.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de remboursement des fournisseurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 38. § 1^{er}. Le Fonds énergie est alimenté :

1° par les redevances visées aux articles 21, § 3, 1°, 29, § 2, et 30, § 4, 1°, du décret électricité;

2° par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur électrique;

3° par le produit de la redevance visée à l'article 40 pour le raccordement aux réseaux d'électricité ainsi qu'aux lignes directes;

4° par le produit des amendes administratives visées à l'article 53 du décret électricité;

5° par les redevances visées aux articles 21, § 3, 1°, 29, § 2, et 30, § 4, 1°, du présent décret;

6° par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur gazier;

7° par le produit de la redevance visée à l'article 40 pour le raccordement aux réseaux de gaz ainsi qu'aux conduites directes;

8° par le produit des amendes administratives visées à l'article 48 du présent décret;

9° par le transfert du solde des fonds supprimés en vertu des articles 58 et 62 du présent décret.

§ 2. Les recettes du Fonds sont prioritairement affectées au financement d'une dotation destinée à couvrir les dépenses de la CWAPE. Le montant de cette dotation s'élève à 3,22 millions d'euros, indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois précédant l'entrée en vigueur du présent article. Le montant de la dotation est prélevé au prorata des redevances visées respectivement à l'article 40, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 3. Les dépenses liées au secteur électrique sont financées à concurrence des recettes visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°. Les dépenses liées au secteur gazier sont financées à concurrence des recettes visées au paragraphe 1^{er}, 5° à 8°. Les dépenses non imputables à l'un ou l'autre secteur sont imputées à l'un de ceux-ci en fonction des moyens disponibles.

§ 4. Un rapport annuel sur les affectations du Fonds est élaboré par la division Energie de la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie. Il reprend l'inventaire des sources de financement en distinguant le secteur d'origine — électricité ou gaz — et précise l'affectation par secteur énergétique. Il est transmis par le Gouvernement, à la CWAPE, au Comité Energie et au Conseil régional wallon.

*Section 2. — Redevance**Sous-section 1^{re}. — Fait générateur, assiette, redevable et taux*

Art. 39. Sauf disposition contraire prévue par le présent décret, les dispositions du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales sont d'application.

Art. 40. § 1^{er}. Il est établi une redevance annuelle par raccordement du client final situé en Région wallonne :

1° au réseau d'électricité ou à une ligne directe au sens de l'article 2, 15°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, quel que soit le niveau de tension;

2° au réseau de transport ou de distribution de gaz ou à une conduite directe, quelle que soit la capacité de transmission, à l'exception des raccordements de centrales électriques pour la quantité de gaz nécessaire à la production d'électricité.

§ 2. La redevance est due par tout client final qui a disposé, au cours de l'année civile de référence, d'un raccordement visé au paragraphe 1^{er}. Pour l'application des taux déterminés par l'article 41, il est tenu compte de la quantité d'électricité et de gaz que le client final a consommée par système de comptage, à l'exclusion de l'autoproduction d'électricité. Cette quantité est exprimée en kWh.

Art. 41. § 1^{er}. Le taux de la redevance visée à l'article 40, § 1^{er}, 1°, est fixé comme suit :

1° de 0 à 100 kWh : entre 0,075 euro et 0,15 euro;

2° pour les kWh suivants à charge :

— des clients « basse tension » : entre 0,00075 euro/kWh et 0,0015 euro/kWh;

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle inférieure à 10 GWh : entre 0,0006 euro/kWh et 0,0012 euro/kWh;

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle supérieure ou égale à 10 GWh : entre 0,0003 euro/kWh et 0,0006 euro/kWh;

Le taux de la redevance visée à l'article 40, § 1^{er}, 2°, est fixé comme suit :

1° de 0 à 100 kWh : entre 0,0075 euro et 0,015 euro;

2° pour les kWh suivants à charge :

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 1 GWh : entre 0,000075 euro/kWh et 0,00015 euro/kWh;

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 10 GWh : entre 0,00006 euro/kWh et 0,00012 euro/kWh;

— des clients dont la consommation annuelle est supérieure ou égale à 10 GWh : entre 0,00003 euro/kWh et 0,00006 euro/kWh.

§ 2. Le taux de la redevance visée au paragraphe 1^{er} est déterminé par le Gouvernement. A défaut de décision du Gouvernement, le taux minimum s'applique.

§ 3. Le taux de la redevance et le montant visé au paragraphe 2 sont indexés selon la procédure et les modalités fixées par le Gouvernement.

Sous-section 2. — Paiement et recouvrement

Art. 42. § 1^{er}. La redevance est facturée au client final et perçue, pour compte de la Région, par le fournisseur dudit client, sur la base de la consommation réelle de ce client.

La facture adressée au client final mentionne précisément la redevance due par le client final et vaut avis de paiement.

Le délai de paiement est d'au moins quinze jours et prend cours à partir de la date d'envoi de l'avis de paiement.

§ 2. Le Gouvernement règle la procédure et les modalités de perception de la redevance par le fournisseur, de versement à la Région des montants perçus, de recouvrement. Il détermine les informations à fournir à la Région, les renseignements nécessaires au contrôle et au recouvrement de la redevance et les tarifs des frais de poursuite à charge des redevables.

La redevance est versée trimestriellement sur le compte de la Région wallonne avec la mention explicite.

§ 3. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires en vue d'assurer l'exacte perception de la redevance et de régler la surveillance et le contrôle des personnes dans le chef desquelles cette redevance est exigible.

Art. 43. L'exercice d'imposition coïncide avec la période imposable.

CHAPITRE XI. — Comité énergie

Art. 44. Le Comité énergie instauré par l'article 51 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est chargé d'émettre, à la demande du Gouvernement, de la CWAPE ou d'initiative, des avis sur l'orientation du marché régional du gaz dans le sens de l'intérêt général, du développement durable et des missions de service public.

CHAPITRE XII. — Guidance sociale énergétique et commission locale

Art. 45. Chaque centre public d'aide sociale est chargé d'assurer une guidance sociale énergétique auprès des clients résidentiels en difficulté de paiement auprès de leur fournisseur de gaz et/ou d'électricité. La guidance sociale énergétique est assurée suite à la notification réalisée par le fournisseur ou le gestionnaire du réseau assurant la fourniture du client, conformément aux arrêtés du Gouvernement pris en exécution de l'article 34, 1°, b., et 2°, c., du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et des articles 32, 2°, et 33, 3°, du présent décret ou à la demande du client.

Le Gouvernement définit les modalités de la guidance sociale énergétique.

Art. 46. § 1^{er}. Dans chaque commune, il est constitué, à l'initiative du président du conseil de l'aide sociale, une commission locale d'avis de coupure de la fourniture minimale d'électricité composée comme suit :

- un représentant désigné par le conseil de l'aide sociale;
- un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'aide sociale;
- un représentant du gestionnaire de réseau qui assure la fourniture minimale garantie.

La commission est convoquée à l'initiative du gestionnaire de réseau de distribution. Elle statue quant à la coupure éventuelle de la fourniture minimale d'électricité du client protégé bénéficiant de la fourniture minimale garantie fournie par le gestionnaire de réseau. En cas de décision de coupure, la commission en précise la durée.

La commission statue à la majorité des membres après avoir convoqué le client afin qu'il puisse être entendu. Le client peut se faire assister ou représenter par un conseiller. La commission délibère à huis clos. La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition.

§ 2. Aucune coupure de la fourniture minimale d'électricité à l'encontre d'un client protégé ne peut intervenir entre le 15 novembre et le 15 mars dans tout logement occupé au titre de résidence principale. L'énergie consommée au cours de cette période reste à charge du client.

En fonction des conditions climatiques hivernales particulières, le Gouvernement peut étendre cette période.

Toute coupure réalisée en violation des prescriptions du présent décret ou de ses arrêtés d'application oblige le fournisseur de ce client au paiement d'une indemnité forfaitaire journalière de 125 euros jusqu'au rétablissement de l'alimentation. Ce montant est indexé annuellement de plein droit en le multipliant par l'indice des prix à la consommation pour le mois d'octobre de l'année d'imposition et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE XIII. — *Sanctions*

Art. 47. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1 à 500 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° ceux qui font obstacle aux vérifications et investigations de la CWAPE ou du Gouvernement en vertu du présent décret, refusent de leur donner les informations qu'ils sont tenus de fournir en vertu du présent décret ou leur donnent sciemment des informations inexacts ou incomplètes;

2° ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 29 et 30.

§ 2. Si le contrevenant est une personne morale, une ou plusieurs des peines suivantes peuvent également être infligées en raison des faits mentionnés au paragraphe 1^{er} :

1° la dissolution, celle-ci ne pouvant être prononcée à l'égard des personnes morales de droit public;

2° l'interdiction d'exercer une activité relevant de l'objet social, à l'exception des activités qui relèvent d'une mission de service public;

3° la fermeture d'un ou plusieurs établissements, à l'exception d'établissements où sont exercées des activités qui relèvent d'une mission de service public;

4° la publication ou la diffusion de la décision.

Art. 48. § 1^{er}. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret, la CWAPE peut enjoindre à toute personne physique ou morale établie en Région wallonne et soumise à l'application du présent décret de se conformer à des dispositions déterminées du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution dans le délai que la CWAPE détermine.

Si cette personne reste en défaut à l'expiration du délai, la CWAPE peut, après l'avoir entendue ou dûment convoquée, lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. Aux fins d'exposer sa défense, la personne en cause peut se faire assister ou représenter par un conseil.

L'amende ne peut être, par jour calendrier, inférieure à 1.240 euros ni supérieure à 99.160 euros. En outre, l'amende totale ne peut excéder 1.983.150 euros ou, si le montant suivant est supérieur, 3 % du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché régional du gaz au cours du dernier exercice clôturé.

La poursuite pénale entamée conformément à l'article 47 exclut l'amende administrative, pour ce qui concerne les faits poursuivis, même si elle aboutit à un acquittement.

§ 2. La CWAPE informe la personne en cause par lettre recommandée. Cette notification motivée mentionne le montant de l'amende administrative envisagée.

§ 3. Si la personne en cause n'est pas d'accord avec l'amende envisagée, elle peut, dans les dix jours de la notification visée au paragraphe 3, faire parvenir ses arguments contraires, par lettre recommandée, à la CWAPE. Passé ce délai, la décision devient définitive.

Endéans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la personne en cause peut demander à la CWAPE d'être entendue aux fins d'exposer sa défense. Elle peut se faire assister ou représenter par un conseil.

Sur la base des éléments visés aux alinéas 1^{er} et 2, la CWAPE rend une décision définitive. Elle notifie sa décision motivée et le montant de l'amende infligée au défendeur par lettre recommandée.

§ 4. Après envoi de la notification visée au paragraphe 2 ou au paragraphe 3, alinéa 3, l'amende administrative doit être payée dans les trente jours.

La CWAPE peut accorder un délai de grâce qu'elle détermine. Si la personne en cause est en défaut de paiement de l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par voie de contrainte. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de délivrer et de déclarer exécutoires les contraintes. Celles-ci sont notifiées par exploit d'huissier avec injonction de payer.

§ 5. Le recours auprès du tribunal de première instance relatif à l'amende administrative en vertu du paragraphe 1^{er} est suspensif.

Art. 49. § 1^{er}. Il est interdit de détruire totalement ou partiellement des infrastructures de production, transformation, transport local, distribution et utilisation de gaz et d'empêcher ou entraver volontairement la transmission de gaz sur le réseau.

Tout manquement à l'alinéa 1^{er} sera condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois ans et à une amende de 1 à 10 euros.

§ 2. Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des infrastructures de production, transformation, transport local, distribution et utilisation de gaz, empêché ou entravé la transmission de gaz sur le réseau, seront punis d'une amende de 40 cents à 6 euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modificatives*

Art. 50. L'article 2 du décret relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est modifié en trois points :

1. au 9°, le chiffre « 30 » est remplacé par le chiffre « 1 »;
2. le 15° est complété comme suit : « reliant un producteur ou un client final, et qui est la propriété de l'utilisateur du réseau qu'elle relie »;
3. ajouter, avant les mots « il est inséré un point 20bis », le terme « 3. ».

Art. 51. A l'article 3 du même décret, le mot « candidat » est supprimé.

Art. 51bis. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « compris entre 30 et 70 kV » sont supprimés.

Art. 52. L'article 10 du même décret est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau est proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement peut autoriser la commune à procéder à ses frais à l'expropriation pour cause d'utilité publique du réseau de distribution situé sur son territoire et nécessaire à la réalisation de la mission du gestionnaire de réseau de distribution proposé par celle-ci.

La commune enclavée est la commune dont le réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes.

La procédure d'extrême urgence instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction d'autoroutes est applicable aux expropriations visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 9 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, une commune associée à une intercommunale assurant la gestion du réseau de distribution peut, outre les cas visés à l'article 9 susmentionné, se retirer avant le terme de l'intercommunale lorsqu'elle remplit les conditions visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}. Dans cette hypothèse, nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. La commune est tenue de réparer le dommage, évalué à dire d'experts, que son retrait cause aux autres associés.

Art. 53. A l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, la première phrase est remplacée par la phrase suivante : « Le plan d'adaptation élaboré par les gestionnaires de réseaux de distribution couvre une période de cinq ans; il est adapté au fur et à mesure des besoins et au moins tous les deux ans pour les cinq années suivantes, selon la procédure prévue au premier alinéa ».

Art. 54. A l'article 19, du même décret :

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit : « Une copie de cette notification est adressée au ministre. »

2. Les paragraphes 2 et 3 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Lorsque le gestionnaire du réseau envisage de réaliser des travaux visés au paragraphe 1^{er} sur, sous ou au-dessus du domaine public qui n'est pas propriété d'un membre du gestionnaire du réseau, le gestionnaire en question introduit une demande de permission de voirie auprès du propriétaire du domaine public concerné. En cas de refus du propriétaire du domaine public, le gestionnaire du réseau peut introduire un recours auprès du ministre.

Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi de la permission de voirie, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur, ainsi que la procédure et les modalités de recours auprès du ministre et la redevance à payer pour l'examen du dossier. »

Art. 55. A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 2, le 3° est remplacé comme suit : « K = le nombre de kWh relevé par le gestionnaire du réseau pour le territoire de la commune divisé par kWhGR ».
2. A l'alinéa 2, 4°, les mots « gérées par le gestionnaire de réseau » sont insérés après les mots « la longueur des lignes électriques ».
3. A l'alinéa 4, les mots « la procédure et » sont insérés entre les mots « détermine » et les mots « les modalités ».
4. A la fin de l'article, les mots « et de la commune » sont rajoutés.

Art. 56. A l'article 22 du même décret, ajouter un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer les droits et obligations du locataire éventuel du fonds privé dans le cadre de la vente de ce fonds. »

Art. 57. A l'article 34 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le 1° est complété par un point e. rédigé comme suit :
« e. en matière de protection de l'environnement, l'obligation de proposer des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie pour la clientèle résidentielle des fournisseurs; »
2. Le 2°, point d., est complété comme suit : « pour la clientèle résidentielle ».

Art. 58. L'article 35 du même décret est supprimé.

Art. 59. A l'article 38, § 2, alinéa 2, du même décret, la seconde phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Ce taux d'économie de dioxyde de carbone est limité à 1 pour les unités de production dans leur production supérieure à 5 MW.

En dessous de ce seuil, il est plafonné à 2. »

Art. 60. A l'article 39 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « avant le 31 décembre de chaque année » sont supprimés.
2. Au paragraphe 2, la dernière phrase est supprimée.

Art. 61. A l'article 45, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « trois administrateurs » sont remplacés par les mots « quatre administrateurs » et les mots « six ans » sont remplacés par les mots « cinq ans ».
2. A l'alinéa 1^{er}, la seconde phrase est remplacée par la phrase suivante :
« Par dérogation à ce qui précède, lors de la constitution de la CWAPE, le président et les administrateurs sont nommés pour un terme prenant fin le 31 août 2008. »
3. A l'alinéa 2, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :
« Par décision dûment motivée et après les avoir entendus, le Gouvernement peut relever temporairement le président ou les administrateurs de leur fonction ou peut les révoquer anticipativement. »

4. Il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les mandats du président et des administrateurs du comité de direction de la CWAPE prennent fin lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans accomplis. Toutefois, le ministre peut autoriser un titulaire à prolonger le mandat en cours jusqu'à la désignation de son successeur, sans que cette prolongation puisse excéder un an. »

Art. 62. A l'article 46 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A la première phrase du paragraphe 1^{er}, les mots « trois directions » sont remplacés par les mots « quatre directions ».
2. Au paragraphe 1^{er}, il est inséré un 4°, rédigé comme suit :
« 4° une direction du fonctionnement technique du marché du gaz et des mécanismes de promotion du gaz issu de renouvelables; ».
3. Le paragraphe 3 est supprimé.

Art. 63. A l'article 51, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A la première phrase, les mots « vingt-quatre » sont remplacés par les mots « vingt-neuf ».
2. Il est ajouté les points 12°, 13° et 14° rédigés comme suit :
« 12° un représentant des producteurs de gaz issu de renouvelables;
« 13° trois représentants des gestionnaires des réseaux gaziers;
« 14° un représentant des fournisseurs de gaz. ».

Art. 64. L'article 53, § 7, du même décret est remplacé par la phrase suivante :

« Le produit des amendes administratives alimente le Fonds énergie visé au chapitre X du décret du à relatif à l'organisation du marché régional du gaz. »

Art. 65. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « au propriétaire de la voirie » sont remplacés par les mots « au ministre »; les mots « situé sur ladite voirie » sont supprimés.

Art. 66. L'article 569, 33°, du Code judiciaire, inséré par l'article 53, § 4, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, est complété par les mots « ou en vertu de l'article 48, § 1^{er}, du décret relatif à l'organisation du marché régional du gaz ».

Art. 67. Dans l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 2001 relatif à la licence de fourniture d'électricité, les mots « au fonds « Social » visé à l'article 35 du décret » sont remplacés par les mots « au Fonds énergie visé au chapitre X du décret du à relatif à l'organisation du marché régional du gaz ».

CHAPITRE XV. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 68. L'administrateur de la CWAPE chargé de la direction du fonctionnement technique du marché du gaz est désigné dans le cadre de la procédure organisée par l'article 45, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et entre en fonction dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret. Tant que cet administrateur n'est pas entré en fonction, le Gouvernement est habilité à procéder à l'exécution des articles que la CWAPE doit faire exécuter ou pour lesquels elle est tenue de rendre un avis en vertu du présent décret.

Art. 69. A l'exception des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz issu exclusivement de renouvelables, sur proposition des communes et provinces lorsque ces dernières sont membres d'une intercommunale de distribution de gaz constituée avant la parution du présent décret au *Moniteur belge*, après avis de la CWAPE, et au plus tard douze mois après l'entrée en vigueur du décret, le Gouvernement désigne, sur la base des critères visés aux articles 3 à 10, le ou les gestionnaires de réseaux de distribution correspondant à des zones géographiquement distinctes et sans recouvrement.

A défaut de proposition des communes et/ou provinces dans les trois mois qui suivent la date de publication d'un avis du ministre au *Moniteur belge*, le Gouvernement désigne, après avis de la CWAPE, le ou les gestionnaires des réseaux de distribution.

A titre transitoire, les régies et intercommunales de distribution de gaz constituées avant la parution du présent décret au *Moniteur belge* seront chargées de la gestion du réseau de distribution.

Art. 70. Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 2, le gestionnaire du réseau notifie au ministre le réseau existant dont il assure la gestion au moment de l'entrée en vigueur du présent décret. La redevance visée à l'article 20 est due dès notification.

Le Gouvernement détermine la procédure de notification de voirie visée à l'alinéa 1^{er}, notamment la forme de la déclaration et les documents qui doivent l'accompagner.

Art. 71. Le plan d'adaptation et le plan d'extension du réseau de distribution sont établis pour la première fois dans les douze mois de l'entrée en vigueur de l'article 16.

Art. 72. Tant que le Fonds énergie créé en vertu de l'article 37 n'est pas alimenté par la redevance visée à l'article 40, la CWAPE dispose d'une dotation à charge du budget de la Région wallonne, dont le montant est fixé par le décret budgétaire.

Art. 73. Le décret du 25 février 1999 relatif à la mise à disposition d'un minimum de puissance électrique et à la suspension de mise à disposition de gaz et de puissance électrique est abrogé, et l'arrêté de l'Exécutif du 16 septembre 1985 déterminant les catégories de bénéficiaires d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques est abrogé.

Le décret du 4 juillet 1985 relatif à la fourniture d'un minimum d'électricité pour usage domestique et le décret du 21 février 1991 portant création de commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité pour les usages domestiques seront abrogés lors de l'entrée en vigueur des arrêtés d'exécution des articles 32, 2^o, et 33, 3^o, du présent décret et de l'article 34, 1^o, b., et 2^o, c., du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 74. Les chapitres I^{er} à IV, VI, à l'exception de l'article 30, §§ 2 et 3, VII à XIII et XV entrent en vigueur le jour de la publication du présent décret.

Le chapitre XIV produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2003.

Pour le surplus, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 398 (200-2002) n^{os} 1 à 30.

Compte rendu intégral. Séance publique du 18 décembre 2002.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 567

[2003/200080]

19. DEZEMBER 2002 — Dekret bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 98/30/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Gas»: jeder Brennstoff im gasförmigen Zustand bei einer Temperatur von 15 Grad Celsius und einem Absolutdruck von 1,01325 Bar;

2° «Erdgas»: jeder gasförmige Brennstoff unterirdischer Herkunft, der hauptsächlich aus Methan besteht, einschließlich des verflüssigten Erdgases, abgekürzt «L.N.G.» und mit Ausnahme des Grubengases;

3° «Gas aus erneuerbaren Energien»: das Gas aus der Verarbeitung von erneuerbaren Energiequellen, entweder durch Gärung oder durch thermochemische Behandlung;

4° «Stätte»: der Betriebs- oder Wohnort, der von öffentlichen Straßen oder Grundstücksgrenzen abgegrenzt ist und der über eine oder mehrere Lieferungsstellen verfügt und von ein und derselben Person betrieben oder bewohnt wird;

5° «erneuerbare Energiequellen»: jede in Artikel 2, 4° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte Energiequelle;

6° «hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung»: die in Artikel 2, 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte Kraft/Wärme-Kopplung;

7° «Verteilernetz»: die gesamten Infrastrukturen, Speicherungsmittel und Anschluss- oder Verbindungsleitungen, die zwecks der Gasversorgung bewirtschaftet werden;

8° «Verteilung»: die Tätigkeit zur Gasübertragung über Verteilernetze zwecks der Versorgung der in einem geographisch abgegrenzten Gebiet ansässigen Endverbraucher;

9° «Netzeigentümer»: die Eigentümer der Infrastrukturen, Speicherungsmittel und Leitungen, aus denen das Verteilernetz besteht;

10° «Netzbetreiber»: der bzw. die gemäß den Bestimmungen des Kapitels II bezeichneten Betreiber der Gasverteilernetze;

11° «Netzbutzer»: jede natürliche oder juristische Person, die Gas in ein Netz einspeist oder daraus versorgt wird;

12° «Hilfsdienste»: die Dienstleistungen, die zum Betrieb eines Netzes erforderlich sind;

13° «Direktleitung»: jede Leitung zur Gasübertragung von einem Erzeuger aus oder zu einem Endverbraucher hin, die nicht physisch zu dem Gasverteilernetz gehört und die Eigentum des Netzbutzers ist, der an sie angeschlossen ist;

14° «Kunde»: jeder Endverbraucher, Lieferant oder Zwischenhändler;

15° «Endverbraucher»: jede natürliche oder juristische Person, die Gas für den Eigenverbrauch kauft;

16° «zugelassener Kunde»: jeder Kunde, der aufgrund des Artikels 27 oder aufgrund der Gesetzgebung einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union das Recht hat, mit einem Lieferanten oder Zwischenhändler seiner Wahl Gaslieferverträge abzuschließen und zu diesem Zweck berechtigt ist, den Zugang zu dem Verteilernetz zu den in Artikel 26 angeführten Bedingungen zu erhalten;

17° «gebundener Kunde»: jeder Endverbraucher, der nicht berechtigt ist, mit einem von ihm gewählten Lieferanten oder Zwischenhändler Gaslieferverträge abzuschließen;

18° «Haushaltskunde»: Kunde, dessen Gasverbrauch hauptsächlich für häusliche Zwecke bestimmt ist;

19° «geschützter Kunde»: Endverbraucher, der einer der in Artikel 33 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Kategorien angehört und der soziale Maßnahmen bezüglich des Gassektors in Anspruch nehmen kann;

20° «Sozialtarif»: Sondertarif für geschützte Kunden, der von der zuständigen Behörde bestimmt wird;

21° «soziale Energiebetreuung»: jede Begleitmaßnahme für einen von sozialen Schwierigkeiten betroffenen Haushalt, durch die der Energieverbrauch und die Energierechnungen mit Ausnahme der Materialinvestitionen verringert werden können;

22° «Lieferant»: jede natürliche oder juristische Person, die Gas an Endverbraucher verkauft;

23° «Zwischenhändler»: jede natürliche oder juristische Person, die Gas kauft, um es an einen anderen Zwischenhändler oder an einen Lieferanten zu verkaufen;

24° «verbundenes Unternehmen»: jede Gesellschaft, die im Sinne des Artikels 11 des Gesetzbuches über die Gesellschaften mit einer anderen Gesellschaft verbunden ist;

25° «technische Regelung»: in Anwendung des Artikels 14 erstellte technische Regelung für den Betrieb des Gasverteilernetzes und dessen Zugang;

26° «Anpassungsplan»: in Anwendung des Artikels 16, § 1 erstellter Plan zur Inaussichtnahme der Abänderungen in Verbindung mit der bestehenden Struktur des Gasverteilernetzes;

27° «Erweiterungsplan»: in Anwendung des Artikels 16, § 3 erstellter Plan zur Inaussichtnahme der Erweiterungen des Netzes (Ergänzungen zum Netz);

28° «Stromdekret»: Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

29° «Gesetz»: Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Gasmarkts und die steuerliche Stellung der Stromerzeuger;

30° «Richtlinie 98/30»: Richtlinie 98/30/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt;

31° «Minister»: der wallonische Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

32° «CWAPE»: die in Kapitel XI des durch das vorliegende Dekret ergänzten Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte «Commission wallonne pour l'énergie» (Wallonische Kommission für Energie);

33° «Ausschuss»: der durch den Artikel 51 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ergänzt durch den Artikel 44 des vorliegenden Dekrets, eingeführte Energieausschuss;

34° «Kontrollausschuss»: der in den Artikeln 170 bis 172 des Gesetzes vom 8. August 1980 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1979-1980, in ihren durch den Königlichen Erlass Nr. 147 vom 30. Dezember 1982 abgeänderten Fassung erwähnte, Kontrollausschuss für Strom und Gas;

35° «CREG»: die durch den Artikel 23 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und durch den Artikel 15 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Gasmarkts und die steuerliche Stellung der Stromerzeuger gegründete Elektrizitäts- und Gaskommission;

KAPITEL II — Bezeichnung der Netzbetreiber

Art. 3 - Jeder Betreiber eines Gasverteilernetzes ist Besitzer oder Inhaber eines Rechts, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen, Speichermittel und Leitungen des Netzes, um dessen Betrieb er sich bewirbt, sicherstellt.

Art. 4 - Der Betrieb des Gasverteilernetzes wird durch einen oder mehrere Betreiber von Verteilernetzen gewährleistet, die gemäß den folgenden Bestimmungen bezeichnet werden.

Art. 5 - § 1 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist eine juristische Person öffentlichen Rechts.

Er kann unter anderem die Rechtsform einer Interkommunale haben. In solchem Fall findet Artikel 13, Absatz 2 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunale keine Anwendung, was die Tätigkeit als «Betreiber des Verteilernetzes» betrifft, auf die Angelegenheiten, die entweder die Unabhängigkeit des Netzbetreibers den Erzeugern, den Lieferanten der zugelassenen Kunden oder den Zwischenhändlern gegenüber in Frage stellen, oder den Zugang zum Netz beeinträchtigen können.

In Abweichung von Artikel 15, § 2 des besagten Dekrets ist für jede Abänderung der Satzungen die einfache Mehrheit der von den bei der Generalversammlung des Netzbetreibers anwesenden Vertretern abgegebenen Stimmen, einschließlich der Zweidrittelmehrheit der von den Beauftragten der kommunalen und provinziellen Gesellschafter abgegebenen Stimmen erforderlich.

§ 2. Der Gesellschaftssitz, die Hauptverwaltung und der Betriebssitz des Netzbetreibers liegen in der Wallonischen Region. Von dieser Bestimmung kann jedoch abgewichen werden, wenn der besagte Betreiber am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets die Verteilungstätigkeit über dieses Netz schon ausübte.

Art. 6 - Mindestens 51% der Kapitalanteile des Netzbetreibers, die die Verteilungstätigkeit vertreten, werden von den Gemeinden und ggf. von den Provinzen gehalten. In den Satzungen des Netzbetreibers darf kein Höchstbetrag für den Besitz von Kapitalanteilen durch die Gemeinden und Provinzen vorgesehen werden.

Art. 7 - § 1 - Der Netzbetreiber darf keine andere Tätigkeit zur Erzeugung, zum Import oder zum Verkauf von Gas haben als den Verkauf von Gas, der zu seiner Koordinationstätigkeit als Netzbetreiber notwendig ist.

Der Netzbetreiber darf keine solchen Tätigkeiten unternehmen wie die Versorgung von zugelassenen Kunden oder die Erbringung sonstiger Dienstleistungen auf dem Gasmarkt, die nicht in direkter Verbindung mit den in Artikel 12 erwähnten Aufgaben stehen.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 darf der Netzbetreiber:

1° auf Antrag der Gemeinden die gebundenen Kunden mit Gas versorgen;

2° Tätigkeiten zur Erzeugung, Speicherung und Lieferung von Gas aus erneuerbaren Energien unternehmen.

Falls der Netzbetreiber eine der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Tätigkeiten ausübt, wird die Gesamtheit dieser Tätigkeiten durch die in Artikel 6 erwähnten Anteile vertreten. Diese Tätigkeiten werden in einer getrennten Buchhaltung aufgenommen.

§ 3 - Der Netzbetreiber darf andere Tätigkeiten, die nicht direkt mit dem Gassektor verbunden sind, ausüben.

In diesem Fall werden alle in dem vorigen Absatz erwähnten Tätigkeiten in den Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes als getrennte Tätigkeitssektoren angegeben, die über sektorenspezifische Beratungsorgane mit einer den repräsentativen Anteilen dieses Sektors entsprechenden Zusammensetzung und mit getrennter Buchhaltung verfügen.

Art. 8 - Ein Lieferant, der Inhaber einer Versorgungslizenz ist, wird von dem Lieferanten einer Kategorie von gebundenen Kunden bezeichnet, die den durch Artikel 27 vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen erfüllen, um die Versorgung dieser Endverbraucher solange zu gewährleisten, bis diese einen anderen Lieferanten gewählt haben.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren und die Bedingungen für diese Bezeichnung, und achtet dabei, dass eine echte Wahlfreiheit zugunsten des Kunden, der die Zulassung erhalten hat, organisiert wird.

Art. 9 - In Abweichung von Artikel 7, § 1 ist der Betreiber des Verteilernetzes dazu ermächtigt, einem geschützten Kunden Gas zum Sozialtarif zu liefern, wenn dieser die in Artikel 27 vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen erfüllt.

Art. 10 - § 1 - Aufgrund der in den vorigen Artikeln erwähnten Bedingungen sowie der technischen Leistungsfähigkeit und der Finanzkraft des Bewerbers, durch die die optimale Durchführung der Aufgaben des Netzbetreibers gewährleistet wird, bezeichnet die Regierung nach Begutachtung durch die «CWAPE» den bzw. die Netzbetreiber für geographisch getrennte Gebiete, die nicht aufeinander übergreifen.

Wenn das betreffende Verteilernetz einer oder mehreren Gemeinden bzw. Provinzen ganz oder teilweise gehört, erfolgt die Bezeichnung auf deren Vorschlag.

In Ermangelung eines Vorschlags durch die Gemeinden bzw. Provinzen innerhalb drei Monaten nach der Veröffentlichung einer Bekanntmachung vom Minister im *Belgischen Staatsblatt* bezeichnet die Wallonische Regierung nach Begutachtung durch die «CWAPE» den bzw. die Netzbetreiber.

§ 2 - Der Netzbetreiber wird für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens zwanzig Jahren bezeichnet. Im Falle einer Auflösung, Spaltung oder Fusion wird seine Bezeichnung beendet. Bei einer Fusion zwischen Netzbetreibern bleibt die Bezeichnung bis zum Ablauf des längsten Mandats gültig.

Nach Begutachtung durch die «CWAPE» kann die Regierung den Netzbetreiber widerrufen, wenn dieser seine Pflichten aufgrund des vorliegenden Dekrets oder dessen Ausführungserlasse ernsthaft versäumt. Die Bezeichnungs-, Erneuerungs- und Widerrufungsverfahren werden von der Wallonischen Regierung erlassen.

§ 3 - Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet Eigentümer eines Teils des Netzes ist, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wird, kann die Regierung die Gemeinde ermächtigen, auf ihre Kosten die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken des auf ihrem Gebiet gelegenen und zur Durchführung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers notwendigen Verteilernetzes vorzunehmen.

Die umschlossene Gemeinde ist diejenige, auf deren Gebiet sich das Verteilernetz befindet, das von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden verwaltet wird.

Das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken und der Konzessionen für den Bau von Autobahnen eingeführte Dringlichkeitsverfahren ist auf die in Paragraph 3, Absatz 1 erwähnten Enteignungen anwendbar.

In Abweichung von Artikel 9 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunale kann eine an einer mit dem Betrieb des Verteilernetzes beauftragten Interkommunale beteiligte Gemeinde sich über die in den in Artikel 9 erwähnten Fällen hinaus vor Ablauf der Interkommunale zurückziehen, wenn sie die in Paragraph 3, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt. In diesem Fall ist keine Abstimmung erforderlich. Die Gemeinde ist verpflichtet, für den nach der Abschätzung der Sachverständigen berechneten Schaden, den ihre Zurückziehung bei den anderen Beteiligten verursacht, aufzukommen.

Art. 11 - § 1 - In Abweichung von den Artikeln 5 bis 10 kann die Regierung einem Erzeuger oder Lieferanten von Gas aus erneuerbaren Energien, das nicht mit dem auf dem Netz des Netzbetreibers verteilten Erdgas kompatibel wäre, erlauben, ein Netz zur Verteilung von Gas aus erneuerbaren Energien zu betreiben. In diesem Fall werden die verschiedenen Tätigkeiten im Statut des Betreibers des Netzes zur Verteilung von Gas aus erneuerbaren Energien als getrennte Tätigkeitsbereiche angegeben. Dieser Gaserzeuger wird nicht als Netzbetreiber im Sinne der Artikel 3 bis 10 betrachtet.

§ 2 - Wenn das Gas aus erneuerbaren Energien mit dem auf dem Netz verteilten Erdgas kompatibel ist, sind die Bestimmungen des Artikels 14 des vorliegenden Dekrets anwendbar.

Wenn das Gas aus erneuerbaren Energien nicht kompatibel ist, erstellt die «CWAPE» im Einvernehmen mit dem Netzbetreiber von Gas aus erneuerbaren Energien eine technische Regelung für dessen Betrieb und Sicherheit.

KAPITEL III — *Betrieb der Verteilernetze*

Art. 12 - § 1 - Der Betrieb der Verteilernetze wird von dem oder den in Ausführung des Artikels 10 bezeichneten Betreibern geführt.

§ 2 - Der Netzbetreiber ist für den Betrieb, die Wartung und den Ausbau des Netzes, für welches er bezeichnet worden ist, verantwortlich, einschließlich seiner Verbindungsleitungen mit anderen Gasnetzen, um die Versorgungssicherheit und -kontinuität zu garantieren.

Zu diesem Zweck wird der Netzbetreiber für den Teil des Netzes, der ihn betrifft, insbesondere mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1° Verbesserung, Erneuerung und Erweiterung des Netzes, insbesondere im Rahmen des Anpassungsplans, zur Gewährleistung einer zureichenden Kapazität, um den Bedarf zu decken;

2° Verwaltung der Gasentnahmen und -einspeisungen auf dem Netz;

3° Gewährleistung der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Leistungsfähigkeit des Netzes und Überwachung der Verfügbarkeit der Hilfsdienste, die insbesondere für die Gewährleistung einer auf die Beseitigung von Gasaustritten und Explosionen ausgerichteten optimalen technischen Sicherheit unerlässlich sind;

4° Zählung der Gasentnahmen und -einspeisungen an den Verbindungsstellen mit anderen Netzen, an den Abnahmestellen für die Kundschaft und an den Austauschstellen mit den Gaserzeugern;

5° Erfüllung der ihm insbesondere aufgrund des Artikels 32, obliegenden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

Art. 13 - § 1 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» bestimmt die Wallonische Regierung die folgenden Maßnahmen zur Sicherung der Unabhängigkeit und der Unparteilichkeit des Betriebs des besagten Netzes:

1° Regeln bezüglich der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der Verwaltungsorgane des Netzbetreibers, zur Vermeidung, dass Erzeuger, Lieferanten der zugelassenen Kunden und Zwischenhändler allein oder gemeinsam einen bedeutenden Einfluss auf den Betrieb des Netzes ausüben können;

2° Anforderungen in Bezug auf die Unabhängigkeit des in Artikel 17 erwähnten Personals des Netzbetreibers den Erzeugern, Gaslieferanten der zugelassenen Kunden und Zwischenhändlern gegenüber, insbesondere in finanzieller Hinsicht;

3° Vorsichtsmaßnahmen, die von dem Netzbetreiber zu ergreifen sind, um die Vertraulichkeit der persönlichen und kommerziellen Daten, von denen der Netzbetreiber bei der Ausübung seiner Geschäftstätigkeit Kenntnis erlangt, zu wahren;

4° Maßnahmen zur Vermeidung jeglicher Diskriminierung zwischen Netzbenutzern oder Kategorien von Netzbenutzern, insbesondere jeglicher Diskriminierung zugunsten der Gesellschafter des Netzbetreibers oder der Unternehmen, die mit diesen Gesellschaftern oder mit dem Netzbetreiber verbunden sind;

§ 2 - Der Betreiber des Netzes von Gas aus erneuerbaren Energien ist nicht von den in Paragraph 1 erwähnten Bestimmungen betroffen.

Art. 14 - Im Einvernehmen mit den Netzbetreibern schlägt die «CWAPE» eine technische Einheitsregelung für den Betrieb und den Zugang zu den Verteilernetzen vor. Die technische Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Darin wird insbesondere Folgendes bestimmt:

1° die technischen Mindestanforderungen für den Anschluss an die Erzeugungsanlagen, an die Anlagen für einfache Schaltung oder Verbundschaltung, sowie die Anschlussfristen;

2° die technischen Mindestanforderungen für die Errichtung der Netzinfrastrukturen und für die Direktleitungen;

3° das Verfahren und die zusätzlichen Regeln bezüglich des von den Gaslieferanten und Zwischenhändlern einzureichenden Antrags auf einen Netzzugang, einschließlich der Fristen, innerhalb deren der Netzbetreiber auf die Anträge auf einen Netzzugang eingehen muss;

4° die vom Netzbetreiber zu beachtenden operationellen Regeln bei der technischen Regelung der Gaseinspeisungen und -entnahmen und bei den von ihm zu ergreifenden Maßnahmen, um Problemen abzuwehren, die die Versorgungssicherheit oder -kontinuität gefährden könnten, sowie die Maßnahmen, die im Hinblick auf die Gewährleistung einer auf die Beseitigung von Gasaustritten und Explosionen ausgerichteten optimalen technischen Sicherheit zu treffen sind;

5° die Hilfsdienste, die der Netzbetreiber einsetzen muss;

6° die Informationen und Daten, die dem Netzbetreiber von den Netzbenutzern zu liefern sind;

7° die Informationen, die den Betreibern der anderen Netze, mit denen sein eigenes Netz verbunden ist, vom Netzbetreiber zu liefern sind, um den sicheren und leistungsfähigen Betrieb, den koordinierten Ausbau und die Interoperabilität des Verbundsystems sicherzustellen;

8° der Vorrang, der dem Gas aus erneuerbaren Energien, sowie dem Kuppelgas zu geben ist, insofern diese mit dem Gas des Netzes kompatibel sind.

Art. 15 - Jedes Jahr erteilt der Netzbetreiber der «CWAPE» alle Buchhaltungsdaten bezüglich der Kosten für den Anschluss an das von ihm verwaltete Netz, für die Benutzung dieses Netzes, für die durch seine Vermittlung erbrachten Hilfsdienste sowie ggf. für die in Artikel 7, § 2 erwähnten Tätigkeiten.

Jedes Jahr veröffentlicht der Netzbetreiber die geltenden Tarife für das Netz, für welches er bezeichnet worden ist, einschließlich der Tarife für Hilfsdienste.

Art. 16 - § 1 - Im Einvernehmen mit der «CWAPE» erstellen die Betreiber der Verteilernetze jeweils einen Plan zur Anpassung des Netzes, für dessen Betrieb sie sorgen. Der Anpassungsplan wird der Regierung zur Genehmigung unterbreitet. Wenn diese innerhalb von drei Monaten keine Entscheidung trifft, gilt der Plan als angenommen.

Der Anpassungsplan gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren; er wird nach und nach unter Berücksichtigung der Bedürfnisse und mindestens alle zwei Jahre im Laufe der folgenden fünf Jahre gemäß dem in Absatz 1 vorgesehenen Verfahren angepasst. Im Anpassungsplan wird eine ausführliche Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungskapazität, unter Angabe der damit verbundenen Hypothesen, sowie das Investitionsprogramm dargestellt, zu dessen Durchführung sich der Netzbetreiber verpflichtet, um diesen Bedarf zu decken.

§ 2 - Wenn die «CWAPE» nach Anhörung des Netzbetreibers feststellt, dass die im Anpassungsplan vorgesehenen Investitionen keine angemessene und effiziente Abdeckung des Bedarfs durch den Netzbetreiber erlauben, kann der Minister anordnen, dass der Netzbetreiber diesen Plan abändert, damit dieser Situation innerhalb einer vernünftigen Frist abgeholfen wird. Diese Abänderung erfolgt nach dem in § 1, Absatz 1 vorgesehenen Verfahren.

§ 3 - Im Einvernehmen mit der «CWAPE» erstellen die Betreiber der Verteilernetze jeweils einen Plan zur Erweiterung des Netzes, für dessen Betrieb sie sorgen und deren vorrangige Entwicklungsgebiete sie bestimmen, und zwar unter Berücksichtigung insbesondere der Sektorenpläne, der kommunalen Raumordnungspläne und der Strukturschemen. Der Erweiterungsplan wird der Regierung zur Genehmigung unterbreitet. Wenn diese innerhalb von drei Monaten keine Entscheidung trifft, gilt der Plan als angenommen.

Der Erweiterungsplan gilt für einen Zeitraum von drei Jahren; er wird jährlich für die drei folgenden Jahre gemäß dem in Absatz 1 vorgesehenen Verfahren angepasst. Im Erweiterungsplan wird eine ausführliche Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungskapazität des Netzes, unter Angabe der damit verbundenen Hypothesen, sowie das Investitionsprogramm dargestellt, zu dessen Durchführung sich der Netzbetreiber verpflichtet, um diesen Bedarf zu decken.

Art. 17 - § 1 - Der Netzbetreiber verfügt über sein eigenes Personal. Dieses beschäftigt sich selbst oder beauftragt einen von den Gaserzeugern, Gaslieferanten der zugelassenen Kunden und Zwischenhändlern unabhängigen Sachverständigen mit den strategischen und vertraulichen Aufgaben, und auf jeden Fall mit der Kontrolle der Buchführung, dem Ablesen der Zähler und der damit verbundenen Datenverarbeitung, sowie mit den Kontakten mit den angeschlossenen Erzeugern oder den Erzeugern, die sich an das besagte Netz anschließen möchten. Nach Begutachtung durch die «CWAPE» kann die Regierung weitere strategische und vertrauliche Aufgaben bestimmen.

§ 2 - Die Mitglieder der Organe des Netzbetreibers, sein Personal sowie der unabhängige Sachverständige sind an das Berufsgeheimnis gebunden: die vertraulichen Informationen, von denen sie bei der Ausübung ihrer Geschäftstätigkeit beim Netzbetreiber im Rahmen der Erfüllung der in Artikel 12 erwähnten Aufgaben Kenntnis erlangt haben, dürfen sie keiner Person verraten, außer wenn sie vor Gericht als Zeuge aussagen müssen, unbeschadet der durch das vorliegende Dekret oder dessen Ausführungserlasse ausdrücklich vorgesehenen Mitteilungen an die anderen Netzbetreiber, an die Marktordnungsstellen und an den Minister.

Jeder Verstoß gegen den vorliegenden Artikel wird mit den in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen geahndet.

§ 3 - Der Netzbetreiber bestimmt das Verfahren und die Bedingungen für die Einstellung seines eigenen Personals. Diese Bestimmungen werden von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigt.

KAPITEL IV — Rechte und Pflichten der Betreiber von Verteilernetzen

Abschnitt 1 — Notifizierung im Bereich des Straßennetzes und Straßenbaugenehmigung

Art. 18 - § 1 - Jeder Betreiber des Verteilernetzes ist unter Einhaltung der geltenden Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen dazu berechtigt, auf, unter oder über dem öffentlichen Eigentum jede Arbeit auszuführen, die zur Errichtung, zum Betrieb und zur Instandhaltung der Gasverteilungsanlagen erforderlich ist.

§ 2 - Die Region, die Provinzen und Gemeinden sind dazu berechtigt, den Standort oder die Trasse der auf ihrem öffentlichen Eigentum liegenden Gasverteilungsanlagen sowie die damit verbundenen Bauwerke abändern zu lassen. Solche Abänderungen gehen zu Lasten des Betreibers des besagten Gasverteilernetzes, wenn sie entweder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, zur Bewahrung der Schönheit einer Stätte oder im Interesse eines öffentlichen Dienstes oder der öffentlichen Wasserläufe, Kanäle und Wege oder aber wegen Abänderungen an den Zufahrten zu Eigentümern, die an dem öffentlichen Weg liegen, auferlegt werden. In den sonstigen Fällen gehen sie zu Lasten der Region, der Provinz oder der Gemeinde. Diese können einen vorherigen Kostenvoranschlag verlangen und bei Unstimmigkeit bezüglich der Preise für die durchzuführenden Arbeiten diese Arbeiten selbst ausführen.

Wenn dem Netzbetreiber Umbauarbeiten von der Wallonischen Region auf ihrem Eigentum und im Rahmen ihrer Zuständigkeiten auferlegt werden, gehen in Abweichung von dem vorigen Absatz die Arbeitskosten zu Lasten der Wallonischen Region. Sind juristische Personen privaten Rechts Mitglieder des Netzbetreibers, so gehen die Arbeitskosten nur dann zu Lasten der Wallonischen Region, wenn sich der Netzbetreiber dazu verpflichtet, den ganzen von der Region übernommenen Ausgleichsbetrag den öffentlich-rechtlichen Personen, die unter seinen Mitglieder zählen, zuzuteilen.

Art. 19 - § 1 - Zur Ausführung der Arbeiten zur Errichtung neuer Netzinfrastrukturen richtet der betroffene Netzbetreiber eine Zustellung an den Besitzer des betroffenen öffentlichen Eigentums, wenn dieser Mitglied des Netzbetreibers ist. Eine Abschrift der Zustellung wird an den Minister gerichtet.

Die Regierung bestimmt das Zustellungsverfahren, insbesondere die Form der Erklärung und die beizufügenden Unterlagen.

§ 2 - Wenn der Netzbetreiber die Ausführung von in § 1 erwähnten Arbeiten auf, über oder unter einem öffentlichen Eigentum, das keinem Mitglied des Netzbetreibers gehört, beabsichtigt, reicht der Netzbetreiber einen Antrag auf eine Straßenbaugenehmigung beim Eigentümer des betroffenen öffentlichen Eigentums ein. Im Falle einer Ablehnung seitens des Eigentümers des öffentlichen Eigentums kann der Netzbetreiber beim Minister Einspruch erheben.

Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Gewährung der Straßenbaugenehmigung, insbesondere die Beantragungsform, die Unterlagen, die dem Antrag beizulegen sind, die Untersuchung der Akte und die von den Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, durchzuführenden Untersuchungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde befinden und dem Antragsteller ihren Beschluss mitteilen muss, sowie das Verfahren und die Modalitäten für den Einspruch beim Minister und die Gebühr für die Prüfung der Akte.

Art. 20 - Jeder Netzbetreiber muss bei den Gemeinden eine jährliche Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm betriebene Netz entrichten.

Für ein Jahr N und eine gegebene Gemeinde wird der Betrag der im vorigen Absatz erwähnten Gebühr anhand der folgenden Formel berechnet:

$$R = M \times \text{kWhGR} \times (0,6 K + 0,4 L)$$

wobei:

1° M = ein fester Betrag zwischen 0,05 und 0,25 Eurocent je kWh, der jedes Jahr von der Regierung festgelegt wird;

2° kWhGR = das Gesamtvolumen des in das betroffene Netz eingespeisten Gases, abzüglich des Gases, das im Jahre n-1 einem anderen Netz übertragen wurde;

3° K = die Anzahl kWhGas, die von dem Netzbetreiber für das Gebiet der Gemeinde abgelesen worden sind, geteilt durch kWhGR;

4° L = die Länge der von dem Netzbetreiber verwalteten Gasleitungen, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde im Laufe des Jahres n-1 befanden, geteilt durch die Länge der von dem Betreiber des betreffenden Netzes verwalteten Gasleitungen für das vorerwähnte Jahr;

Bei der Anlage neuer Netzinfrastrukturen zahlt der Netzbetreiber den Gemeinden die Gebühr ab dem Steuerjahr bezüglich des Jahres, das auf das Jahr der in Artikel 19 erwähnten Notifizierung oder Genehmigung folgt.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und die Einspruchsmöglichkeiten für den Netzbetreiber sowie für die Gemeinde.

Abschnitt 2 — Gemeinnützigkeitserklärung

Art. 21 - § 1 - Die Wallonische Regierung kann nach erfolgter Untersuchung eine Erklärung abgeben, dass die Einrichtung von Gasverteilungsanlagen unter, auf oder über privaten unbebauten Grundstücken als gemeinnützig betrachtet werden kann.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gewährt dem Betreiber des Verteilernetzes, zu dessen Gunsten sie ausgestellt wird, das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen Privatgrundstücken zu errichten, deren Überwachung zu gewährleisten und die zu ihrem Betrieb und zu ihrer Instandhaltung erforderlichen Arbeiten auszuführen, und zwar zu den in besagter Erklärung festgelegten Bedingungen.

Die Arbeiten können lediglich nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten ab der Zustellung der Erklärung an die betroffenen Eigentümer und Mieter per Einschreiben bei der Post begonnen werden.

§ 2 - Der Berechtigte der in § 1 vorgesehenen Dienstbarkeit ist zur Zahlung einer Entschädigung zugunsten des Eigentümers des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder der Inhaber von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten verpflichtet.

Die Entschädigung kann Gegenstand einer einzigen Zahlung sein. In diesem Fall gilt sie als Pauschalentschädigung. Sie kann ebenfalls in Form einer im voraus zu zahlenden jährlichen Gebühr beglichen werden.

§ 3 - Die Regierung bestimmt:

1° das einzuhaltende Verfahren für die in § 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung, insbesondere die Beantragungsform, die beizufügenden Unterlagen, die Untersuchung der Akte und die von den mit einem derartigen Antrag befassten Behörden durchzuführenden Untersuchungen, die Fristen, innerhalb welcher die zuständige Behörde ihren Beschluss zu fassen und dem Antragsteller zuzustellen hat, sowie die von dem Antragsteller für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° das Verfahren zur Berechnung der in § 2 erwähnten Gebühren, sowie deren Indexierungsmodus.

Art. 22 - Bei der teilweisen Belegung des öffentlichen oder privaten Eigentums ist dessen Verwendungszweck Rechnung zu tragen. Sie zieht keinerlei Enteignung nach sich, sieht jedoch eine gemeinnützige legale Dienstbarkeit vor, die jegliche Handlung untersagt, durch welche die Gasverteilungsanlagen beschädigt oder deren Betrieb beeinträchtigt werden könnte.

Der Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten privaten Grundstücks kann innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist den Minister informieren, dass er den Berechtigten dieser Dienstbarkeit zum Erwerb des belegten Grundstücks auffordert. Falls zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Netzbetreiber kein Kaufvertrag in gütlichem Einvernehmen abgeschlossen werden kann, werden die Bestimmungen des Artikels 25 angewandt.

Die Regierung kann die Rechte und Pflichten des eventuellen Mieters des privaten Grundstücks im Rahmen des Verkaufs dieses Grundstücks bestimmen.

Art. 23 - § 1 - Die Infrastrukturen des Netzes müssen auf Ansuchen des Eigentümers des belasteten Grundstücks oder der zur Errichtung von Bauten berechtigten Person verlegt und falls erforderlich entfernt werden, falls diese von diesem Recht Gebrauch zu machen wünschen. Der Minister kann dem Netzbetreiber eine zusätzliche Frist gewähren, damit dieser die zur Verlegung erforderlichen Genehmigungen erhalten kann.

Falls die Betroffenen ohne die Verlegung oder Entfernung der Infrastrukturen des Netzes von diesem Recht Gebrauch machen, genießt der Berechtigte der Dienstbarkeit weiterhin das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die zu ihrem Betrieb, zu ihrer Instandhaltung und Reparatur erforderlichen Arbeiten auszuführen.

Die Kosten für die Verlegung oder Entfernung der Infrastrukturen des Netzes gehen zu Lasten des Berechtigten der Dienstbarkeit; die in Absatz 1 erwähnten Personen sind jedoch verpflichtet, dies mindestens sechs Monate vor Beginn der geplanten Arbeiten schriftlich zu melden.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 und um die Verlegung der Infrastrukturen zu vermeiden, kann der Berechtigte der Dienstbarkeit dem Eigentümer vorschlagen, das belegte Grundstück zu erwerben. Er setzt den Minister davon in Kenntnis. Falls zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Netzbetreiber kein Kaufvertrag in gütlichem Einvernehmen abgeschlossen werden kann, werden die Bestimmungen des Artikels 25 angewandt.

Art. 24 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist außerdem verpflichtet, die durch die von ihm bei der Errichtung oder während des Betriebs vorgenommenen Arbeiten verursachten Schäden zu reparieren, sowie Drittpersonen für entweder durch seine Arbeiten oder durch die Benutzung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks verursachten Schäden zu entschädigen; die Entschädigungen wegen der verursachten Schäden gehen vollständig zu Lasten dieses Inhabers; sie sind den Personen ausuzahlen, die diese Schäden erlitten haben; die Höhe der Beträge wird entweder in gütlichem Einvernehmen oder auf gerichtlichem Weg festgesetzt.

Art. 25 - Der Betreiber des Verteilernetzes, zu dessen Gunsten ein Gemeinnützigkeitserklärungserlass der Wallonischen Regierung verabschiedet wurde, kann auf Anfrage und im Rahmen dieses Erlasses von der Wallonischen Regierung befugt werden, im Namen der Region aber auf seine Kosten die nötigen Enteignungen durchzuführen. Das durch die Artikel 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführte Dringlichkeitsverfahren findet auf diese Enteignungen Anwendung.

KAPITEL V — Zugang zu den Netzen

Art. 26 - § 1 - Der Zugang zu den Verteilernetzen ist geregelt. Die Erzeuger, Lieferanten und zugelassenen Kunden haben zu dem gemäß dem Artikel 15 veröffentlichten Tarif Zugang zu den Netzen.

§ 2 - Die Netzbetreiber können lediglich in den folgenden Fällen den Zugang zu ihren jeweiligen Netzen verweigern:

- 1° wenn die Sicherheit des Netzes gefährdet ist;
- 2° wenn der betroffene Netzbetreiber nicht über die technische Kapazität verfügt, um die Übertragung auf sein Netz zu gewährleisten;
- 3° wenn der Antragsteller nicht den in der technischen Regelung vorgesehenen technischen Vorschriften genügt;
- 4° wenn der Zugang zu dem betreffenden Netz die Ausführung einer Pflicht öffentlichen Dienstes seitens des Betreibers des besagten Netzes beeinträchtigt.

Der Weigerungsbeschluss muss ordnungsgemäß begründet sein und dem Antragsteller zugestellt werden. Der Beschluss kann der in Artikel 48 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Vergleichs- und Schiedsstelle unterbreitet werden.

Art. 27 - § 1 - Die nachstehenden Kategorien werden unmittelbar für «zugelassene Kunden» erklärt:

- 1° die Endverbraucher, die Strom erzeugen;
- 2° die Endverbraucher, die sich für das gelieferte Volumen von einem Lieferanten von Gas aus erneuerbaren Energien beliefern lassen;
- 3° die Endverbraucher, deren Jahresverbrauch über 12 GWhGas je Stätte liegt.

§ 2 - Unter Berücksichtigung der Entwicklung der Öffnung der Gasmärkte in den anderen Mitgliedstaaten der europäischen Union und der angrenzenden Regionen und nach Begutachtung durch die «CWAPE», bestimmt die Regierung neue Zulässigkeitschwellen.

§ 3 - Unter Beachtung der von der Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Modalitäten kontrolliert die «CWAPE» die Einhaltung der Bedingungen für die Zulässigkeit der in den vorhergehenden Paragraphen erwähnten Kunden.

Art. 28 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» kann die Wallonische Regierung den Zugang zum Netz für die für in der wallonischen Region angesiedelte zugelassene Kunden bestimmte Gaseinfuhr aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union einschränken oder untersagen, insofern der Kunde, wenn er in seinem ursprünglichen Mitgliedstaat ansässig wäre, nicht über die Eigenschaft als zugelassener Kunde im Sinne der Gesetzgebung dieses Staates verfügen würde.

Art. 29 - § 1 - Unbeschadet der in Sachen Raumordnung anwendbaren Bestimmungen, unterliegt die Errichtung neuer Direktleitungen vorher der Gewährung einer individuellen Genehmigung, die von dem Minister nach Begutachtung durch die «CWAPE» ausgestellt wird. Die Regierung bestimmt die Rechte und Pflichten des Genehmigungsinhabers.

§ 2 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» bestimmt die Regierung die Kriterien und das Verfahren zur Gewährung der in § 1 erwähnten Genehmigungen, sowie die für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr. Diese Genehmigung wird jedoch durch die Verweigerung des Zugangs zum Netz, das Fehlen eines Angebots für die Benutzung des Netzes zu vernünftigen wirtschaftlichen und technischen Bedingungen oder entgegen der Durchführung einer in Artikel 32, 1° erwähnten Verpflichtung öffentlichen Dienstes bedingt.

§ 3 - Der Inhaber einer in Paragraph 1 erwähnten Genehmigung unterliegt den Bestimmungen des Kapitels IV.

KAPITEL VI — Lieferanten und Zwischenhändler

Art. 30 - § 1 - Lediglich die Gemeinden sind befugt, die auf ihrem Gebiet ansässigen gebundenen Kunden mit Gas zu beliefern. Um diese Aufgabe zu erfüllen, können sie sich jedoch zusammenschließen oder diese Aufgabe dem Betreiber des Verteilernetzes anvertrauen.

§ 2 - Jeder Gaslieferant, der den zugelassenen Kunden Gas liefert, unterliegt vorher der Gewährung einer von dem Minister für einen unbegrenzten Zeitraum ausgestellten Lizenz.

§ 3 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» bestimmt die Regierung die Kriterien zur Gewährung, Beibehaltung, Revision oder zum Entzug der in § 2 erwähnten Lizenz. Diese Kriterien betreffen insbesondere:

- 1° die Ehrbarkeit und Berufserfahrung, die technischen und finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation zur Gewährleistung der guten Durchführung der Aufgaben des Lieferanten;

2° die juristische und Verwaltungsautonomie des Antragstellers entgegen der Netzbetreiber, mit Ausnahme der Betreiber der Netze von Gas, das ausschließlich aus erneuerbaren Energien gewonnen wird;

3° die Einhaltung der in Artikel 33 erwähnten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

§ 4 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» bestimmt die Regierung:

1° das Verfahren zur Gewährung und zum Entzug der in § 2 erwähnten Lizenz, insbesondere die Beantragungsform, die Untersuchung der Akte, die Fristen, innerhalb welcher der Minister einen Beschluss fassen und diesen dem Antragsteller zustellen muss, und die von dem Antragsteller für die Untersuchung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° die Bedingungen für den Verzicht, das Werden der Lizenz im Falle einer Änderung der Kontrolle, Fusion oder Spaltung seitens des Lizenzinhabers, und gegebenenfalls die zu erfüllenden Bedingungen und das einzuhaltende Verfahren für die Beibehaltung oder Revision der Lizenz. Im Falle einer Fusion zwischen Stromversorgern, die Inhaber einer Lizenz sind, wird Letztere automatisch dem fusionierten Gebilde erteilt.

Art. 31 - Jede Tätigkeit als Zwischenhändler muss vorher Gegenstand einer Erklärung an den Minister sein. Diese Erklärung beinhaltet:

1° Name, Vornamen, Beruf, Wohnsitz und Staatsangehörigkeit des Antragstellers;

2° im Falle eines Unternehmens: Gesellschaftsname oder Bezeichnung, Rechtsform, Gesellschaftssitz, Satzungen und gegebenenfalls Unterlagen, die die Befugnisse des oder der Antragsteller bescheinigen.

KAPITEL VII — *Verpflichtungen öffentlichen Dienstes*

Art. 32 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» werden den Netzbetreibern von der Regierung deutlich definierte, transparente, nichtdiskriminierende und kontrollierbare Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegt, insbesondere im Hinblick auf:

1° die Sicherheit, Gleichmäßigkeit und Qualität der Stromlieferungen;

2° die Maßnahmen sozialen Charakters, worunter die zu treffenden Begleitmaßnahmen, wenn ein Endverbraucher dem Stromversorger einen Betrag schuldig ist, und die Verpflichtung, bei einem geschützten Kunden einen Budgetzähler zu installieren;

3° in Sachen Umweltschutz, insbesondere:

a) die Erstellung der in Artikel 16, § 3 erwähnten Erweiterungspläne;

b) die Verpflichtung, in den Erweiterungsplan jede von einem oder mehreren Lieferanten beantragte Erweiterung des Gasnetzes einzubeziehen, sofern diese Investitionen auf der Grundlage der von den Lieferanten übermittelten Angaben wirtschaftlich gerechtfertigt sind. Eine Investition gilt als wirtschaftlich gerechtfertigt, wenn die Rentabilitätsrate mindestens der Nettoverzinsung des investierten Kapitals entspricht, das von der «CREG» in der Bestimmung der Kosten für die Benutzung des Netzes angenommen wurde.

Die Regierung bestimmt die Form und die Modalitäten für die Einreichung des Antrags auf Erweiterung des Netzes im Sinne von Absatz 1, die Antwortfrist, über die der vom Antrag betroffene Netzbetreiber verfügt und die möglichen Einspruchsverfahren, über die der oder die Lieferanten gegen den Beschluss des Netzbetreibers verfügen.

Der Netzbetreiber ist befugt, eine Betriebsrücklage zur Deckung der zukünftigen Kosten in Zusammenhang mit den vorerwähnten Erweiterungen zu bilden, ohne die Kompetitivität des Benutzungstarifs des Verteilernetzes zu beeinträchtigen; die Verwendung dieser Betriebsrücklage kann als Kostensenkung in die Berechnung der vorerwähnten Rentabilitätsrate einbezogen werden; die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten zur Bildung und Verwendung dieser Betriebsrücklage, sowie deren Höchstbetragsgrenze.

Wenn die Investition nicht als wirtschaftlich gerechtfertigt anerkannt wird, können die Kunden oder jeder andere Partner, der ein Interesse an dieser Erweiterung hat, ihre finanzielle Beteiligung vorschlagen, damit das Projekt die wirtschaftliche Rechtfertigung findet.

Die «CWAPE» ist das Bewertungsorgan, um die wirtschaftliche Rechtfertigung einer Netzerweiterung zu beurteilen;

a) die Verpflichtung für jeden Haushaltskunden auf Antrag eines Lieferanten, der einen mit diesem Kunden abgeschlossenen Liefervertrag vorweisen kann, inen kostenlosen Standardanschluss durchzuführen.

Unter Standardanschluss ist die Verbindungsleitung zu verstehen, die auf 8 Meter vom Netz zwischen der Hauptleitung und der Innenausstattung des Kunden beschränkt ist, so wie diese in der technischen Regelung festgelegt wird;

b) den Vorrang, der dem Gas aus erneuerbaren Energien zu geben ist, insofern es mit dem Gas des Netzes kompatibel ist.

c) die Information und Sensibilisierung bezüglich des Energieverbrauchs im Hinblick auf die Anregung zu einer rationellen Gasnutzung, sowie die Verpflichtung, Tarifformeln zur Förderung der rationellen Energienutzung für die Haushaltskundschaft der Lieferanten zu bieten;

4° in Sachen Datensammlung, den Gasverbrauch des Netzes.

Art. 33 - Nach Begutachtung durch die «CWAPE» werden den Lieferanten und Zwischenhändlern von der Regierung deutlich definierte, transparente, nichtdiskriminierende und kontrollierbare Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auferlegt, insbesondere im Hinblick auf:

1° die Gleichmäßigkeit, Qualität und Verrechnung der Gaslieferungen;

2° den Umweltschutz, insbesondere die Verpflichtung, zu den geltenden Marktbedingungen und im Rahmen des Bedarfs ihrer Endverbraucher vorzugsweise Gas aus erneuerbaren Energien zu kaufen, das auf dem Netz, an das sein Kunde angeschlossen ist, verfügbar ist;

3° die Verpflichtungen, die eigens auf soziale Maßnahmen abzielen, insbesondere die Verpflichtung, jeden antragstellenden Haushaltskunden zu nichtdiskriminierenden Bedingungen als Kunden zu akzeptieren, sowie die Gaslieferung an geschützte Kunden zu einem sozialen Tarif;

4° die Information und Sensibilisierung bezüglich des Gasverbrauchs im Hinblick auf die Anregung zu einer rationellen Gasnutzung, sowie die Verpflichtung, den Haushaltskunden Tarifformeln zur Förderung der rationellen Energienutzung für die Haushaltskundschaft der Lieferanten zu bieten;

5° insofern der Lieferant eine Erweiterung des Netzes, so wie sie in Artikel 32, 3°, a. des vorliegenden Dekrets vorgesehen ist, beantragt hat, die Datenübertragung, mittels derer der Netzbetreiber bewerten kann, ob die Investition wirtschaftlich gerechtfertigt ist, insbesondere die mit den zukünftigen betroffenen Kunden abgeschlossenen Verträge.

KAPITEL VIII — Förderung von Gas aus erneuerbaren Energien

Art. 34 - Um die Erzeugung von Gas aus in der Wallonischen Region erzeugten erneuerbaren Energien zu fördern, kann die Regierung ein Verfahren zur Erzeugungsbeihilfe zugunsten der Erzeuger von Gas aus erneuerbaren Energien einreichen.

Nach Begutachtung der «CWAPE» bestimmt die Regierung jährlich den Betrag, der für jedes kWh von aus erneuerbaren Energien erzeugtem Gas zu gewähren ist. Dieser Betrag kann je nach der benutzten erneuerbaren Energiequelle und der Technologie verschieden sein.

Es kann keine Erzeugungsbeihilfe für Gas aus erneuerbaren Energien gewährt werden, für das anschließend ein Verfahren zur Förderung des Grünstroms, so wie es in Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 geschildert wird, beansprucht werden kann.

Art. 35 - Die Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Energien unterliegt der Gewährung einer von dem Minister ausgestellten Lizenz.

Die Regierung bestimmt die Kriterien und das Verfahren zur Gewährung, zur Revision und zum Entzug der Lizenz. Diese Kriterien beziehen sich insbesondere auf die Fähigkeit, die tatsächlich erzeugte Gasmenge zu kontrollieren.

KAPITEL IX — «Commission wallonne pour l'énergie» (Wallonische Kommission für Energie)

Art. 36 - § 1 - Die «CWAPE» hat einerseits eine Beratungsaufgabe bei den Behörden, was die Organisation und den Betrieb des regionalen Gasmarkts betrifft, und andererseits eine allgemeine Kontroll- und Überwachungsaufgabe bei der Anwendung der entsprechenden Dekrete und Erlasse.

Die «CWAPE»:

1° erteilt begründete Gutachten und unterbreitet Vorschläge in den durch das vorliegende Dekret und seine Durchführungserlasse bestimmten Fällen;

2° führt Forschungen und Untersuchungen über den Gasmarkt auf eigene Initiative oder auf Anfrage des Ministers oder der Wallonischen Regierung aus;

3° überprüft, ob der Netzbetreiber die Bestimmungen der Artikel 12 und 13 gleich wie ihre Durchführungserlasse einhält;

4° erarbeitet die technische Regelung im Einvernehmen mit den Netzbetreibern und überprüft deren Anwendung;

5° überprüft die Durchführung des Anpassungsplans und des Erweiterungsplans durch die Netzbetreiber;

6° überprüft die Beachtung der Zulässigkeitsbedingungen der in Artikel 27 erwähnten Kunden;

7° überprüft, ob die Bedingungen im Rahmen der Vergabe der Genehmigungen für den Bau neuer Direktleitungen auf Grund des Artikels 29 beachtet werden;

8° überprüft und bewertet die Durchführung der in Artikel 32 und 33 erwähnten öffentlichen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

9° überprüft die Beachtung der in Kapitel VIII des vorliegenden Dekrets erwähnten Maßnahmen;

10° arbeitet mit den Gasmarktordnungsstellen zusammen;

11° arbeitet mit dem Kontrollausschuss zusammen, damit dieser das Nichtvorhandensein von überkreuzten Zuschüssen zwischen Kundenkategorien überprüfen kann.

12° bestimmt die Informationen, die der Netzbetreiber dem Kontrollausschuss, der «CWAPE» und dem Minister mitteilen muss, um insbesondere Energiebilanzen auszuarbeiten;

13° erfüllt alle anderen Aufgaben, die ihm durch Dekrete oder Erlasse bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts zugeteilt werden.

Falls das vorliegende Dekret oder seine Durchführungserlasse das Gutachten der «CWAPE» vorschreiben, kann diese aus eigener Initiative Vorschläge unterbreiten.

§ 2 - Die «CWAPE» unterbreitet jedes Jahr der Regierung einen Bericht über die Erfüllung ihrer Aufgaben und die Entwicklung des regionalen Gasmarkts. Der Minister teilt diesen Bericht dem Wallonischen Regionalrat mit. Er sorgt dafür, dass der Bericht entsprechend veröffentlicht wird.

KAPITEL X — Energiefonds

Abschnitt 1 — Energiefonds

Art. 37 - Die Wallonische Regierung richtet einen Haushaltsfonds, genannt Energiefonds im Sinne des Artikels 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ein. Die Einnahmen dieses Fonds werden auf der Grundlage eines von der Regierung genehmigten Aktionsprogramms zur Durchführung folgender Aufgaben zugeteilt:

1° Finanzierung der Ausgaben der «CWAPE»;

2° Kostenübernahme der gesamten oder teilweisen Mehrkosten, die aufgrund der Ausrichtungen der Regierung bestimmt werden und gemäß Artikel 34, 2°, d. des Dekrets über die Elektrizität und Artikel 33, 4° des vorliegenden Dekrets mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes verbunden sind;

3° Sensibilisierungsstudien und -aktionen bezüglich der Kontrolle der energetischen Nachfrage in der Wallonischen Region;

4° Prämien und Maßnahmen, die für die Förderung der rationellen Energienutzung bestimmt sind;

5° Studien und Aktionen, die auf die Förderung der Verfahren zur Erzeugung von Gas und Strom, die auf die erneuerbaren Energien und auf die hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückgreifen, ausgerichtet sind;

6° Beihilfen zur Erzeugung von Grünstrom und Gas aus erneuerbaren Energien;

7° soziale Energiebetreuung;

8° Rückzahlung der Schulden, die dem Lieferanten zukommen und die der garantierten minimalen Liefermenge entsprechen, falls die Kommission einen Schuldertilgungsplan beschlossen hat;

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Rückzahlung an die in Absatz 1 erwähnten Lieferanten.

Art. 38 - § 1 - Der Energiefonds wird folgendermaßen finanziert:

1° durch die in den Artikeln 21, § 3, 1°, 29, § 2 und 30, § 4, 1° des Dekrets über die Elektrizität erwähnten Gebühren;

2° durch die kraft gesetzlicher, vorschriftsmäßiger und vertragsmäßiger Bestimmungen dem Fonds zugeteilten Geldmittel, um die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Elektrizitätssektors zu finanzieren;

3° durch das Aufkommen der in Artikel 40 erwähnten Gebühr für den Anschluss an die Elektrizitätsnetze sowie an die Direktleitungen;

4° durch das Aufkommen der in Artikel 53 des Dekrets über die Elektrizität erwähnten Ordnungsstrafen;

5° durch die in den Artikeln 21, § 3, 1°, 29, § 2 und 30, § 4, 1° des vorliegenden Dekrets erwähnten Gebühren;

6° durch die kraft gesetzlicher, vorschriftsmäßiger und vertragsmäßiger Bestimmungen dem Fonds zugeteilten Geldmittel, um die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Gassektors zu finanzieren;

7° durch das Aufkommen der in Artikel 40 erwähnten Gebühr für den Anschluss an die Gasnetze sowie an die Direktleitungen;

8° durch das Aufkommen der in Artikel 48 des vorliegenden Dekrets erwähnten Ordnungsstrafen;

9° durch die Übertragung des Restbetrags der aufgrund der Artikel 58 bis 62 des vorliegenden Dekrets gestrichenen Fonds.

§ 2 - Die Einnahmen des Fonds werden vorrangig der Finanzierung einer Dotation zugeteilt, die für die Deckung der Ausgaben der «CWAPE» bestimmt ist. Der Betrag dieser Dotation beläuft sich auf 3,22 Millionen Euro, die jährlich je nach dem Index der Verbraucherpreise angepasst werden. Der Ausgangsindex ist der Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Inkrafttreten des vorliegenden Artikels vorhergeht. Der Betrag der Dotation wird im Verhältnis der jeweils in Artikel 40, § 1, 1° und 2° erwähnten Ordnungsstrafen abgebucht.

§ 3 - Die mit dem Elektrizitätssektor verbundenen Ausgaben werden in Höhe der in Paragraph 1, 1° bis 4° erwähnten Einnahmen finanziert. Die mit dem Gassektor verbundenen Ausgaben werden in Höhe der in Paragraph 1, 5° bis 8° erwähnten Einnahmen finanziert. Die Ausgaben, die weder dem einen, noch dem anderen Sektor angerechnet werden können, werden je nach den verfügbaren Mitteln einem der beiden Sektoren angerechnet.

§ 4 - Ein Jahresbericht über die Zuteilungen des Fonds wird von der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie ausgearbeitet. Der Bericht beinhaltet das Verzeichnis der Finanzquellen, wobei zwischen den beiden Sektoren - Elektrizität und Gas — unterschieden wird, und gibt die Zuteilung je nach Energiesektor an. Der Bericht wird von der Regierung an die «CWAPE», den Energieausschuss und den Wallonischen Regionalrat übermittelt.

Abschnitt 2 — Gebühr

Unterabschnitt 1 — Gebührentatbestand, -grundlage, -pflichtiger und -satz

Art. 39 - Sofern es in diesem Dekret keine anderslautende Bestimmung gibt, sind die Bestimmungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben anwendbar.

Art. 40 - § 1 - Es wird eine Jahresgebühr festgelegt für den Anschluss des in der Wallonischen Region ansässigen Endverbrauchers an:

1° das Elektrizitätsnetz oder an eine Direktleitung im Sinne des Artikels 2, 15° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ungeachtet des Spannungsniveaus;

2° an das Gasübertragungs- oder Gasverteilernetz oder an eine Direktleitung, ungeachtet der Übertragungskapazität, mit Ausnahme der Anschlüsse von Elektrizitätswerken für die zur Elektrizitätserzeugung erforderliche Gasmenge.

§ 2 - Die Gebühr ist von jedem Endverbraucher zu zahlen, der im Laufe des Bezugskalenderjahres über einen in Paragraph 1 erwähnten Anschluss verfügt hat. Zur Anwendung der durch Artikel 41 festgelegten Raten wird die Elektrizitäts- und Gasmenge berücksichtigt, die der Endverbraucher pro Zählvorrichtung mit Ausnahme der Elektrizitätseigenerzeugung verbraucht hat. Diese Menge wird in kWh ausgedrückt.

Art. 41 - § 1 - Die Rate der in Artikel 40, § 1, 1° erwähnten Gebühr wird folgendermaßen festgelegt:

1° von 0 bis 100 kWh: zwischen 0,0075 Euro und 0,015 Euro;

2° für die folgenden kWh zu Lasten:

- der Niederspannungskunden: zwischen 0,00075 Euro/kWh und 0,0015 Euro/kWh;

- der Hochspannungskunden mit einem Jahresverbrauch von weniger als 10 GWh: zwischen 0,0006 Euro/kWh und 0,0012 Euro/kWh;
- der Hochspannungskunden mit einem Jahresverbrauch von 10 GWh oder mehr: zwischen 0,0003 Euro/kWh und 0,0006 Euro/kWh.

Die Rate der in Artikel 40, § 1, 2° erwähnten Gebühr wird folgendermaßen festgelegt:

1° von 0 bis 100 kWh: zwischen 0,075 Euro und 0,15 Euro;

2° für die folgenden kWh zu Lasten:

- der Kunden, deren Jahresverbrauch unter 1 GWh liegt: zwischen 0,000075 Euro/kWh und 0,00015 Euro/kWh;
- der Kunden, deren Jahresverbrauch unter 10 GWh liegt: zwischen 0,00006 Euro/kWh und 0,00012 Euro/kWh;
- der Kunden, deren Jahresverbrauch 10 GWh oder mehr beträgt: zwischen 0,00003 Euro/kWh und 0,00006 Euro/kWh.

§ 2 - Die Rate der in Paragraph 1 erwähnten Gebühr wird von der Regierung bestimmt. In Ermangelung eines Beschlusses der Regierung wird die Mindestrate angewandt.

§ 3 - Die Gebührensrate und der in Paragraph 2 erwähnte Betrag werden nach den von der Regierung festgelegten Verfahren und Modalitäten festgelegt.

Unterabschnitt 2 — Zahlung und Beitreibung

Art. 42 - § 1 - Die Gebühr wird dem Endverbraucher angerechnet und für Rechnung der Region von dem Lieferanten des besagten Kunden auf der Grundlage des tatsächlichen Verbrauchs dieses Kunden vereinnahmt.

In der an den Endverbraucher gerichteten Rechnung wird die von dem Endverbraucher geschuldete Gebühr genau angegeben und gilt als Zahlungsaufforderung.

Die Zahlungsfrist entspricht mindestens fünfzehn Tagen und läuft ab dem Einsenddatum der Zahlungsaufforderung.

§ 2 - Die Regierung regelt das Verfahren und die Modalitäten zur Gebührenvereinnahmung durch den Lieferanten, zur Entrichtung der vereinnahmten Beträge an die Region und zur Beitreibung. Sie bestimmt die der Region zu liefernden Informationen, die zur Kontrolle und Beitreibung der Gebühr erforderlichen Auskünfte und die Tarife für die Zwangsbeitreibungskosten zu Lasten der Gebührenpflichtigen.

Die Gebühr wird jedes Trimester auf das Konto der Wallonischen Region mit einem deutlichen Vermerk überwiesen.

§ 3 - Die Regierung trifft die erforderlichen Maßnahmen im Hinblick auf die Gewährleistung der genauen Vereinnahmung der Gebühr und die Regelung der Überwachung und Kontrolle der Personen, seitens derer diese Gebühr eintreibbar ist.

Art. 43 - Das Veranlagungsjahr stimmt mit dem Besteuerungszeitraum überein.

KAPITEL XI — Energieausschuss

Art. 44 - Der durch den Artikel 51 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingerichtete Energieausschuss ist beauftragt, auf Anfrage der Regierung, der «CWAPE» oder auf eigene Initiative Gutachten über die Ausrichtung des regionalen Gasmarkts im Sinne der öffentlichen Interessen, der nachhaltigen Entwicklung und der Ausgaben öffentlichen Dienstes abzugeben.

KAPITEL XII — Soziale Energiebetreuung und lokale Kommission

Art. 45 - Jedes öffentliche Sozialhilfzentrum ist beauftragt, bei den Haushaltskunden, die sich entgegen ihrem Elektrizitäts- oder Gaslieferanten in Zahlungsschwierigkeiten befinden, eine soziale Energiebetreuung zu gewährleisten. Die soziale Energiebetreuung wird infolge einer von dem mit der Lieferung des Kunden beauftragten Lieferanten oder Netzbetreiber durchgeführten Zustellung gewährleistet, und zwar gemäß den in Durchführung des Artikels 34, 1°, b. und 2°, c. des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und der Artikel 32, 2° und 33, 3° des vorliegenden Dekrets angeordneten Erlassen der Regierung.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die soziale Energiebetreuung.

Art. 46 - § 1 - In jeder Gemeinde wird auf Initiative des Vorsitzenden des Sozialhilferats eine lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der minimalen Elektrizitätslieferung eingerichtet, die sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

- ein von dem Sozialhilferat bezeichneter Vertreter;
- ein Vertreter, der die soziale Energiebetreuung innerhalb des öffentlichen Sozialhilfzentrums übernimmt;
- ein Vertreter des Netzbetreibers, der für die garantierte minimale Liefermenge sorgt;

Die Kommission wird auf Initiative des Betreibers des Verteilernetzes einberufen. Sie befindet über die eventuelle Sperrung der minimalen Elektrizitätslieferung des geschützten Kunden, der die von dem Netzbetreiber gelieferte garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nimmt. Falls die Sperrung beschlossen wird, gibt die Kommission deren genaue Zeitspanne an.

Die Kommission beschließt mit der Stimmenmehrheit der Mitglieder, nachdem der Kunde zur Anhörung vorgeladen wurde. Der Kunde kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen. Die Kommission beschließt unter Ausschluss der Öffentlichkeit. Der Beschluss wird dem Kunden und dem Netzbetreiber innerhalb von sieben Tagen zugestellt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und die Arbeitsweise der Kommission und kann deren Zusammensetzung erweitern.

§ 2 - Zwischen dem 15. November und dem 15. März kann in keiner Wohnung, die als Hauptwohnsitz bewohnt wird, die minimale Elektrizitätslieferung eines geschützten Kunden gesperrt werden. Die im Laufe dieses Zeitraums verbrauchte Energie bleibt zu Lasten des Kunden.

Unter Berücksichtigung besonderer winterlicher klimatischer Verhältnisse kann die Regierung diesen Zeitraum verlängern.

Jede in Übertretung der Vorschriften des vorliegenden Dekrets oder seiner Anwendungserlasse vorgenommene Sperrung verpflichtet den Lieferanten dieses Kunden zur Zahlung einer täglichen Pauschalentschädigung in Höhe von 125 Euro bis zur Wiederherstellung der Versorgung. Dieser Betrag wird jährlich von Rechts wegen an den Index angepasst, indem er für den Monat Oktober des Veranlagungsjahrs mit dem Index der Verbraucherpreise multipliziert und durch den Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember des Jahres, das dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vorhergeht, dividiert wird.

KAPITEL XIII — Strafen

Art. 47 - § 1 - Mit einer Freiheitsstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 1 bis 500 Euro oder mit lediglich einer dieser Strafen werden bestraft:

1° diejenigen Personen, die sich den Überprüfungen und Ermittlungen der «CWAPE» oder der Regierung aufgrund des vorliegenden Dekrets widersetzen, sich weigern den Letzteren die Informationen zu übermitteln, die sie aufgrund des vorliegenden Dekrets zu liefern verpflichtet sind oder bewusst falsche oder unvollständige Informationen liefern;

2° diejenigen Personen, die den Bestimmungen der Artikel 29 und 30 zuwiderhandeln.

§ 2 - Wenn der Zuwiderhandelnde eine juristische Person ist, können aus Gründen der in Paragraph 1 angegebenen Tatbestände ebenfalls eine oder mehrere der nachstehenden Strafen auferlegt werden:

1° die Auflösung, wobei diese entgegen den juristischen Personen öffentlichen Rechts nicht auferlegt werden kann;

2° das Verbot, eine in den Bereich des Gesellschaftszwecks fallende Tätigkeit auszuüben, mit Ausnahme der Tätigkeiten, die in einen Aufgabenbereich öffentlichen Dienstes fallen;

3° die Schließung einer oder mehrerer Einrichtungen, mit Ausnahme der Einrichtungen, innerhalb deren Tätigkeiten ausgeübt werden, die in einen Aufgabenbereich öffentlichen Dienstes fallen;

4° die Veröffentlichung oder Verbreitung des Beschlusses.

Art. 48 - § 1 - Unbeschadet der anderen, in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Maßnahmen, kann die «CWAPE» jeder in der Wallonischen Region ansässigen und der Anwendung des vorliegenden Dekrets unterliegenden natürlichen oder juristischen Person anordnen, sich innerhalb der von der «CWAPE» festgesetzten Frist an die festgelegten Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungserlasse zu halten.

Wenn diese Person nach Ablauf der Frist weiterhin ihre Pflicht versäumt und nachdem die «CWAPE» sie angehört oder ordnungsgemäß vorgeladen hat, kann die Letztgenannte dieser Person eine Ordnungsstrafe auferlegen, deren Betrag sie festlegt. Die betreffende Person kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen, um ihre Verteidigung auszulegen.

Die Strafe kann weder unter 1.240 Euro noch über 99.160 Euro pro Kalendertag liegen. Außerdem darf die Gesamtstrafe 1.983.150 Euro, oder wenn der folgende Betrag höher liegt, 3% des Umsatzes, den die betreffende Person im Laufe des letzten abgeschlossenen Haushaltsjahrs auf dem regionalen Gasmarkt getätigt hat, nicht überschreiten.

Die gemäß Artikel 47 eingeleitete Strafverfolgung schließt die Ordnungsstrafe aus, was die verfolgten Tatbestände betrifft, auch wenn sie mit einem Freispruch endet.

§ 2 - Die «CWAPE» informiert die betreffende Person per Einschreiben. In dieser begründeten Zustellung wird der Betrag der vorgesehenen Ordnungsstrafe angegeben.

§ 3 - Wenn die betreffende Person nicht mit der vorgesehenen Strafe einverstanden ist, kann sie innerhalb von zehn Tagen ab der in Paragraph 3 erwähnten Zustellung der «CWAPE» per Einschreiben ihre Gegenargumente übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird der Beschluss rechtskräftig.

Innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist kann die betreffende Person bei der «CWAPE» beantragen, angehört zu werden, um ihre Verteidigung auszulegen. Sie kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen.

Auf der Grundlage der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Elemente, fasst die «CWAPE» einen endgültigen Beschluss. Sie stellt ihren begründeten Beschluss und den Betrag der dem Beklagten auferlegten Geldstrafe per Einschreiben zu.

§ 4 - Nach Einsendung der in Paragraph 2 oder Paragraph 3, Absatz 3 erwähnten Zustellung ist die Ordnungsstrafe innerhalb von dreißig Tagen zu begleichen.

Die «CWAPE» kann eine von ihr festgelegte Nachfrist gewähren. Wenn die betreffende Person versäumt die Ordnungsstrafe zu zahlen, wird diese durch einen Zahlungsbefehl beigesteuert. Die Regierung bezeichnet die mit dem Erlass oder der Vollstreckbarkeitsklärung der Zahlungsbefehle beauftragten Beamten. Diese Zahlungsbefehle werden durch den Gerichtsvollzieher und mit einer Zahlungsaufforderung zugestellt.

§ 5 - Der Einspruch beim Gericht erster Instanz bezüglich der Ordnungsstrafe gemäß dem Paragraphen 1 hat aufschiebende Wirkung.

Art. 49 - § 1 - Die gesamte oder teilweise Zerstörung der Infrastrukturen zur Erzeugung, Umwandlung, lokalen Übertragung, Versorgung oder Benutzung von Gas bzw. die Verhinderung oder absichtliche Störung der Übertragung von Gas durch das Netz wird untersagt.

Jeder Verstoß gegen Absatz 1 wird mit einer Freiheitsstrafe von fünfzehn Tagen bis drei Jahren und einer Geldstrafe von 1 bis 10 Euro geahndet.

§ 2 - Wer aus Fahrlässigkeit unabsichtlich Infrastrukturen zur Erzeugung, Umwandlung, lokalen Übertragung, Versorgung oder Benutzung von Gas zerstört oder beschädigt hat bzw. die Übertragung von Gas durch das Netz verhindert oder gestört hat, wird mit einer Geldstrafe von 40 Cent bis 6 Euro und einer Freiheitsstrafe von ein bis sieben Tagen oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

KAPITEL XIV — Abändernde Bestimmungen

Art. 50 - Artikel 2 des Dekrets bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird in drei Punkten abgeändert:

1° Unter 9° wird die Zahl «30» durch die Zahl «1» ersetzt;

2° Der Punkt 15° wird mit folgendem Wortlaut ergänzt: «, die einen Erzeuger oder einen Endverbraucher verbindet, und die das Eigentum des Netzbenutzers ist, den sie verbindet»;

3° Vor dem Wortlaut «es wird ein Punkt 20bis eingefügt» wird «3.» geschrieben.

Art. 51 - In Artikel 3 desselben Dekrets wird das Wort «zukünftige» gestrichen.

Art. 51bis - In Artikel 4, Absatz 1, desselben Dekrets wird der Wortlaut «von 30 bis 70 Kilovolt» gestrichen.

Art. 52 - Artikel 10 desselben Dekrets wird mit folgendem Paragraphen ergänzt:

«§ 3 - Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet Eigentümer eines Teils des Netzes ist, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wird, kann die Regierung die Gemeinde ermächtigen, auf ihre Kosten die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken des auf ihrem Grundstück gelegenen und zur Durchführung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers notwendigen Verteilernetzes vorzunehmen.

Die umschlossene Gemeinde ist diejenige, auf deren Gebiet sich das Verteilernetz befindet, das von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden verwaltet wird.

Das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken und der Konzessionen für den Bau von Autobahnen eingeführte Dringlichkeitsverfahren ist auf die in Paragraph 3, Absatz 1 erwähnten Enteignungen anwendbar.

In Abweichung von Artikel 9 des Dekrets vom 5. Dezembers 1996 über die wallonischen Interkommunalen kann eine an einer mit der Verwaltung des Verteilernetzes beauftragten Interkommunale beteiligte Gemeinde sich vor dem Ablauf der Interkommunale zurückziehen, wenn sie die in Paragraph 3, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt, außer in den in Artikel 9 erwähnten Fällen. In diesem Fall ist ungeachtet jeglicher Bestimmung in Sachen Satzungen keine Abstimmung erforderlich. Die Gemeinde ist verpflichtet, für den nach der Abschätzung der Sachverständigen berechneten Schaden, den ihre Zurückziehung bei den anderen Beteiligten verursacht, aufzukommen.»

Art. 53 - In Artikel 15, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets wird der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt: «Der von den Betreibern der Verteilernetze erarbeitete Anpassungsplan gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren; er wird nach und nach unter Berücksichtigung der Bedürfnisse und mindestens alle zwei Jahre im Laufe der folgenden fünf Jahre gemäß dem in Absatz 1 vorgesehenen Verfahren angepasst.»

Art. 54 - In Artikel 19 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1, Absatz 1 wird mit folgendem Wortlaut ergänzt: «Eine Abschrift dieser Notifizierung wird an den Minister gerichtet».

2° Die Paragraphen 2 und 3 werden gestrichen und durch folgende Bestimmungen ersetzt: «§ 2 - Wenn der Netzbetreiber die Ausführung von in § 1 erwähnten Arbeiten auf, über oder unter einem öffentlichen Eigentum, das keinem Mitglied des Netzbetreibers gehört, beabsichtigt, reicht der Netzbetreiber einen Antrag auf eine Straßenbaugenehmigung beim betroffenen Besitzer des öffentlichen Eigentums ein. Im Falle einer Ablehnung seitens des Besitzers des öffentlichen Eigentums kann der Netzbetreiber beim Minister Einspruch erheben.

Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Gewährung der Straßenbaugenehmigung, insbesondere die Beantragungsform, die Unterlagen, die dem Antrag beizulegen sind, die Untersuchung der Akte und die von den Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, durchzuführenden Untersuchungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde befinden und dem Antragsteller ihren Beschluss mitteilen muss, sowie das Verfahren und die Modalitäten für den Einspruch beim Minister und die Gebühr für die Prüfung der Akte.»

Art. 55 - Artikel 20 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 2 wird der Punkt 3° durch folgenden Wortlaut ersetzt: «K = die Anzahl kWh, die auf dem Gebiet der Gemeinde durch den Netzbetreiber gemessen worden sind, geteilt durch kWhGR».

2° In Absatz 2, 4° wird der Wortlaut «die Länge der elektrischen Leitungen» durch den Wortlaut «die Länge der vom Netzbetreiber verwalteten elektrischen Leitungen» ersetzt.

3° In Absatz 4 wird der Wortlaut «das Verfahren und» zwischen die Wörter «bestimmt» und «die Modalitäten» eingefügt.

4° Am Ende des Artikels wird der Wortlaut «und die Gemeinde» hinzugefügt.

Art. 56 - Dem Artikel 22 desselben Dekrets wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Regierung kann die Rechte und Pflichten des eventuellen Mieters des privaten Grundstücks im Rahmen des Verkaufs dieses Grundstücks bestimmen».

Art. 57 - Artikel 34 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Unter 1° wird ein Punkt e. mit folgendem Wortlaut eingefügt: «e. in Sachen Umweltschutz die Verpflichtung, Tarifformeln vorzuschlagen, die eine rationelle Energienutzung seitens der Haushaltskunden der Stromversorger fördern;»

2° Unter 2°, d. wird der Wortlaut «die rationelle Energienutzung» durch den Wortlaut «die rationelle Energienutzung seitens der Haushaltdkunden» ersetzt.

Art. 58 - Artikel 35 desselben Dekrets wird gestrichen.

Art. 59 - In Artikel 38, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt:

«Der Prozentsatz des eingesparten Kohlendioxids ist für die Produktionseinheiten in ihrem Produktionsbereich, der 5 MW übersteigt, auf 1 beschränkt. Unterhalb dieser Schwelle ist er auf 2 beschränkt.»

Art. 60 - In Art. 39 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1, Absatz 1 wird der Wortlaut «vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres» gestrichen.

2° In Paragraph 2 wird der letzte Satz gestrichen.

Art. 61 - In Art. 45, § 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Im ersten Satz des ersten Absatzes wird der Wortlaut «drei Verwaltern» durch den Wortlaut «vier Verwaltern» ersetzt und der Wortlaut «sechs Jahren» durch den Wortlaut «fünf Jahren» ersetzt.

2° Der zweite Satz des ersten Absatzes wird durch folgenden Satz ersetzt: «In Abweichung von dem oben angeführten werden der Vorsitzende und die Verwalter bei der Bildung der «CWAPE» für einen Zeitraum ernannt, der am 31. August 2008 abläuft.»

3° Der erste Satz des zweiten Absatzes wird durch folgenden Satz ersetzt: «Durch ordnungsgemäß begründeten Beschluss und nach Anhörung der betroffenen Personen kann die Wallonische Regierung den Vorsitzenden oder die Verwalter vorübergehend von ihrem Amt befreien oder sie verfrüht entlassen.»

4° Es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: «Das Mandat des Vorsitzenden oder eines Verwalters des Direktionsausschusses der «CWAPE» geht zu Ende, wenn der Inhaber dieses Mandats das vollendete Alter von fünfundsiebzig Jahren erreicht hat. Der Minister kann das laufende Mandat jedoch verlängern, bis ein Nachfolger ernannt wird, ohne dass diese Verlängerung mehr als ein Jahr betragen darf.»

Art. 62 - Artikel 46 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Im ersten Satz des ersten Paragraphen wird der Wortlaut «drei Direktionen» durch den Wortlaut «vier Direktionen» ersetzt.

2° In Paragraph 1 wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt: «4° eine Direktion « technische Funktionsweise des Gasmarktes und Mechanismen zur Förderung des Gases aus erneuerbaren Energien;».

3° Der Paragraph 3 wird gestrichen.

Art. 63 - In Artikel 51, § 2 desselben Dekrets werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Im ersten Satz wird das Wort «vierundzwanzig» durch das Wort «neunundzwanzig» ersetzt.

2° Es werden die Punkte 12°, 13° und 14° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: «12° ein Vertreter der Erzeuger von Gas aus erneuerbaren Energien; 13° drei Vertreter der Betreiber der Gasnetze; 14° ein Vertreter der Gaslieferanten».

Art. 64 - Artikel 53, § 7 desselben Dekrets wird durch folgenden Satz ersetzt:

«Der Ertrag der Ordnungsstrafen wird dem in Kapitel X des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes gemeinten Energiefonds zugeteilt.»

Art. 65 - In Art. 59, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut «den Eigentümer des Straßennetzes» durch den Wortlaut «den Minister» ersetzt; der Wortlaut «auf dem besagten Straßennetz» wird gestrichen.

Art. 66 - In Artikel 569, 33° des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 53, § 4 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes wird der Wortlaut «aufgrund Artikel 53, § 1 des Dekrets über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes» durch folgenden Wortlaut ersetzt: «aufgrund Artikel 53, § 1 des Dekrets über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes oder Artikel 48, § 1 des Dekrets über die Organisation des regionalen Gasmarktes».

Art. 67 - In Artikel 13, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz wird der Wortlaut «der in Artikel 35 des Dekrets erwähnte Sozialfonds» durch den Wortlaut «der Energiefonds im Sinne von Kapitel X des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes» ersetzt.

KAPITEL XV — *Übergangsbestimmungen und Inkrafttreten*

Art. 68 - Der Verwalter der «CWAPE», der mit der Leitung der technischen Funktionsweise des Gasmarktes beauftragt ist, wird im Rahmen des Verfahrens bezeichnet, das in Art. 45, § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes vorgesehen ist. Er tritt sein Amt an innerhalb eines Monats nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets. Solange dieser Verwalter sein Amt nicht angetreten hat, ist die Regierung ermächtigt, die Artikel durchführen zu lassen, für deren Durchführung die «CWAPE» sorgen muss oder für die letztere kraft des vorliegenden Dekrets zur Abgabe eines Gutachtens verpflichtet ist.

Art. 69 - Mit Ausnahme der Betreiber von Verteilernetzen für Gas, das ausschließlich aus erneuerbaren Energien stammt, bezeichnet die Regierung auf der Grundlage der in Artikeln 3 bis 10 angeführten Kriterien den oder die Betreiber von Verteilernetzen, die geographisch getrennten Gebieten, die nicht aufeinander übergreifen, entsprechen. Diese Bezeichnung erfolgt auf Vorschlag der Gemeinden und Provinzen, wenn letztere Mitglieder einer Interkommunale sind, die im Bereich der Gasverteilung tätig ist und bereits vor der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* gebildet war, anschließend an eine Stellungnahme der «CWAPE» und spätestens zwölf Monate nach dem Inkrafttreten des Dekrets.

Wenn die Gemeinden und/oder Provinzen innerhalb drei Monaten nach der Veröffentlichung einer Bekanntmachung des Ministers im *Belgischen Staatsblatt* noch keinen Vorschlag gemacht haben, bezeichnet die Regierung, nachdem die «CWAPE» dazu Stellung genommen hat, den oder die Betreiber der Verteilernetze.

Die Regionen und Interkommunales, die im Bereich der Gasverteilung tätig sind, und bereits vor der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* gebildet waren, werden übergangsweise mit der Verwaltung des Verteilernetzes beauftragt.

Art. 70 - Innerhalb drei Monaten nach dem Inkrafttreten des in Absatz 2 erwähnten Erlasses der Regierung, übermittelt der Netzbetreiber dem Minister eine Notifizierung über das bestehende Netz, dessen Verwaltung er zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets gewährleistet. Die in Artikel 20 erwähnte Gebühr ist sofort ab dieser Notifizierung zu zahlen.

Die Regierung legt das Verfahren zur Notifizierung im Bereich des Straßennetzes im Sinne von Absatz 1 fest; dies betrifft insbesondere die Form der Erklärung und die ihr beizufügenden Unterlagen.

Art. 71 - Der Anpassungsplan und der Erweiterungsplan des Verteilernetzes werden zum ersten Mal innerhalb zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten von Artikel 16 aufgestellt.

Art. 72 - Solange die in Artikel 40 erwähnte Gebühr nicht dem auf der Grundlage von Artikel 37 gebildeten Energiefonds zugeführt wird, verfügt die «CWAPE» über eine Dotation zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region, deren Betrag durch das Dekret zur Festlegung des Haushaltsplans festgelegt wird.

Art. 73 - Das Dekret vom 25. Februar 1999 über die Bereitstellung eines Minimums an elektrischer Leistung und über die Einstellung der Bereitstellung von Gas und elektrischer Leistung und der Erlass der Exekutive vom 16. September 1985 zur Festlegung der Kategorien von Bezugsberechtigten für ein Minimum an Stromzufuhr für den Hausgebrauch werden aufgehoben.

Das Dekret vom 4. Juli 1985 bezüglich der Bereitstellung eines Minimums an Stromzufuhr für den Hausgebrauch und das Dekret vom 21. Februar 1991 zur Errichtung von lokalen Gutachtenskommissionen über Gas- und Stromabspernung werden beim Inkrafttreten der Erlasse zur Durchführung der Artikel 32, 2° und 33, 3° des vorliegenden Dekrets und des Artikels 34, 1°, b. und 2°, c. des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes aufgehoben.

Art. 74 - Die Kapitel I bis IV, VI mit Ausnahme des Artikels 30, § 2 und § 3, VII bis XIII und XV treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets in Kraft.

Das Kapitel XIV wird ab dem 1. Januar 2003 wirksam.

Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens der sonstigen Bestimmungen des vorliegenden Dekrets fest. Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

Sitzung 2001-2002.

Dokumente des Rats 398 (2001-2002) Nr. 1 bis 30

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 2002

Diskussion. Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 567

[2003/200080]

19 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 98/30/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « gas » : elke brandstof die gasvormig is bij een temperatuur van 15 graden Celsius en onder een druk van 760 millimeter kwikkolom;

2° « aardgas » : elke gasvormige brandstof van ondergrondse oorsprong die hoofdzakelijk uit methaan bestaat, met inbegrip van vloeibaar aardgas, afgekort « LNG », en met uitzondering van mijngas;

3° « gas uit hernieuwbare energiebronnen » : gas afkomstig van de transformatie van hernieuwbare energiebronnen hetzij door gisting, hetzij door thermochemische behandeling;

4° « site » : exploitatie- of verblijfplaats afgebakend door openbare wegen of eigendomsgrenzen, voorzien van één of meer leveringspunten en geëxploiteerd of bezet door dezelfde persoon;

5° « hernieuwbare energiebronnen » : elke energiebron bedoeld in artikel 2, 4°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

6° « kwaliteitswarmtekraftkoppeling » : de warmtekraftkoppeling bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

7° « distributienet » : geheel van infrastructuur, opslagmiddelen en al dan niet onderling verbonden leidingen, beheerd met het oog op de gasdistributie;

8° 'distributie' : activiteit die erin bestaat gas via plaatselijke pijpleidingnetten te leveren aan eindafnemers gevestigd in een geografisch afgebakend gebied;

9° « neteigenaars » : de eigenaars van de infrastructuur, opslagmiddelen en leidingen waaruit het distributienet bestaat;

10° « netbeheerder » : de beheerder(s) van de gasdistributienetten aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II;

11° « netgebruiker » : elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het distributienet aangesloten is;

12° « ondersteunende diensten » : alle diensten die nodig zijn voor de exploitatie van het net;

13° « directe leiding » : elke leiding voor gasdistributie vanaf een producent of naar een eindafnemer die niet fysiek aangesloten is op het gasdistributienet en die eigendom is van de netgebruiker waarop zij aangesloten is;

14° « afnemer » : elke eindafnemer, leverancier of tussenpersoon;

15° « eindafnemer » : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die aardgas voor eigen gebruik koopt;

16 « in aanmerking komende afnemer » : elke afnemer die krachtens artikel 27 of krachtens de wetgeving van een ander Gewest of van een andere lidstaat van de Europese Unie, het recht heeft om contracten voor de levering van gas te sluiten met een leverancier of een tussenpersoon van zijn keuze en, te dien einde, het recht heeft om toegang te krijgen tot het distributienet onder de voorwaarden bedoeld in artikel 26;

17° « gebonden afnemer » : eindafnemer die niet het recht heeft om contracten inzake gaslevering te sluiten met een leverancier of tussenpersoon van zijn keuze;

18° « residentiële afnemer » : afnemer die het gas voornamelijk voor huishoudelijk gebruik bestemt;

19° « beschermde afnemer » : eindafnemer ingedeeld bij een categorie bedoeld in artikel 33 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en die in aanmerking mag komen voor de sociale maatregelen betreffende de gasector;

20° « sociaal tarief » : specifiek tarief toepasselijk op beschermde afnemers en bepaald door de bevoegde overheid;

21° « sociale begeleiding inzake energie » : elke begeleidingsmaatregel ten gunste van gezinnen met sociale problemen met het oog op de beperking van hun energetisch verbruik en de desbetreffende facturen, materiële investeringen uitgezonderd;

22° « leverancier » : elke natuurlijke of rechtspersoon die gas verkoopt aan eindafnemers;

23° « tussenpersoon » : elke natuurlijke of rechtspersoon die gas koopt om het door te verkopen aan een andere tussenpersoon of aan een leverancier;

24° « verwant bedrijf » : elk bedrijf verbonden met een ander bedrijf in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen;

25° « technisch reglement » : het technisch reglement voor het beheer van het net en de toegang ertoe, opgesteld overeenkomstig artikel 14;

26° « aanpassingsplan » : plan m.b.t. de omvormingen van de netstructuur, opgesteld overeenkomstig artikel 16, § 1;

27° « uitbreidingsplan » : plan m.b.t. de netuitbreidingen (bijkomende netstructuur), opgesteld overeenkomstig artikel 16, § 3;

28° « elektriciteitsdecreet » : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

29° « wet » : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt en het fiscaal statuut van de elektriciteitsproducenten;

30° « Richtlijn 98/30 » : Richtlijn 98/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas;

31° « Minister » : de Waalse Minister bevoegd voor Energie;

32° « CWAPE » : de Waalse energiecmmisssie bedoeld in hoofdstuk XI van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals aangevuld bij dit decreet;

33° « comité » : het Energiecomité ingesteld bij artikel 51 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals aangevuld bij artikel 44 van dit decreet;

34° « controlecomité » : het controlecomité voor de elektriciteit en het gas, bedoeld in de artikelen 170 tot 172 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 147 van 30 december 1982;

35° « CREG » : de Commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas, opgericht bij artikel 23 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van elektriciteitsmarkt en bij artikel 15 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt en het fiscaal statuut van de elektriciteitsproducenten.

HOOFDSTUK II. — *Aanwijzing van de netbeheerders*

Art. 3. Elke beheerder van het gasdistributienet is eigenaar of houder van een genotrecht op de infrastructuur, opslagmiddelen en leidingen waaruit het net bestaat dat hij wenst te beheren.

Art. 4. Het beheer van het gasdistributienet wordt waargenomen door één of meer distributienetbeheerders aangewezen overeenkomstig onderstaande bepalingen

Art. 5. § 1. De distributienetbeheerder is een publiekrechtelijke rechtspersoon.

Hij kan de vorm van een intercommunale aannemen.

In dat geval is artikel 13, tweede lid, van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales niet van toepassing op de activiteit "beheer van het distributienet" in elke aangelegenheid die hetzij de onafhankelijkheid van de netbeheerder t.o.v. de producenten, de leveranciers van de in aanmerking komende afnemers en de tussenpersonen, hetzij de toegang tot het net op de helling zet.

In afwijking van artikel 15, § 2, van bovenbedoeld decreet, vereist elke statutaire wijziging een gewone meerderheid van stemmen uitgebracht door de afgevaardigden die aanwezig zijn op de algemene vergadering van de netbeheerder, met inbegrip van een meerderheid van tweederde van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentelijke en provincievennoten.

§ 2. De zetel, het centrale bestuur en de exploitatiezetel van de netbeheerder zijn gevestigd in het Waalse Gewest. Van die bepaling mag evenwel worden afgeweken voor zover bedoelde beheerder de distributieactiviteit op bedoeld net uitoefende bij de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 6. Minstens 51 % van de aandelen die het kapitaal van de distributienetbeheerder vertegenwoordigen, is in handen van de gemeenten en, in voorkomend geval, van de provincies. De statuten van de distributienetbeheerder mogen geen maximumbedrag opleggen voor de kapitaal aandelen in handen van de gemeenten en provincies.

Art. 7. § 1. De netbeheerder mag geen andere activiteiten i.v.m. gasproductie, -invoer of -verkoop uitvoeren dan de verkoopactiviteiten vereist door zijn coördinatietaak als netbeheerder.

De netbeheerder mag zich niet verbinden tot activiteiten inzake levering aan in aanmerking komende afnemers, noch tot de levering op de gasmarkt van andere diensten die geen rechtstreeks verband houden met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 12.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mag de netbeheerder :

1° gas leveren aan gebonden afnemers op verzoek van de gemeenten;

2° activiteiten uitvoeren i.v.m. de productie, opslag of levering van gas uit hernieuwbare bronnen.

Als de netbeheerder één van de in de vorige leden bedoelde activiteiten uitvoert, vertegenwoordigen de aandelen bedoeld in artikel 6 de gezamenlijke activiteiten. Die activiteiten zijn het voorwerp van een aparte boekhouding.

§ 3. De netbeheerder mag andere activiteiten uitvoeren die niet rechtstreeks te maken hebben met de gassector.

In dat geval worden de verschillende activiteiten bedoeld in het vorige lid in de statuten van de distributienetbeheerder vermeld als aparte activiteitensectoren waarvan de adviesorganen eigen zijn aan de sector. Ze worden samengesteld op grond van de aandelen die de sector vertegenwoordigen en beschikken over een aparte boekhouding.

Art. 8. De leverancier van een categorie gebonden afnemers die voldoen aan de bij artikel 27 gestelde voorwaarden om in aanmerking te komen wijst een leverancier met een leveringsvergunning aan om die eindafnemers te bevoorraden zolang die geen andere leverancier hebben gekozen. De Regering bepaalt de aanwijzingsprocedure en -voorwaarden zodat de keuzevrijheid ten gunste van de in aanmerking komende afnemer georganiseerd wordt.

Art. 9. In afwijking van artikel 7, § 1, wordt de distributienetbeheerder gemachtigd om gas te leveren tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer die voldoet aan de in artikel 27 bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen.

Art. 10. § 1. Op grond van de voorwaarden bedoeld in de vorige artikelen en van de technische en financiële draagkracht van de kandidaat die de vlotte uitvoering van de opdrachten van de netbeheerder waarborgen, wijst de Waalse Regering, na advies van de « CWAPE », de beheerder(s) van de distributienetten aan die geografisch gescheiden en elkaar niet overlappende zones bestrijken.

Als bedoeld distributienet geheel of ten dele eigendom is van één of meer gemeenten en/of provincies, wordt de netbeheerder op hun voordracht aangewezen.

Als de gemeenten en/of provincies geen netbeheerder hebben voorgedragen binnen drie maanden na de bekendmaking van een bericht van de minister in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Waalse Regering hem/ze aan na advies van de « CWAPE ».

§ 2. De netbeheerder wordt aangewezen voor een hernieuwbare termijn van maximum twintig jaar. Zijn aanwijzing vervalt in geval van ontbinding, splitsing of fusie. In geval van fusie van netbeheerders blijft de aanwijzing evenwel lopen tot de uiterste vervaldatum van de toegekende mandaten.

De Waalse Regering kan de netbeheerder na advies van de « CWAPE » ontslaan wegens niet nakoming van de verplichtingen opgelegd krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan. De Waalse Regering bepaalt de aanwijzings-, hernieuwings- en afzettingsprocedure.

§ 3. Als de netbeheerder wordt voorgedragen door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente, kan de Regering die gemeente ertoe machtigen op eigen kosten over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van bedoeld distributienet indien zulks nodig is voor de uitvoering van de opdrachten van de voorgedragen netbeheerder.

De ingesloten gemeente is de gemeente waarvan het distributienet, dat op haar grondgebied gelegen is, beheerd wordt door een andere beheerder dan de beheerder van het net van de gezamenlijke aangrenzende gemeenten.

De rechtspleging bij dringende omstandigheden ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van autosnelwegen is van toepassing op de onteigeningen bedoeld in § 3, eerste lid.

In afwijking van artikel 9 van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales mag een gemeente verbonden met een intercommunale die het beheer van het distributienet waarneemt, naast de gevallen bedoeld in artikel 9 hierboven, vóór de vervaldatum van de intercommunale uittreden als ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 3, eerste lid. In dat geval wordt geen stemming vereist, onverminderd elke statutaire bepaling. De gemeente vergoedt de schade die haar uittreden aan de andere vennoten berokkent. De schade wordt door een deskundige geschat.

Art. 11. § 1. In afwijking van de artikelen 5 tot 10 kan de Regering een producent of een leverancier van gas uit hernieuwbare bronnen dat niet compatibel zou zijn met het aardgas dat via het net van de netbeheerder geleverd wordt, ertoe machtigen een distributienet voor gas uit hernieuwbare bronnen te beheren. In dat geval worden de verschillende activiteiten als afzonderlijke activiteitensectoren opgenomen in de statuten van de beheerder van het distributienet voor gas uit hernieuwbare bronnen. Die gasproducent wordt dan niet beschouwd als netbeheerder in de zin van de artikelen 3 tot 10.

§ 2. Zodra het gas uit hernieuwbare bronnen compatibel is met het aardgas dat via het net geleverd wordt, zijn de bepalingen van artikel 14 van dit decreet van toepassing.

Als het gas uit hernieuwbare bronnen niet compatibel is, maakt de « CWAPE » in overleg met de betrokken netbeheerder een technisch reglement op m.b.t. het beheer en de veiligheid van het net voor distributie van gas uit hernieuwbare bronnen.

HOOFDSTUK. III. — *Beheer van de distributienetten*

Art. 12. § 1. Het beheer van het distributienet wordt waargenomen door de beheerder(s) die overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 aangewezen word(t)en.

§ 2. De netbeheerder staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij aangewezen wordt, alsook voor de interconnecties met andere gasnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen.

Daartoe wordt de netbeheerder voor bedoeld netgedeelte belast met o.a. de volgende taken :

1° de verbetering, vernieuwing en uitbreiding van het net, met name in het kader van het aanpassingsplan, teneinde een adequate capaciteit te waarborgen om aan de behoeften te voldoen;

2° het beheer van de afname- en injectiepunten op het net;

3° zorgen voor de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net en toezien op de beschikbaarheid van de nodige ondersteunende diensten om met name een optimale technische veiligheid te waarborgen met het oog op het voorkomen van gaslekkages en ontploffingen;

4° de telling van de afnamen en injecties op punten voor de aansluiting op andere netten, de levering aan afnemers en de uitwisseling met gasproducenten;

5° de tegeldemaking van openbare obligaties die hem o.a. krachtens artikel 32 toegekend worden.

Art. 13. § 1. Na advies van de « CWAPE » legt de Regering maatregelen op om een onafhankelijk en onpartijdig netbeheer te waarborgen, meer bepaald :

1° regels voor de samenstelling en de werking van de beheersorganen van de netbeheerder om te voorkomen dat producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen alleen of gezamenlijk een aanzienlijke invloed uitoefenen op het netbeheer;

2° voorwaarden inzake de onafhankelijkheid van het in artikel 17 bedoelde personeel, van de netbeheerder ten aanzien van de producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen, met name vanuit financieel oogpunt;

3° voorzorgsmaatregelen die de netbeheerder moet nemen met het oog op de vrijwaring van het vertrouwelijke karakter van de persoonlijke en commerciële gegevens waarvan de netbeheerder kennis heeft bij de uitvoering van zijn taken;

4° maatregelen ter voorkoming van discriminatie tussen netgebruikers of categorieën van netgebruikers en, meer bepaald, van elke vorm van discriminatie ten gunste van de vennoten van de netbeheerder, of ten gunste van de ondernemingen verbonden met die vennoten of met de netbeheerder.

§ 2. De beheerder van een net voor gas uit hernieuwbare bronnen valt niet onder de bepalingen bedoeld in § 1.

Art. 14. De « CWAPE » stelt in overleg met de netbeheerders een enig technisch reglement op voor het beheer van de distributienetten en de toegang ertoe. Het technisch reglement wordt goedgekeurd door de Waalse Regering en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Het voorziet o.a. :

1° in minimale technische vereisten voor de aansluiting op het net van de installaties voor productie, gewone connectie of interconnectie, alsook in de aansluitingstermijnen;

2° in minimale technische vereisten voor de aanleg van de netinfrastructuren en voor de directe leidingen;

3° in de procedure en de aanvullende regels betreffende de door de leveranciers en tussenpersonen ingediende aanvraag om toegangverlening tot het net, met inbegrip van de termijnen waarbinnen de netbeheerder op die aanvragen moet antwoorden;

4° in operationele regels waaraan de netbeheerder onderworpen is bij het technische beheer van de injecties en afnamen en bij de maatregelen die hij moet treffen om het hoofd te bieden aan problemen die de veiligheid en de continuïteit van de toevoer op de helling kunnen zetten, alsmede in maatregelen die een optimale technische veiligheid waarborgen ten einde gaslekkages en ontploffingen te voorkomen;

5° in ondersteunende diensten die de netbeheerder moet creëren;

6° in informatie en gegevens die de netgebruikers aan de netbeheerder moeten verstrekken;

7° in informatie die de netbeheerder moet verstrekken aan de beheerders van andere gasnetten waaraan het net is gekoppeld, met het oog op een veilige en efficiënte exploitatie, een gecoördineerde ontwikkeling en de interoperabiliteit van de gekoppelde netten;

8° in een voorschrift waarbij voorrang wordt gegeven aan gas uit hernieuwbare bronnen en aan fataal gas, voor zover ze compatibel zijn met het netgas.

Art. 15. De netbeheerder bezorgt de « CWAPE » jaarlijks alle boekhoudkundige gegevens i.v.m. de aansluitings- en gebruikskosten betreffende het net dat hij beheert, i.v.m. de kosten voor de ondersteunende diensten die hij verschaft, alsook, in voorkomend geval, i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 7, § 1.

De netbeheerder maakt jaarlijks de tarieven bekend die van toepassing zijn op het net waarvoor hij aangewezen is, met inbegrip van de tarieven betreffende de ondersteunende diensten.

Art. 16. § 1. De beheerders van het distributienet stellen in overleg met de « CWAPE » een aanpassingsplan op voor het net dat ze beheren. Het aanpassingsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering. Bij gebrek aan een beslissing binnen drie maanden wordt het plan geacht aangenomen te zijn.

Het aanpassingsplan slaat op een periode van vijf jaar. De vijf volgende jaren wordt het minstens om de twee jaar en al naar gelang de behoeften aangepast overeenkomstig de procedure bedoeld in het eerste lid. Het aanpassingsplan bevat een uitvoerige schatting van de behoeften inzake distributiecapaciteit, waarbij de onderliggende hypothesen worden opgegeven, en voorziet in het investeringsprogramma dat de netbeheerder belooft uit te voeren om aan de behoeften te voldoen.

§ 2. Als de « CWAPE » na overleg met de netbeheerder vaststelt dat de investeringen waarin het aanpassingsplan voorziet, de netbeheerder niet in staat stellen op een gepaste en efficiënte wijze aan de capaciteitsbehoeften te voldoen, kan de minister de netbeheerder verplichten het plan te wijzigen teneinde die situatie binnen een redelijke termijn te verhelpen. Het plan wordt gewijzigd overeenkomstig de procedure bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

§ 3. Elke distributienetbeheerder stelt in overleg met de « CWAPE » het uitbreidingsplan op voor het net dat hij beheert, en legt de prioritaire ontwikkelingszones vast met inachtneming o.a. van de gewestplannen, gemeentelijke plannen van aanleg en structuurplannen.

Het uitbreidingsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering. Bij gebrek aan een beslissing binnen drie maanden wordt het plan geacht aangenomen te zijn.

Het uitbreidingsplan slaat op een periode van drie jaar. De drie volgende jaren wordt het jaarlijks aangepast overeenkomstig de procedure bedoeld in het eerste lid. Het uitbreidingsplan bevat een uitvoerige schatting van de behoeften inzake de distributiecapaciteit van het net, waarbij de onderliggende hypothesen worden opgegeven, en voorziet in het investeringsprogramma dat de netbeheerder belooft uit te voeren om aan die behoeften te voldoen.

Art. 17. § 1. De netbeheerder beschikt over eigen personeel dat de strategische en vertrouwelijke taken zelf uitvoert of toevertrouwt aan een deskundige die onafhankelijk is van de producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen. De taken zijn hoe dan ook : de boekhoudingscontrole, de meteropname en de behandeling van de desbetreffende gegevens, alsook de contacten met de producenten die aangesloten zijn of die aangesloten wensen te worden op het betrokken net. Na advies van de « CWAPE » kan de Waalse Regering andere strategische en vertrouwelijke taken opleggen.

§ 2. De leden van de organen van de netbeheerder, zijn personeel en de onafhankelijke deskundige zijn gebonden door het beroepsgeheim. Zij mogen in geen geval de vertrouwelijke gegevens onthullen waarvan ze kennis krijgen vanwege de functies die ze bij de netbeheerder vervullen in het kader van de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 12, behalve wanneer zij opgeroepen worden om in rechte te getuigen en onverminderd de mededelingen aan de andere netbeheerders, aan de marktregulators en aan de minister, die uitdrukkelijk bepaald of toegelaten worden krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan. Elke overtreding van dit artikel wordt gestraft met de straffen bepaald bij artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De netbeheerder bepaalt de procedure en de voorwaarden voor de indienstneming van zijn eigen personeel. Die bepalingen worden goedgekeurd door de bevoegde toezichthoudende overheid.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten en plichten van de distributienetbeheerders*

Afdeling 1. — Kennisgeving en wegvergunning

Art. 18. § 1. Elke netbeheerder heeft het recht om op of onder het openbaar domein alle werken uitvoeren die nodig zijn voor de aanleg, de werking en het onderhoud van installaties voor gasdistributie, met inachtneming van de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. Het Gewest, de provincies en de gemeenten hebben het recht om de aanleg of het tracé van de op hun openbaar domein gelegen installaties voor gasdistributie alsmede de desbetreffende werken te laten wijzigen. De aangebrachte wijzigingen zijn voor rekening van de netbeheerder als ze worden opgelegd hetzij om redenen van openbare veiligheid, hetzij om de schoonheid van een landschap te beschermen, hetzij in het belang van een openbare dienst of van waterlopen, kanalen en openbare wegen, hetzij wegens wijzigingen aangebracht bij de toegang tot eigendommen gelegen langs de openbare weg. In de andere gevallen zijn ze voor rekening van het Gewest, de provincie of de gemeente, die dan een voorafgaande kostenraming mogen eisen en, in geval van onenigheid over de prijs van de uit te voeren werken, deze zelf mogen uitvoeren.

In afwijking van het vorige lid draagt het Waalse Gewest de kosten van de werken wanneer het op zijn domein of in het kader van zijn bevoegdheden wijzigingen oplegt aan de netbeheerder. Wanneer privaatrechtelijke rechtspersonen aangesloten zijn bij de netbeheerder, zijn de kosten van de werken slechts voor rekening van het Waalse Gewest voor zover de netbeheerder zich ertoe verbindt de door het Waalse Gewest gedragen compensatie geheel over te maken aan de betrokken publiekrechtelijke personen.

Art. 19. § 1. Vooraleer de werken m.b.t. de aanleg van nieuwe netinfrastructuren uit te voeren, richt de netbeheerder een kennisgeving aan de eigenaar van bedoeld openbaar domein als hij lid is van de netbeheerder. Een afschrift van de kennisgeving wordt aan de Minister gericht.

De Waalse Regering bepaalt de procedure van kennisgeving, met name het aangifteformulier en de bijgevoegde stukken.

§ 2. Als de netbeheerder van plan is de in § 1 bedoelde werken uit te voeren op of onder het openbaar domein dat geen eigendom is van één van zijn leden, dient hij een aanvraag om wegvergunning in bij de eigenaar van bedoeld openbaar domein.

De Regering bepaalt de procedure voor het verlenen van de wegvergunning, met name het aanvraagformulier, de bij te voegen documenten, de behandeling van het dossier en de onderzoeken uit te voeren door de overheden aan wie de aanvraag wordt gericht, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en de aanvrager kennisgeven van haar beslissing, alsmede de procedure en de modaliteiten voor de indiening van een beroep bij de Minister en de retributie te betalen voor de behandeling van het dossier.

Art. 20. De netbeheerder betaalt de gemeenten een jaarlijkse retributie wegens bezetting van het openbaar domein door het net waarvan hij het beheer waarneemt.

Voor het jaar *n* en voor een gegeven gemeente wordt het bedrag van de in het vorige lid bedoelde retributie vastgelegd op grond van onderstaande formule :

$$R = M \times kWuGR \times (0,6 K + 0,4 L)$$

Waarbij :

1° *M* = een vast bedrag tussen 0,05 en 0,25 eurocent per kWu, jaarlijks door de Regering vastgelegd;

2° *kWuGR* = het globale gasvolume geïnjecteerd op het net, min het gas overgedragen naar een ander net voor het jaar *n-1*;

3° *K* = het aantal kWugas gemeten door de netbeheerder op het grondgebied van de gemeente, gedeeld door *kWuGR*;

4° *L* = de lengte van de door de netbeheerder beheerde gasleidingen gelegen op het grondgebied van de gemeente in de loop van het jaar *n-1*, gedeeld door de lengte van de gasleidingen beheerd door die netbeheerder tijdens bovenbedoeld jaar.

Bij de aanleg van nieuwe netinfrastructuren betaalt de netbeheerder de retributie aan de gemeenten vanaf het aanslagjaar dat volgt op het jaar van kennisgeving of vergunning bedoeld in artikel 19.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de inning van de retributie en voor de indiening van het beroep van de netbeheerder en van de gemeente.

Afdeling 2. — Verklaring van algemeen nut

Art. 21. § 1. Na onderzoek kan de Regering de aanleg van netinfrastructuren onder, op of boven onbebouwde privé-terreinen van algemeen nut verklaren.

De verklaring van algemeen nut geeft de distributienetbeheerder in wiens belang ze wordt gedaan, het recht dergelijke installaties onder, op of boven bedoelde privé terreinen aan te leggen, er toezicht op te houden en de werken vereist voor de werking en het onderhoud ervan uit te voeren onder de voorwaarden vermeld in de verklaring.

De werken mogen pas na afloop van een termijn van twee maanden aangevat worden, te rekenen van de datum waarop de betrokken eigenaars en huurders daarvan bij ter post aangetekend schrijven brief in kennis worden gesteld.

§ 2. De begunstigde van de erfdiensbaarheid bedoeld in paragraaf 1 betaalt een vergoeding ten gunste van de eigenaar van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde fonds of van de houders van aan dat fonds gebonden zakelijke rechten.

De vergoeding kan het voorwerp uitmaken van een enige betaling en staat dan gelijk met een forfaitaire vergoeding : ze is ook betaalbaar in de vorm van een van tevoren te betalen jaarlijkse retributie.

§ 3. De Regering bepaalt :

1° de procedure voor de verklaring van algemeen nut bedoeld in paragraaf 1, met name het aanvraagformulier, de bij te voegen stukken, de behandeling van het dossier en de onderzoeken uit te voeren door de overheden aan wie de aanvraag wordt gericht, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en de aanvrager kennisgeven van haar beslissing, alsmede de retributie die de aanvrager moet betalen voor de behandeling van het dossier.

2° de wijze van berekening van de retributies bedoeld in paragraaf 2, alsmede de wijze waarop ze geïndexeerd worden.

Art. 22. Bij de gedeeltelijke bezetting van het openbaar of privé-domein wordt rekening gehouden met de bestemming ervan. De bezetting geeft niet aanleiding tot ontzetting maar vestigt een wettelijke erfdiensbaarheid van algemeen nut waarbij elke handeling verboden wordt die de installaties voor gasdistributie of de exploitatie ervan schade kan berokkenen.

De eigenaar van het met die erfdiensbaarheid bezwaarde erf kan de Minister binnen de door de Regering bepaalde termijn informeren dat hij de begunstigde van de erfdiensbaarheid verzoekt om bedoeld terrein te kopen. Bij gebrek aan een minnelijke verkoopovereenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 25 van toepassing.

Art. 23. § 1. De netinfrastructuren worden verplaatst en, in voorkomend geval, verwijderd op verzoek van de eigenaar van het bezwaarde erf of van de persoon die het recht heeft om er op te bouwen, als hij gebruik wil maken van dat recht. De Minister kan de netbeheerder een bijkomende termijn verlenen opdat hij de voor de verplaatsing vereiste vergunningen kan verkrijgen.

Als de belanghebbenden gebruik maken van dat recht zonder de verplaatsing of de verwijdering van de netinfrastructuren te eisen, behoudt de begunstigde van de erfdiensbaarheid het recht om toezicht op de installaties uit te oefenen en om de werken uit te voeren die nodig zijn voor de werking, het onderhoud of het herstel ervan.

De kosten voor de verplaatsing of de verwijdering van de netinfrastructuren worden door de begunstigde van de erfdiensbaarheid gedragen; de personen bedoeld in het eerste lid geven evenwel minstens zes maanden vóór de aanvassing ervan schriftelijk kennis van de werken die ze overwegen uit te voeren.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de begunstigde van de erfdiensbaarheid de eigenaar voorstellen bedoeld terrein te kopen om de verplaatsing van de infrastructuur te voorkomen. Hij geeft de Minister kennis daarvan. Bij gebrek aan een minnelijke overeenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 25 van toepassing.

Art. 24. De netbeheerder is gehouden tot het herstel van de schade aangericht door werken die hij heeft uitgevoerd bij de aanleg of de exploitatie van zijn installaties, alsmede tot de vergoeding van de schade berokkend aan derden, hetzij door zijn werken, hetzij wegens het gebruik van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde erf. De vergoedingen van de aangerichte schade zijn integraal voor rekening van bedoelde houder; ze zijn verschuldigd aan de personen die schade lijden. Het bedrag ervan wordt hetzij op minnelijke wijze, hetzij door de rechtbanken bepaald.

Art. 25. De netbeheerder ten gunste van wie de Regering een besluit tot verklaring van algemeen nut heeft genomen, kan op eigen verzoek en binnen de perken van dat besluit door de Regering gemachtigd worden namens het Gewest maar op eigen kosten tot de nodige onteigeningen over te gaan. De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte, ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, is van toepassing op die onteigeningen.

HOOFDSTUK V. — *Toegang tot de netten*

Art. 26. § 1. De toegang tot de distributienetten is gereguleerd. De producenten, leveranciers en in aanmerking komende afnemers hebben een recht van toegang tot de bestaande netten tegen de overeenkomstig artikel 15 bekendgemaakte tarieven.

§ 2. De netbeheerders mogen de toegang tot hun net slechts ontzeggen als :

- 1° de veiligheid van het net bedreigd wordt;
- 2° de netbeheerder niet over de nodige technische capaciteit beschikt om de transmissie op zijn net te waarborgen;
- 3° de aanvrager niet voldoet aan de technische voorschriften waarin het technisch reglement voorziet;
- 4° de toegang tot het net de uitvoering van een openbare dienstverplichting belemmert vanwege de netbeheerder.

De beslissing tot weigering is behoorlijk gemotiveerd en wordt aan de aanvrager meegedeeld. De beslissing kan ter bemiddeling voorgelegd worden of met het oog op de arbitrage bedoeld in artikel 48 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 27. § 1. De volgende eindafnemers worden meteen 'in aanmerking komende afnemers' verklaard :

- 1° de eindafnemers die elektriciteit produceren;
- 2° de eindafnemers die zich voor het geleverde volume bevoorraden bij een leverancier van gas uit hernieuwbare bronnen;
- 3° de eindafnemers van wie het jaarlijkse verbruik hoger is dan 20 Gwugas per site.

§ 2. Na advies van de « CWAPE » legt de Regering nieuwe drempels vast om in aanmerking te kunnen komen, rekening houdende met de evolutie van de openstelling van de gasmarkten in de overige lidstaten van de Europese Unie en in de aangrenzende gewesten.

§ 3. De « CWAPE » ziet toe op de naleving van de voorwaarden waaronder de in de vorige paragrafen bedoelde afnemers in aanmerking komen, met inachtneming van de modaliteiten opgelegd door de Regering.

Art. 28. Na advies van de « CWAPE » kan de Regering de toegang tot het net beperken of verbieden bij gasinvoer uit andere lidstaten van de Europese Unie dat bestemd is voor in aanmerking komende afnemers gevestigd in het Waalse Gewest, voor zover de afnemer, indien hij in de lidstaat van herkomst gevestigd is, niet de hoedanigheid van in aanmerking komende afnemer heeft krachtens de wetgeving van bedoelde Staat.

Art. 29. § 1. Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn inzake de ruimtelijke ordening, is de bouw van nieuwe directe leidingen onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning door de Minister, na advies van de « CWAPE ». De Regering bepaalt de rechten en plichten van de vergunninghouder.

§ 2. Na advies van de « CWAPE » bepaalt de Waalse Regering de criteria en de procedure voor de toekenning van de vergunningen bedoeld in paragraaf 1, alsmede de retributie voor de behandeling van het dossier. De vergunning is evenwel geconditioneerd door de weigering van toegang tot het net, het gebrek aan aanbod voor het gebruik van het net onder redelijke economische en technische voorwaarden of de belemmering van de uitvoering van een openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 32, 1°.

§ 3. De houder van de vergunning bedoeld in paragraaf 1 valt onder de bepalingen van hoofdstuk IV.

HOOFDSTUK VI. — *Leveranciers en tussenpersonen*

Art. 30. § 1. Alleen de gemeenten mogen gas leveren aan de op hun grondgebied gevestigde gebonden afnemers. Ze mogen zich evenwel verenigen om die opdracht te vervullen of die taak aan de beheerder van het distributienet toe te vertrouwen.

§ 2. Elke gasleverancier van in aanmerking komende afnemers is onderworpen aan een vergunning die de Minister voor een onbepaalde duur verleent.

§ 3. Na advies van de 'CWAPE' bepaalt de Regering de criteria voor de toekenning, handhaving, herziening of intrekking van de vergunning bedoeld in paragraaf 2. Deze criteria slaan met name op :

1° de betrouwbaarheid en de beroepservaring van de aanvrager, zijn technische en financiële capaciteiten en de kwaliteit van de organisatie die de vlotte uitvoering van de opdrachten van de leverancier waarborgt;

2° de juridische en beheersautonomie van de aanvrager ten aanzien van de netbeheerders, met uitzondering van de netbeheerders voor gas dat uitsluitend uit hernieuwbare bronnen komt;

3° de naleving van de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 33.

§ 4. Na advies van de 'CWAPE' bepaalt de Regering :

1° de procedure voor de toekenning en intrekking van de vergunning bedoeld in paragraaf 2, met name het aanvraagformulier, de behandeling van het dossier, de termijnen waarin de Minister beslist en zijn beslissing aan de aanvrager meedeelt, en de retributie voor de behandeling van het dossier;

2° de overdrachtsvoorwaarden, de lotsbestemming van de vergunning in geval van controlewijziging, van fusie of splitsing van de vergunninghouder en, in voorkomend geval, de te vervullen voorwaarden en te volgen procedures voor de handhaving of de hernieuwing van de vergunning in die gevallen. In geval van fusie van leveranciers met vergunning, wordt de vergunning automatisch aan de gefuseerde entiteit verleend.

Art. 31. Elke activiteit als tussenpersoon wordt bij de Minister aangegeven. De aangifte maakt melding van :

1° de naam, de voornaam, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit van de aangever;

2° als het gaat om een maatschappij, de handelsnaam of de benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel, de statuten en, in voorkomend geval, de stukken waarbij de bevoegdheden van de aangever(s) worden bevestigd.

HOOFDSTUK VII. — *Openbare dienstverplichtingen*

Art. 32. Na advies van de « CWAPE » legt de Regering de netbeheerders openbare dienstverplichtingen op die duidelijk omschreven, doorzichtig, niet discriminerend en controleerbaar zijn. Ze betreffen met name :

1° de veiligheid, de regelmaat en de kwaliteit van de gasleveringen;

2° sociale maatregelen, met name de begeleidingsmaatregelen te nemen als een eindafnemer verzuimt zijn leverancier te betalen, en de verplichting een budgetmeter bij een beschermde afnemer te plaatsen;

3° inzake milieubescherming, o.a. :

a) de uitwerking van de uitbreidingsplannen bedoeld in artikel 16, § 3;

b) de verplichting tot opnemingsplan in het uitbreidingsplan van elke gasnetuitbreiding aangevraagd door één of meer leveranciers, voor zover die investeringen economisch gerechtvaardigd zijn op grond van de door de leveranciers overgemaakte gegevens. Een investering wordt geacht economisch gerechtvaardigd te zijn als het rentabiliteitspercentage hoger is dan of gelijk aan het percentage van de nettobezoldiging van de geïnvesteerde kapitalen aangenomen door de « CREG » voor de bepaling van de kosten van het netgebruik.

De Regering bepaalt het formulier en de modaliteiten voor de indiening van de aanvraag om netuitbreiding bedoeld in het eerste lid, de termijn waarin de bij de aanvraag betrokken netbeheerder een antwoord moet geven, en de mogelijke procedures die de leverancier(s) in acht moet nemen om beroep in te stellen tegen de beslissing van de netbeheerder. De netbeheerder mag een boekhoudkundige provisie stellen ter dekking van de toekomstige lasten gebonden aan bovenbedoelde uitbreidingen zonder de concurrentiepositie van het tarief voor het gebruik van het distributienet op de helling te zetten. Het gebruik van die provisie kan beschouwd worden als een lastvermindering bij de berekening van bovenbedoeld rentabiliteitspercentage.

De Regering bepaalt de procedure en modaliteiten voor het stellen en het gebruiken van de provisie, alsook het maximumbedrag ervan. Als de investering niet geacht wordt economisch gerechtvaardigd te zijn, kunnen de afnemers of elke andere partner die belang hebben bij de uitbreiding, hun voorstel van financiële bijdrage indienen om het project economisch te rechtvaardigen. De « CWAPE » is het evaluatie-orgaan dat nagaat of een netuitbreiding economisch gerechtvaardigd is;

a) de verplichting voor elke residentiële afnemer om over te gaan tot de kosteloze standaardaansluiting op verzoek van een leverancier die kan bewijzen dat hij een leveringscontract met die afnemer heeft. Onder standaardaansluiting wordt verstaan de verbindingsleiding beperkt tot 8 meter vanaf het net, tussen de hoofdleiding en de binneninstallatie van de afnemer, zoals omschreven in het technisch reglement;

b) voorrang te geven aan gas uit hernieuwbare bronnen voor zover het compatibel is met het netgas;

c) de informatie en bewustmaking inzake energieverbruik om aan te zetten tot rationeel gasgebruik, alsmede de verplichting tariefformules over te leggen ter bevordering van rationeel energiegebruik voor de residentiële afnemers van de leveranciers;

4° inzake inzameling van gegevens, op het gasverbruik dat over hun net transiteert.

Art. 33. Na advies van de « CWAPE » legt de Regering de leveranciers en tussenpersonen openbare dienstverplichtingen op die duidelijk omschreven, doorzichtig, niet discriminerend en controleerbaar zijn, met name :

1° inzake de regelmaat, de kwaliteit en de facturering van de gasleveringen;

2° inzake milieubescherming, o.a. de verplichting tot prioritaire aankoop, onder de marktvoorwaarden en binnen de perken van de behoeften van hun eindafnemers, van gas uit hernieuwbare bronnen dat beschikbaar is op het net waarop zijn afnemer is aangesloten;

3° verplichtingen die vooral sociale maatregelen beogen, o.a. de verplichting elke residentiële afnemer die erom verzoekt, als afnemer te aanvaarden onder niet discriminerende voorwaarden en gas te leveren aan beschermde afnemers tegen een sociaal tarief;

4° informatie en bewustmaking inzake het gasverbruik om aan te zetten tot rationeel gasgebruik, en, voor de residentiële afnemers, de verplichting tariefformules te kiezen die het rationeel energiegebruik bevorderen;

5° voor zover de leverancier verzocht heeft om de netuitbreiding bedoeld in artikel 32, 3°, a., van dit decreet, de transmissie van gegevens op grond waarvan de netbeheerder kan beoordelen of de investering economisch gerechtvaardigd is, inzonderheid de leveringscontracten gesloten met de toekomstige afnemers.

HOOFDSTUK VIII. — *Promotie van gas uit hernieuwbare bronnen*

Art. 34. Om de productie van gas uit hernieuwbare bronnen in het Waalse Gewest te bevorderen, kan de Regering een procedure inzake productiesteun indienen ten gunste van de producenten van bovenbedoeld gas.

De Regering bepaalt jaarlijks, na advies van de « CWAPE », het bedrag dat bestemd moet worden per Kwu gas geproduceerd vanaf hernieuwbare energiebronnen. Dat bedrag kan verschillen al naar gelang de gebruikte hernieuwbare energiebron en technologie.

Er mag geen productiesteun verleend worden voor gas uit hernieuwbare bronnen die later recht zou geven op een mechanisme voor de bevordering van groene energie, zoals bepaald bij artikel 37 van het decreet van 12 april 2001.

Art. 35. De productie van gas uit hernieuwbare bronnen is onderworpen aan de toekenning van een vergunning, die door de Minister wordt afgegeven. De Regering bepaalt de criteria en de procedure voor de toekenning, herziening en intrekking van de vergunning. De criteria slaan met name op de capaciteit om de werkelijk geproduceerde hoeveelheid gas te controleren.

HOOFDSTUK IX. — *Waalse energiecommissie*

Art. 36. § 1. De « CWAPE » geeft de overheid advies inzake de organisatie en de werking van de gewestelijke gasmarkt, enerzijds, en oefent toezicht en controle uit op de toepassing van de desbetreffende decreten en reglementen, anderzijds.

De « CWAPE » vervult o.a. de volgende taken :

1° ze brengt gemotiveerde adviezen uit en dient voorstellen in in de gevallen bedoeld in dit decreet of in de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° ze voert onderzoeken en studies uit m.b.t. de gasmarkt, op eigen initiatief of op verzoek van de minister of van de Regering;

3° ze gaat na of de netbeheerder de bepalingen van de artikelen 11 en 12 en van de uitvoeringsbesluiten daarvan in acht neemt;

4° ze stelt het technisch reglement op in overleg met de netbeheerders en gaat na of het toegepast wordt;

5° ze gaat na of de netbeheerders het aanpassingsplan en het uitbreidingsplan uitvoeren;

6° ze gaat na of de voorwaarden waaronder de in artikel 27 bedoelde afnemers in aanmerking komen, in acht genomen worden;

7° ze gaat na of de voorwaarden m.b.t. de vergunningen die overeenkomstig artikel 29 verleend worden voor de aanleg van nieuwe directe leidingen, in acht genomen worden;

8° ze controleert en beoordeelt de nakoming van de openbare verplichtingen bedoeld in artikel 33;

9° ze controleert de inachtneming van de maatregelen bedoeld in hoofdstuk VIII van dit decreet;

10° ze werkt samen met de gasmarktregulatoren;

11° ze werkt samen met het controlecomité opdat het kan nagaan of er een gebrek aan kruissubsidies is tussen de categorieën afnemers;

12° ze bepaalt de gegevens die de netbeheerder moet verstrekken aan het controlecomité, de « CWAPE » en de minister, o.a. om energiebalansen op te maken;

13° ze voert alle andere opdrachten uit die haar toevertrouwd worden bij decreten, besluiten of reglementen inzake de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

De « CWAPE » kan op eigen initiatief voorstellen indienen in de gevallen waarin haar advies vereist wordt krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. De « CWAPE » bezorgt de Regering jaarlijks een verslag over de uitvoering van haar opdrachten en over de evolutie van de gewestelijke gasmarkt. De minister maakt het verslag over aan de Waalse Gewestraad. Hij zorgt ervoor dat het verslag op gepaste wijze bekendgemaakt wordt.

HOOFDSTUK X. — *Energiefonds**Afdeling 1. — Energiefonds*

Art. 37. De Regering richt een begrotingsfonds op, met name het « Energiefonds », in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. De ontvangsten van het Fonds worden op grond van een door de Regering goedgekeurd actieprogramma bestemd voor de uitvoering van de volgende opdrachten :

1° de financiering van de uitgaven van de « CWAPE »;

2° de gedeeltelijke of gehele tenlasteneming van de meerkosten bepaald overeenkomstig de beleidslijnen van de Regering en gebonden aan de openbare verplichtingen tot milieubescherming, krachtens artikel 34, 2°, *d.*, van het elektriciteitsdecreet en artikel 33, 4°, van dit decreet;

3° studies en sensibilisatieacties betreffende de beheersing van de energievraag in het Waalse Gewest;

4° premies en maatregelen ter bevordering van rationeel energiegebruik;

5° studies en acties ter bevordering van de filières voor de productie van gas en elektriciteit d.m.v. hernieuwbare energiebronnen en installaties voor kwaliteitswarmtekoppeling;

6° steun voor de productie van groene elektriciteit en van gas uit hernieuwbare bronnen;

7° sociale begeleiding inzake energie;

8° terugbetaling van het aan de leverancier verschuldigde bedrag dat met de gewaarborgde minimale levering overeenstemt, als de commissie tot schuldkwijting besluit.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de terugbetaling bedoeld in het eerste lid.

Art. 38. § 1. Het Energiefonds wordt gestijfd door :

1° de retributies bedoeld in de artikelen 21, § 3, 1°, 29, § 2, en 30, § 4, 1°, van het elektriciteitsdecreet;

2° de middelen die hem toegekend worden krachtens de wettelijke, reglementaire of verdragsbepalingen met het oog op de financiering van de openbare verplichtingen van de elektriciteitssector;

3° de opbrengst van de in artikel 40 bedoelde retributie voor de aansluiting op de elektriciteitsnetten en op de directe lijnen;

4° de opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in artikel 53 van het elektriciteitsdecreet;

5° de retributies bedoeld in de artikelen 21, § 3, 1°, 29, § 2, en 30, § 4, 1°, van dit decreet;

6° de middelen die hem toegekend worden krachtens de wettelijke, reglementaire of verdragsbepalingen met het oog op de financiering van de openbare verplichtingen van de gassector;

7° de opbrengst van de in artikel 40 bedoelde retributie voor de aansluiting op de gasnetten en op de directe leidingen;

8° de opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in artikel 48 van dit decreet;

9° de overdracht van het saldo van de fondsen opgeheven krachtens de artikelen 58 en 62 van dit decreet.

§ 2. De ontvangsten van het Fonds worden bij voorkeur bestemd voor de financiering van een dotatie die dient om de uitgaven van de « CWAPE » te dekken. De dotatie bedraagt 3,22 miljoen euro, jaarlijks geïndexeerd op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen. De beginindex is de index der consumptieprijzen van de maand vóór de inwerkingtreding van dit artikel. Het bedrag van de dotatie wordt uitgetrokken naar rata van de retributies bedoeld in artikel 40, § 1, 1° en 2°.

§ 3. De uitgaven gebonden aan de elektriciteitssector worden gefinancierd ten belope van de ontvangsten bedoeld in § 1, 1° tot 4°. De uitgaven gebonden aan de gassector worden gefinancierd ten belope van de ontvangsten bedoeld in § 1, 5° tot 8°. De uitgaven die niet op de ene of de andere sector kunnen worden afgeschreven, worden op één van beide sectoren afgeschreven met inachtneming van de beschikbare middelen.

§ 4. De Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie maakt een jaarverslag over de bestemmingen van het Fonds. Het verslag bevat een aparte inventaris van de financieringsbronnen voor elke sector — elektriciteit of gas — en geeft hun bestemming aan per sector. Het wordt door de Regering overgemaakt aan de « CWAPE », het Energiecomité en de Waalse Gewestraad.

Afdeling 2. — Retributie

Onderafdeling 1. — Belastbaar feit, grondslag, belastingplichtige en percentage

Art. 39. Behoudens andersluidende bepaling in dit decreet, zijn de bepalingen van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inning en de geschillen inzake de gewestelijke belastingen van toepassing.

Art. 40. § 1. Er wordt voorzien in een jaarlijkse retributie voor de aansluiting van de in het Waalse Gewest gevestigde eindafnemer:

1° op het elektriciteitsnet of een directe lijn in de zin van artikel 2, 15°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, ongeacht het spanningsniveau;

2° op het net voor gasvervoer of -distributie of op een directe leiding, ongeacht de transmissiecapaciteit, met uitzondering van de aansluitingen van elektrische centrales voor de hoeveelheid gas vereist voor de productie van elektriciteit.

§ 2. De retributie wordt betaald door elke eindafnemer die in de loop van het referentie-kalenderjaar beschikte over een aansluiting bedoeld in paragraaf 1. Voor de toepassing van de percentages bepaald krachtens artikel 41 wordt rekening gehouden met de hoeveelheid elektriciteit en gas die de eindafnemer per telsysteem verbruikt heeft, met uitzondering van de eigen elektriciteitsproductie. Die hoeveelheid wordt in Kwu uitgedrukt.

Art. 41. § 1. Het percentage van de retributie bedoeld in artikel 40, § 1, 1°, wordt berekend als volgt :

1° van 0 tot 100 kWu : tussen 0,075 en 0,15 euro;

2° voor de volgende Kwu ten laste van :

- de afnemers "laagspanning" : tussen 0,00075 euro/kWu en 0,0015 euro/kWu;
- de afnemers "hoogspanning" met een jaarlijks verbruik lager dan 10 Gwu : tussen 0,0006 euro/Kwu en 0,0012 euro/kWu;
- de afnemers "hoogspanning" met een jaarlijks verbruik van 10 Gwu of meer : tussen 0,0003 euro/Kwu en 0,0006 euro/kWu.

Het bedrag van de retributie bedoeld in artikel 40, § 1, 2°, wordt vastgelegd als volgt :

1° van 0 tot 100 kWu : tussen 0,0075 euro en 0,015 euro;

2° voor de volgende Kwu ten laste van :

- de afnemers met een jaarlijks verbruik lager dan 1 Gwu : tussen 0,000075 euro/kWu en 0,00015 euro/kWu;
- de afnemers met een jaarlijks verbruik lager dan 10 Gwu : tussen 0,00006 euro/Kwu en 0,00012 euro/kWu;
- de afnemers met een jaarlijks verbruik van 10 Gwu of meer : tussen 0,00003 euro/Kwu en 0,00006 euro/kWu.

§ 2. Het percentage van de retributie bedoeld in paragraaf 1 wordt door de Regering bepaald. Als de Regering niet beslist, wordt het minimumpercentage toegepast.

§ 3. Het percentage van de retributie en het bedrag bedoeld in paragraaf 2 worden geïndexeerd volgens de procedure en de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Onderafdeling 2. — Betaling en inning

Art. 42. § 1. De retributie wordt aan de eindafnemer gefactureerd en voor rekening van het Gewest door de leverancier van de eindafnemer geïnd op grond van diens effectief verbruik.

De aan de eindafnemer gerichte factuur vermeldt het juiste bedrag van de verschuldigde retributie en geldt als betalingsbericht. De betalingstermijn bedraagt minstens vijftien dagen en begint te lopen vanaf de verzenddatum van het betalingsbericht.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure en modaliteiten voor de inning van de retributie door de leverancier, voor de storting aan het Gewest van de geïnde bedragen en voor de inning. Ze bepaalt de aan het Gewest te verstrekken gegevens, de inlichtingen die nodig zijn voor de controle en voor de inning van de retributie en de tarieven van de vervolgingskosten ten laste van de belastingplichtigen.

De retributie wordt om drie maanden met de expliciete melding op de rekening van het Waalse Gewest gestort.

§ 3. De Regering treft de nodige maatregelen om de juiste inning van de retributie te waarborgen en om het toezicht en de controle op de personen bij wie de retributie opeisbaar is, te regelen.

Art. 43. Het aanslagjaar stemt overeen met de belastbare periode.

HOOFDSTUK XI. — Energiecomité

Art. 44. Het Energiecomité opgericht bij artikel 51 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt ermee belast op verzoek van de Regering, van de « CWAPE » of op eigen initiatief, advies uit te brengen over de evolutie van de gewestelijke gasmarkt met inachtneming van het algemeen belang, de duurzame ontwikkeling en de opdrachten van openbare dienst.

HOOFDSTUK XII. — *Sociale begeleiding inzake energie*

Art. 45. Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verleent sociale begeleiding inzake energie aan residentiële afnemers met betalingsmoeilijkheden t.o.v. hun gas- en/of elektriciteitsleverancier. De sociale begeleiding inzake energie wordt verleend na kennisgeving van de leverancier of van de netbeheerder die aan de afnemer levert, overeenkomstig de besluiten van de Regering genomen krachtens artikel 34, 1°, b., en 2°, c., van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en krachtens de artikelen 32, 2°, en 33, 3°, van dit decreet of op verzoek van de afnemer.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie.

Art. 46. § 1. In elke gemeente wordt op initiatief van de voorzitter van de raad voor sociale hulp een plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking van de minimale elektriciteitslevering ingesteld. Die commissie bestaat uit:

- een vertegenwoordiger aangewezen door de raad voor sociale hulp;
- een vertegenwoordiger die instaat voor de sociale begeleiding binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- een vertegenwoordiger van de netbeheerder die instaat voor de gewaarborde minimale levering.

De commissie wordt bijeengeroepen op initiatief van de distributienetbeheerder. Ze beslist over de eventuele onderbreking van de minimale elektriciteitslevering aan de beschermde afnemer die in aanmerking komt voor de gewaarborgde minimale levering door de netbeheerder. De commissie bepaalt de duur van de eventuele onderbreking.

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen na de afnemer te hebben opgeroepen en gehoord. De afnemer kan zich door een raadsheer laten bijstaan of vertegenwoordigen. De commissie beraadslaagt met gesloten deuren. De beslissing wordt binnen zeven dagen meegedeeld aan de afnemer en aan de netbeheerder.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de werking van de commissie en kan haar samenstelling uitbreiden.

§ 2. De minimale elektriciteitslevering aan een beschermde afnemer mag niet onderbroken worden tussen 15 november en 15 maart in woningen die als hoofdverblijf wordt bewoond.

De energie die gedurende die periode wordt verbruikt, is voor rekening van de afnemer.

De Regering kan die periode verlengen, al naar gelang de winterweersomstandigheden.

Elke onderbreking in strijd met de voorschriften van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan verplicht de leverancier tot de betaling van een dagelijkse forfaitaire vergoeding van 125 euro aan de afnemer zolang de voorziening niet hersteld is. Dat bedrag wordt jaarlijks van rechtswege geïndexeerd door het te vermenigvuldigen met het indexcijfer der consumptieprijsen van de maand oktober van het aanslagjaar en door het te delen door het indexcijfer der consumptieprijsen van de maand december van het jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

HOOFDSTUK XIII. — *Sancties*

Art. 47. § 1. Er wordt voorzien in een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en in een geldboete van 1 tot 50 euro of in slechts één van die straffen voor :

1° zij die de « CWAPE » of de Regering beletten de bij dit decreet opgelegde controles en onderzoeken uit te voeren, hen de krachtens dit decreet vereiste informatie weigeren te geven of hen bewust onjuiste of onvolledige gegevens verstrekken;

2° de overtreders van de bepalingen van de artikelen 29 en 30.

§ 2. Als de overtreder een rechtspersoon is, kan op grond van de in paragraaf 1 vermelde feiten ook voorzien worden in één of meer van de volgende straffen :

1° de ontbinding, die niet ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen uitgesproken mag worden;

2° het verbod tot uitoefening van een activiteit met een maatschappelijk doel, met uitzondering van de activiteiten i.v.m. een openbare opdracht;

3° de sluiting van één of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar activiteiten i.v.m. een openbare opdracht worden uitgeoefend;

4° de bekendmaking of de verspreiding van de beslissing.

Art. 48. § 1. Onverminderd de andere maatregelen waarin dit decreet voorziet, kan de « CWAPE » elke natuurlijke of rechtspersoon die in het Waalse Gewest gevestigd is en onder de toepassing van dit decreet valt, verzoeken zich binnen de door haar opgelegde termijn te richten naar bepaalde voorschriften van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan. Als betrokkene na afloop van die termijn in gebreke blijft, kan de « CWAPE » hem een administratieve geldboete opleggen waarvan zij het bedrag bepaalt, na hem gehoord of behoorlijk te hebben opgeroepen. Om zijn verweermiddelen te laten gelden, mag betrokkene zich door een raadsheer laten bijstaan of vertegenwoordigen.

De geldboete mag per kalenderdag niet lager zijn dan 1.240 euro, noch hoger dan 99.160 euro. De totale boete mag bovendien niet hoger zijn dan 1.983.150 euro of, als het volgende bedrag hoger is, dan 3 procent van de omzet die betrokkene in de loop van het afgesloten laatste boekjaar op de gewestelijke gasmarkt heeft gerealiseerd.

De strafvervolgung ingesteld overeenkomstig artikel 47 sluit de administratieve boete uit wat betreft de vervolgdde feiten, zelfs als ze in een vrijspraak resulteert.

§ 2. De « CWAPE » informeert betrokkene bij aangetekend schrijven. De gemotiveerde kennisgeving vermeldt het bedrag van de overwogen administratieve boete.

§ 3. Als betrokkene niet instemt met de overwogen boete, kan hij zijn tegenargumenten binnen tien dagen na de in paragraaf 3 bedoelde kennisgeving bij aangetekend schrijven aan de « CWAPE » overmaken. Na afloop van die termijn wordt de beslissing definitief.

Betrokkene kan de « CWAPE » binnen de in het eerste lid bedoelde termijn vragen om gehoord te worden ten einde zijn verweermiddelen te laten gelden. Hij mag zich door een raadsheer laten bijstaan of vertegenwoordigen.

De « CWAPE » neemt een definitieve beslissing op grond van de gegevens bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze geeft bij aangetekend schrijven kennis van haar gemotiveerde beslissing en van het bedrag van de boete die aan de verweerder is opgelegd.

§ 4. De administratieve boete wordt betaald binnen dertig dagen na verzending van de kennisgeving bedoeld in § 2 of in § 3, derde lid.

De « CWAPE » kan een uitsteltermijn toestaan voor de duur die zij bepaalt. Als de administratieve boete niet betaald wordt door betrokkene, wordt ze bij dwangbevel ingevorderd. De Waalse Regering wijst de ambtenaren aan die de dwangbevelen moeten afgeven en uitvoerbaar verklaren. Ze worden bij deurwaardersexploot betekend, met aanmaning tot betaling.

§ 5. Het beroep dat krachtens paragraaf 1 bij de rechtbank van eerste aanleg wordt ingesteld tegen de administratieve boete, is opschortend.

Art. 49. § 1. Het is verboden de infrastructures voor de productie, de verwerking, het plaatselijke vervoer, de distributie en het gebruik van gas gedeeltelijk of geheel af te breken, of gastransmissie op het net vrijwillig te verhinderen of te belemmeren. Elke overtreding van het eerste lid wordt gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot drie jaar en met een boete van 1 tot 10 euro.

§ 2. Al wie infrastructures voor de productie, de verwerking, het plaatselijke vervoer, de distributie en het gebruik van gas onopzettelijk vernielt of beschadigt bij gebrek aan voorzorgsmaatregelen, of gastransmissie op het net verhindert of belemmert, wordt gestraft met een boete van 40 cent tot 6 euro en met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen of met slechts één van beide straffen.

HOOFDSTUK XIV. — Wijzigingsbepalingen

Art. 50. Artikel 2 van het decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 9° wordt het cijfer « 30 » vervangen door het cijfer « 1 »;

2° punt 15° wordt aangevuld als volgt : « ; die lijn verbindt een producent of een eindafnemer en is eigendom van de netgebruiker waarop hij aangesloten is;

3° de zin « er wordt een punt 20bis ingevoegd » wordt voorafgegaan door het cijfer « 3. »

Art. 51. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt het woord « kandidaat » geschrapt.

Art. 51bis. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « begrepen zijn tussen 30 en 70 kV en » geschrapt.

Art. 52. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. In de veronderstelling dat de netbeheerder wordt voorgedragen door een gemeente die eigenaar is van een deel van het net op haar grondgebied of door een ingesloten gemeente, kan de Regering de gemeente machtigen om op eigen kosten over te gaan tot de onteigening ten algemene nutte van het op haar grondgebied gelegen distributienet als zulks nodig is voor de uitvoering van de opdracht van de door haar voorgedragen distributienet-beheerder.

De ingesloten gemeente is de gemeente waarvan het op haar grondgebied gelegen distributienet beheerd wordt door een andere beheerder dan de netbeheerder van de gezamenlijke aangrenzende gemeenten.

De rechtspleging bij dringende omstandigheden, ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van autosnelwegen, is van toepassing op de onteigeningen bedoeld in § 3, eerste lid.

In afwijking van artikel 9 van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales kan een gemeente verbonden met een intercommunale die voor het beheer van het distributienet instaat, naast de gevallen bedoeld in voormeld artikel 9, vóór de vervaldatum van de intercommunale uittreden als ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 3, eerste lid. Er wordt in dat geval geen stemming vereist, niettegenstaande elke statutaire bepaling. De gemeente is verplicht de schade te vergoeden die haar uittreden aan de andere vennoten berokkent. De schade wordt door deskundigen geraamd.

Art. 53. In artikel 15, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt de eerste zin vervangen als volgt : 'Het door de distributienetbeheerders uitgewerkte aanpassingsplan bestrijkt een periode van vijf jaar; het wordt al naar gelang de behoeften aangepast, minstens om de twee jaar over de vijf volgende jaren en overeenkomstig de procedure bedoeld in het eerste lid. »

Art. 54. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 van het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « Een afschrift van die betekening wordt aan de Minister gericht ».

2. De paragrafen 2 en 3 worden geschrapt en vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer de netbeheerder van plan is de in paragraaf 1 bedoelde werken uit te voeren onder of boven het openbaar domein dat geen eigendom is van één van zijn leden, dient hij een aanvraag om wegvergunning in bij de eigenaar van bedoeld openbaar domein.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van de wegvergunning, met name het aanvraagformulier, de bij te voegen stukken, de behandeling van het dossier en de onderzoeken uit te voeren door de overheden waar de aanvraag wordt ingediend, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en haar beslissing aan de aanvrager moet meedelen, alsmede de procedure en de modaliteiten om beroep in te stellen bij de Minister en de kosten voor de behandeling van het dossier. »

Art. 55. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid wordt punt 3° vervangen als volgt : « K = het aantal kWu gemeten door de netbeheerder op het grondgebied van de gemeente, gedeeld door kWuGR ».

2° In het tweede lid, 4°, worden de woorden « door de netbeheerder beheerde » ingevoegd tussen de woorden « de lengte van de » en de woorden « elektrische lijnen »;

3° In het vierde lid worden de woorden « de procedure en » ingevoegd tussen het woord « bepaalt » en de woorden « de modaliteiten ».

4° Aan het einde van het artikel worden de woorden « en van de gemeente » toegevoegd.

Art. 56. In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan de rechten en plichten van de eventuele huurder van het privé-fonds in het kader van de verkoop van dat fonds bepalen. »

Art. 57. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° Punt 1° wordt aangevuld met een punt e., luidend als volgt : « e. inzake milieubescherming, de verplichting voor de residentiële afnemers van de leveranciers tariefformules voor te stellen ter bevordering van rationeel energiegebruik; »

2° Punt 2°, *d.*, worden de woorden « voor de residentiële afnemers ingevoegd tussen de woorden « van tariefformules » en de woorden « die rationeel energiegebruik bevorderen. »

Art. 58. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 59. In artikel 38, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt de tweede zin vervangen als volgt : « Dat percentage koolstofdioxidebesparing wordt beperkt tot 1 voor de productie-eenheden waarvan de productie 5 MW overschrijdt. Onder die drempel wordt bedoeld percentage beperkt tot 2. »

Art. 60. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° In paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « vóór 31 december van elk jaar » geschrapt.

2° In paragraaf 2 wordt de laatste zin geschrapt.

Art. 61. Artikel 45, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° In de eerste zin van het eerste lid worden de woorden « drie bestuurders » vervangen door de woorden « vier bestuurders » en worden de woorden « zes jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar ».

2° De tweede zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt : « In afwijking van wat voorafgaat, worden de voorzitter en de bestuurders, bij de oprichting van de « CWAPE », benoemd voor een termijn die op 31 augustus 2008 verstrijkt. »

3° De eerste zin van het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Bij behoorlijk gemotiveerd besluit kan de Regering de voorzitter of de bestuurders voorlopig van hun functies ontheffen of vervroegd ontslaan, na ze te hebben gehoord. »

4° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : « De mandaten van de voorzitter en de bestuurders van het directiecomité van de « CWAPE » eindigen wanneer ze de volle leeftijd van vijfenzeftig jaar bereikt hebben. De Minister kan evenwel toestaan dat een titularis zijn lopend mandaat verlengt tot zijn opvolger wordt aangewezen, voor zover de verlenging niet langer duurt dan één jaar. »

Art. 62. Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° In de eerste zin van paragraaf 1 worden de woorden « drie directies » vervangen door de woorden « vier directies ».

2° In paragraaf 2 wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt : « 4° een directie voor de technische werking van de gasmarkt en de mechanismen voor de promotie van gas uit hernieuwbare bronnen »;

3° paragraaf 3 wordt geschrapt.

Art. 63. Artikel 51, § 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° In de eerste zin wordt het aantal « vierentwintig » vervangen door « negenentwintig ».

2° Het wordt aangevuld met de punten 12°, 13° en 14°, luidend als volgt :

« 12° een vertegenwoordiger van de producenten van gas uit hernieuwbare bronnen »

13° drie vertegenwoordigers van de gasnetbeheerders;

14° een vertegenwoordiger van de gasleveranciers ».

Art. 64. Artikel 53, § 7, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De opbrengst van de administratieve boetes stijft het Energiefonds bedoeld in hoofdstuk X van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt ».

Art. 65. In artikel 59, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « de eigenaar van de wegen » vervangend oor de woorden « de Minister »; de woorden « op die wegen » worden geschrapt.

Art. 66. Artikel 569, 33°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 53, § 4, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt aangevuld als volgt : « of krachtens artikel 48, § 1, van het decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt ».

Art. 67. In artikel 13, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2001 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit worden de woorden « het sociaal fonds bedoeld in artikel 35 van het decreet » vervangen door de woorden « het Energiefonds bedoeld in hoofdstuk X van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt ».

HOOFDSTUK XV. — *Overgangsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 68. De bestuurder van de « CWAPE » belast met de directie van de technische werking van de gasmarkt wordt aangewezen in het kader van de procedure georganiseerd krachtens artikel 45, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en treedt in functie binnen de maand na de inwerkingtreding van dit decreet. Zolang hij niet in functie getreden is, mag de Regering overgaan tot de uitvoering van de artikelen die de « CWAPE » moet laten uitvoeren of waarover ze krachtens dit decreet advies moet uitbrengen.

Art. 69. Met uitzondering van de netbeheerders voor gas dat uitsluitend uit hernieuwbare bronnen gewonnen wordt, wijst de Regering na advies van de « CWAPE » en uiterlijk twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit decreet de distributienetbeheerder(s) aan die geografisch gescheiden en elkaar niet overlappende zones bestrijkt (bestrijken). Ze handelt op de voordracht van de gemeenten en provincies die lid zijn van een intercommunale voor gasdistributie opgericht vóór de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* en op grond van de criteria bedoeld in de artikelen 3 tot 10.

Als de gemeenten en/of provincies geen kandidaat voordragen binnen drie maanden na de bekendmaking van het bericht van de Minister in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Regering de distributienetbeheerder(s) aan na advies van de « CWAPE ».

De regioën en intercommunales voor gasdistributie opgericht vóór de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* worden tijdelijk belast met het beheer van het distributienet.

Art. 70. De netbeheerder geeft de Minister binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit van de Regering bedoeld in het tweede lid kennis van het bestaande net waarvan hij het beheer waarneemt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. De retributie bedoeld in artikel 20 is verschuldigd na kennisgeving.

De Waalse Regering bepaalt de in het eerste lid bedoelde procedure inzake weggennisgeving, met name het aangifteformulier en de bij te voegen stukken.

Art. 71. Het aanpassingsplan en het uitbreidingsplan van het distributienet worden voor het eerst opgemaakt binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van artikel 16.

Art. 72. Zolang het krachtens artikel 37 opgerichte Energiefonds niet gestijfd is door de retributie bedoeld in artikel 40, geniet de « CWAPE » een dotatie die uitgetrokken wordt op de begroting van het Waalse Gewest en waarvan het bedrag bij begrotingsdecreet wordt bepaald.

Art. 73. Het decreet van 25 februari 1999 houdende terbeschikkingstelling van een minimaal elektrisch vermogen en opschorting van de terbeschikkingstelling van gas en elektrisch vermogen en het besluit van de Executieve van 16 september 1985 houdende bepaling van de categorieën van rechthebbenden op een minimum aan electriciteit voor huishoudelijk gebruik worden opgeheven.

Het decreet van 4 juli 1985 betreffende de levering van een minimum aan stroomtoevoer voor huishoudelijk gebruik en het decreet van 21 februari 1991 houdende oprichting van lokale adviescommissies inzake gas- en elektriciteitsafsluiting worden opgeheven bij de inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten van de artikelen 32, 2°, en 33, 3°, van dit decreet en van artikel 34, 1°, b., en 2°, c., van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 74. De hoofdstukken I tot IV, VI, met uitzondering van artikel 30, §§ 2 en 3, VII tot XIII en XV treden in werking de dag waarop dit decreet wordt bekendgemaakt.

Hoofdstuk XIV heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Voor het overige bepaalt de Regering de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad 398 (200-2002), nrs. 1 tot 30.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2002.

Bespreking. Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 568

[2003/200079]

16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur les modalités de gestion de la centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons;

Vu le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifiées par la loi du 4 août 1996, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'urgence;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 19 octobre 2002 de mettre en place la centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons;

Considérant que cette décision a été prise dans le cadre de l'élaboration du budget initial 2003;